



### Information sur le projet

<b>Titre du projet</b>	OBS-MADA : Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisée		
<b>Numéro Projet</b>	MPTF-O Gateway		
<b>ID du projet</b>	PROJECT 00 12 67 30 - OBS MADA		
<b>Résultats attendus</b>	<p>Résultat 1. Les jeunes dans l'Observatoire Safidy mettent en place un système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits (SAP-PC).</p> <p>Résultat 2 : Les jeunes sont engagés dans les contrôles citoyens des actions publiques (CCAP) en faveur de la paix.</p> <p>Résultat 3 : Les plaidoyers, recours et actions de réponses aux risques de conflits portés et mis en œuvre par les jeunes en collaboration avec les acteurs communautaires sont renforcés</p>		
<b>Pays</b>	Madagascar		
<b>Communes cibles et Régions</b>	<p>Vingt-trois (23) régions pour les activités de veille dans le cadre de la mise en œuvre du SAP-PC et le CCAP, les plaidoyer / interpellations, les recours et la protection des défenseurs de la paix.</p> <p>Pour les actions communautaires portées ou structurées autour des jeunes, le projet a ciblé les 06 régions du Sud (Anosy, Androy, Atsimo Andrefana Menabe, Haute Matsiatra, Ihorombe) qui combinent les zones d'interventions du PNUD et de MSIS-Tatao ainsi que les zones où les facteurs de risques de conflits et la pauvreté sont les plus marqués.</p>		
<b>Date de signature du document de projet</b>	Approbation : Octobre 2020		
<b>Dates du projet</b>	<b>Démarrage</b>	<b>Fin prévue</b>	<b>Extension</b>
	24 Février 2021	22 février 2023	N/A
<b>Budget du projet par Agence</b>	<b>PNUD</b>	<b>MSIS TATAO</b>	<b>Montant total</b>
	1 200 000 \$	300 000 \$	1 500 000 \$
<b>Source de financement</b>	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix (PBF)		
<b>Informations relatives à l'évaluation</b>			
<b>Type d'évaluation</b>	Evaluation de projet		
<b>Finale/mi-parcours/autre</b>	Finale		
<b>Période de mise en œuvre du projet</b>	Début		Fin
	Février 2021		Février 2023
<b>Évaluateur principal</b>	Stéphane Claude M'BAFOU		Agora Consulting
<b>Adresse e-mail de l'évaluateur</b>	stephane.mbafou@agora-consulting.net		info@agora-consulting.net
<b>Date de l'évaluation</b>	14 mai 2024		31 octobre 2024

## Table des matières

<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	<b>3</b>
<b>LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS</b> .....	<b>4</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>5</b>
<b>LISTE DES FIGURES</b> .....	<b>5</b>
<b>LISTE DES PHOTOS</b> .....	<b>5</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE</b> .....	<b>6</b>
<b>I. INTRODUCTION</b> .....	<b>9</b>
OBJECTIFS ET CHAMP DE L'ÉVALUATION .....	10
CADRE DE L'ÉVALUATION .....	11
QUESTIONS D'ÉVALUATION .....	12
<b>II. METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE L'ÉVALUATION</b> .....	<b>12</b>
2.1. APPROCHE GLOBALE.....	12
2.2. CARTOGRAPHIE DES ACTEURS ET CHOIX DE L'ÉCHANTILLON .....	13
2.3. METHODE DE COLLECTE DES DONNEES.....	15
2.4. OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES .....	17
2.5. TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES .....	18
2.6. ASSURANCE QUALITE ET CONSIDERATIONS ETHIQUES .....	20
2.7. LIMITES DE L'ÉVALUATION .....	21
<b>III. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET PRESENTATION DU PROJET OBS MADA</b> .....	<b>21</b>
3.1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION.....	21
3.2. PROJET OBS MADA .....	23
3.3. CONDUITE DU CHANGEMENT (THEORIE DU CHANGEMENT).....	24
3.4. FINANCEMENT DU PROJET ET ZONES CIBLES .....	25
<b>IV. PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ÉVALUATION</b> .....	<b>25</b>
3.1. PERTINENCE .....	25
3.2. COHERENCE .....	29
3.3. EFFICACITE .....	34
3.4. EFFICIENCE.....	42
3.5. IMPACT D'OBS MADA .....	46
3.6. DURABILITE .....	52
3.7. ASPECTS TRANSVERSAUX (GENRE, EQUITE ET DROITS HUMAINS).....	55
<b>V. CONCLUSION</b> .....	<b>61</b>
<b>VI. LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS</b> .....	<b>65</b>
6.1. Leçons Apprises De La Mise En Œuvre Du Projet .....	65
6.2. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS .....	65
<b>VII. ANNEXES</b> .....	<b>67</b>
7.1. TERMES DE REFERENCE.....	68
7.2. LISTE DES DOCUMENTS CONSULTES .....	85
7.3. OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES.....	87
7.4. LISTE DES PERSONNES RENCONTREES .....	100

## LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AIM	Association Intercoopération Madagascar
AVG	Alliance Voahary Gasy
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-Corruption
BIE	Bureau Indépendant d'Evaluation
CAD	Comité d'Aide au Développement
CCAP	Contrôles Citoyens des Actions et Services publics favorables à la Paix
CNIDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CPD	Country Program Document
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
FFOM	Forces Faiblesses Opportunités Menaces
FDS	Force de Défense et de Sécurité
FGD	Focus Group Discussion
GPS	Global Positionning System
HCDDDED	Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
JAP	Jeunes Ambassadeurs de la Paix
JPS	Jeunes, Paix et Sécurité
LNOB	Let No One Behind
MSIS	Multi-Sector Info Service
OBS	Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisée
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD	Objectif du Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PADRC	Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Résilience Communautaire
PBF	Peace Building Fund
PCD	Plan Communal de Développement
PGE	Politique Générale de l'Etat
PNJ	Plan National de la Jeunesse
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRODOC	Project Document
PPS	Probabilité Proportionnelle à la Taille
PTA	Plan de Travail Annuel
RINDRA	Renforcement de la Gouvernance à Madagascar
RMIICPS	Renforcement des Mécanismes Institutionnels Inclusifs pour la Consolidation de la Paix dans le Sud
SAP-PC	Système d'Alerte Précoce de Prévention des risques et Conflits
SPSS	Statistical Package for Social Sciences
SWOT	Strenghts Weaknessess Opportunities Threats
TDR	Termes de Référence
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UN	United Nations
UNEG	United Nations Group for Evaluation

UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	United States Agency for International Development
USD	United States Dollar
VBG	Violences Basées sur le Genre

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Récapitulatif des critères d'évaluation et du nombre de questions .....	13
Tableau 2 : informations essentielles concernant le projet finissant .....	23
Tableau 3 : Différentes interventions réalisées ou en cours de réalisation cohérentes avec le projet .	31
Tableau 4 : Cadre de mesure des résultats du projet .....	37
Tableau 5: Appréciation des populations sur l'amélioration de la gouvernance au niveau des régions cibles du projet .....	40
Tableau 6 : Répartition budgétaire par composante d'activités et par agence de mise en œuvre .....	43
Tableau 7 : Connaissance des activités du projet OBS Mada liées aux contrôles citoyens des actions publiques (CCAP) en faveur de la paix.....	54
Tableau 8 : Performance du projet selon les critères d'évaluation.....	64
Tableau 9 : Principales recommandations.....	66

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Prise en compte des critères évaluatifs dans la chaîne de valeur d'une action .....	12	
Figure 2 : Niveau d'analyse de l'évaluation finale du projet OBS MADA.....	17	
Figure 3 : Interface de gestion des collectes des données.....	18	
Figure 4 : Interface de traitement des données collectées sur Excel .....	19	
Figure 5 : Interface de traitement des données collectées sur Stata 14.2.....	20	
Figure 6 : Taux de réalisation des produits	Figure 7 : Taux de réalisation des résultats .....	35
Figure 8 : Niveau de perception de l'intégration de la dimension genre dans le projet.....	41	
Figure 9 : Répartitions budgétaires réaménagées par catégorie et par agence de mise en œuvre .....	45	
Figure 10 : Renforcement du leadership et des capacités des jeunes (hommes et femmes) dans les communautés .....	47	
Figure 11 : Pourcentage de répondants estimant que les activités menées ont permis la prévention des conflits et des événements conflictogènes .....	48	
Figure 12 : Pourcentage de répondants estimant que les activités menées ont permis la réduction des conflits et des événements conflictogènes .....	48	
Figure 13 : Contribution du projet au renforcement de l'autorité de l'état.....	50	
Figure 14 : Pourcentage de répondants estimant que les actions ont favorisé l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers.....	51	
Figure 15 : Appréciation de la participation des femmes et des personnes vulnérables au projet .....	56	
Figure 16 : Prise en compte des aspects transversaux par les membres des différents dispositifs .....	56	
Figure 17 : Pris en compte des aspects transversaux dans la conception du projet .....	57	
Figure 18 : Appréciation des populations sur l'équité dans la mise en œuvre du projet.....	58	

## LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Formation des superviseurs et enquêteurs .....	15
Photo 2 : Entretien avec les ONG membres de l'Association SAFIDY .....	16
Photo 3 : Entretien avec le SG de la préfecture d'Antsirabe.....	16
Photo 4 : Focus group avec les bénéficiaires de Miandrivazo .....	16

## RESUME ANALYTIQUE

Depuis son indépendance, Madagascar connaît un cercle vicieux de crises politiques récurrentes qui, au fil du temps, a amplifié sa fragilité économique et sociale et inhibé son développement. Malgré l'absence de guerres manifestes, le pays est classé parmi les 27 pays ayant le plus faible Indice de Développement Humain. Les éléments structurels et historiques qui expliquent cette fragilité, contribuent à accentuer le sentiment de frustration observé chez les populations gouvernées, y compris les jeunes. Ces derniers sont le plus souvent exclus des processus de prise de décision et ne disposent pas de suffisamment de plateformes pour exprimer leurs opinions. De plus, ils souffrent d'une inégalité d'accès aux services sociaux de base et aux ressources économiques. Face à ces défis à relever, il a semblé important de développer la compréhension et les capacités des jeunes sur les aspects clés de la vie politique, par la mise en place d'efforts continus.

C'est dans ce contexte qu'a été mis en œuvre le projet OBS Mada (Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisée), qui avait pour objectif principal de consolider la paix en augmentant la participation des jeunes aux espaces de dialogue et de prise de décision. En les formant et en les autonomisant, le projet cherche à réduire les risques de conflits, à améliorer la transparence et l'efficacité des institutions, et à renforcer la cohésion sociale. Né d'un partenariat entre le PNUD et MSIS-TATAO, le projet OBS Mada appuie l'Observatoire des jeunes SAFIDY, qui constitue un levier de participation et de leadership pour ces derniers, afin de les transformer en acteurs clés du changement, capables d'influencer positivement les décisions publiques et contribuer à une paix durable au sein de leurs communautés.

OBS Mada a été implémenté dans les vingt-trois (23) régions de la grande île pour les activités de veille SAP-PC, les plaidoyer/interpellations, les recours et la protection des défenseurs de la paix. Il cible les 06 régions du Sud (Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, Menabe, Haute Matsiatra, Ihorombe) pour les actions de CCAP et les actions communautaires portées ou structurées autour des jeunes. Les résultats attendus de la consolidation de la paix grâce à ce projet incluent une réduction des conflits communautaires et un renforcement de la cohésion sociale grâce à un dialogue amélioré. En créant de nouvelles opportunités économiques, OBS Mada espère réduire la pauvreté et l'instabilité sociale, contribuant ainsi à une paix durable et à un développement harmonieux des communautés.

Au terme de la réalisation des activités du projet, le PNUD a commandité une évaluation finale d'OBS Mada afin de faire le bilan global des activités réalisées sur la base des critères de pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et viabilité des actions réalisées.

### Les principaux constats ci-après ont été faits :

**Pertinence** : le projet OBS Mada est pertinent en ce sens qu'il répond à un besoin social clairement exprimé et justifié. Le projet est articulé aux priorités du Peace Building Fund des Nations Unies (PBF), à savoir l'Initiative de Promotion de la jeunesse (Youth Promotion Initiative). Les composantes du projet s'alignent à la réalisation du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2021-2023.

**Cohérence** : le projet est cohérent avec les priorités du PNUD et ses missions à Madagascar en ce sens qu'il a redynamisé et relancé l'un des trois (03) domaines d'intervention du PNUD qui est la consolidation de la paix. Le projet cadre avec les principes directeurs sur la participation des jeunes à la

consolidation de la paix émis par le réseau inter-institutions des Nations Unies pour le développement des jeunes.

**Efficacité** : la performance globale est appréciable à plus de 96 %. Les trois principaux résultats concourent à réduire les conflits et les événements conflictogènes, et à consolider la paix, objectifs recherchés par le PBF. L'efficacité du projet est avérée.

**Efficienc**e : la mission d'évaluation a pu attester de ce que le budget alloué à la mise en œuvre du projet a couvert l'ensemble des coûts des activités, des coûts d'investissements et des coûts de fonctionnement et de gestion de OBS MADA pour un montant total de 1 500 000 USD. Bien que les activités du projet n'aient pas été implémentées dans le respect des délais, la mission d'évaluation a pu constater la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du projet.

**Impact** : la mission d'évaluation à l'issue de l'enquête de terrain confirme que le projet a eu un impact significatif sur le renforcement du leadership et des capacités des jeunes dans la communauté. Elle a fait le constat selon lequel grâce aux différentes initiatives du projet, la situation sécuritaire dans les dix (10) régions visitées et sur l'ensemble du territoire s'est améliorée.

**Durabilité** : la mission d'évaluation estime que la durabilité des résultats et des acquis est relativement compromise. Le fonctionnement durable des structures en place passe par le renforcement des capacités des acteurs appuyés lors de la mise en œuvre du projet, notamment les jeunes, les réseaux des jeunes, les OSC, les services publics, les institutions publiques au niveau national et local, ainsi que par la mobilisation de ressources financières suffisantes, y compris pour intéresser les jeunes. Le projet ayant une durée déterminée, ces actions pourraient être pérennisées dans le cadre d'une structure gouvernementale dédiée.

**Aspects transversaux** : le projet OBS Mada a pris en compte l'aspect genre, égalité des sexes et les droits de l'homme tant dans sa conception que dans son exécution. Le caractère inclusif du projet a contribué à la prise en compte des besoins des différentes couches vulnérables des communautés et non pas seulement les femmes et les jeunes. Le projet a permis de respecter la représentativité des femmes dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits à 93 %.

Au regard des éléments sus-évoqués, **la mission d'évaluation estime que la performance du projet est très satisfaisante pour certains résultats, mais que la durabilité des acquis est compromise.**

Durant le processus d'analyse, la mission d'évaluation a tiré les **leçons** suivantes :

- 1) Le projet OBS Mada a préfiguré avant la lettre, une initiative de service civique national de participation au développement portée par les jeunes. Ces derniers ont contribué, de manière bénévole et avec une valeur ajoutée significative, à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale.
- 2) En matière de prévention et de gestion des conflits, l'approche courante utilisée est de partir du global pour agir sur le local. OBS Mada a assez originalement fait le chemin inverse, c'est à dire de partir du local pour innover le global, car certains conflits localisés peuvent dégénérer en conflits de grande envergure, voire en conflits intercommunautaires, dans le contexte de Madagascar.
- 3) OBS Mada a démontré que les OSC et l'administration, peuvent efficacement co-produire de l'action publique, pour peu que la communication soit efficace et que les rôles et les responsabilités soient bien situés.

- 4) La jeunesse lorsqu'elle est bien structurée et convenablement accompagnée, peut constituer une force de progrès à même d'améliorer l'efficacité des services publics et d'accompagner les communautés. OBS Mada l'a démontré à suffisance.
- 5) Les Gouvernements du Sud, soucieux de tirer profit du dividende démographique, multiplient les initiatives permettant d'associer la jeunesse à l'effort national de développement. Si l'ambition d'asseoir le volontariat ou le service civique existe, elle se heurte à l'insuffisance des cadres nationaux et des moyens. Madagascar a franchi un premier pas en gravant les politiques nationales de la jeunesse et du volontariat dans le marbre de la loi. Il reste cependant à leur accorder une plus grande priorité dans les allocations budgétaires, faute de quoi des efforts importants seront faits pour s'annuler par la suite, faute d'un investissement suffisant dans la jeunesse Malagasy.

## I. INTRODUCTION

Madagascar bénéficie de l'initiative de promotion des jeunes et de l'égalité des sexes (GYPI) du Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF). Cet appui concerne le financement d'un projet qui s'intitule « OBS-Mada : Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisée ». Le projet vise principalement à renforcer le « leadership des jeunes de l'observatoire SAFIDY pour devenir des promoteurs de la paix reconnus par les autorités et crédités de la confiance des communautés ».

Le projet OBS MADA est né d'un partenariat entre le PNUD et l'ONG MSIS-TATAO qui se sont concertés et ont été d'accord pour mettre en œuvre un projet basé sur les forces de chaque partie. En effet, MSIS-TATAO avec l'Observatoire SAFIDY qui ont observé les élections dans l'ensemble des régions du pays ainsi que le PNUD, ont l'expérience du renforcement des institutions de la consolidation de la paix. Face à l'absence des jeunes dans la participation / leadership politique, la non considération des jeunes dans les processus de prise de décision, l'absence des jeunes dans les médias, l'inégalité dans l'accès aux services sociaux de base et aux ressources et le faible accès des jeunes aux bénéfices socio-économiques, ainsi que le manque de redevabilité de l'Etat envers les communautés surtout les jeunes, le projet OBS MADA appuie l'observatoire des jeunes SAFIDY, qui constitue un levier de participation et de leadership des jeunes en tant qu'acteurs de changement pour la consolidation de la paix à Madagascar.

Le projet OBS MADA est mis en œuvre conformément au cadre de coopération du Système des Nations Unies et au Document du Programme Pays du PNUD 2021-2023 qui ont retenu parmi les priorités stratégiques « le renforcement de la bonne gouvernance, l'Etat de droit et la sécurité ». Les interventions prévues dans le cadre de ce projet sont aussi ancrées au portefeuille 1 « Gouvernance démocratique et Etat de droit » du programme du PNUD pour le cycle 2021-2023. Ces documents stratégiques offrent un cadre programmatique à travers lequel des actions concrètes peuvent être immédiatement initiées pour répondre aux enjeux liés à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits. Le projet OBS MADA appuie ainsi l'Observatoire des jeunes SAFIDY, qui constitue un levier de participation et de leadership des jeunes en tant qu'acteurs de changement pour la consolidation de la paix à Madagascar.

Le projet fait partie de l'une des priorités du PBF, à savoir l'Initiative de promotion de la jeunesse (Youth Promotion Initiative). OBSMADA a fait l'objet d'un financement du PBF d'un montant de 1,5 millions USD, dont la gestion a été assurée à hauteur de 1,2 millions USD par le PNUD et 300 000 USD par l'ONG MSIS Tatao. Trois résultats étaient assignés au projet :

- (R1) Les jeunes ont développé et mis en œuvre un système d'alerte précoce de prévention des risques des conflits (SAP-PC) ;
- (R2) Les jeunes se sont engagés dans les contrôles citoyens des actions et services publics favorables à la paix ;
- (R3) Des actions de réponse aux risques de conflits sont portés par ou structurés autour des jeunes et mises en œuvre et prises en compte par les autorités / décideurs.

Au terme de la réalisation des activités du projet, la présente évaluation finale indépendante a été programmée pour apprécier la performance des interventions.

## Objectifs et champ de l'évaluation

L'évaluation finale externe du projet OBS MADA a consisté à :

- Faire un bilan des activités réalisées ;
- Evaluer et mesurer la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité des actions réalisées par le projet ;
- Analyser et évaluer les conditions de la pérennisation de l'appui initié dans le cadre du projet.

Elle rend également compte des leçons apprises et des recommandations devant permettre au PNUD, au PBF et aux autres partenaires d'améliorer la mise en œuvre de projets similaires dans le futur.

Pour le PNUD, l'évaluation finale devra permettre de contribuer au « retour d'expérience » du PNUD sur sa capacité à mettre en œuvre un projet de consolidation de la paix et de renforcement du leadership des jeunes dans un contexte post-COVID-19.

De manière spécifique, les sept objectifs suivants ont été assignés à la mission :

- Évaluer de façon quantitative et qualitative la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, et la durabilité des résultats à travers la théorie de changement du projet, l'analyse du cadre de résultats, l'analyse des réalisations et effets des actions menées par le projet par rapport aux objectifs visés ainsi que les mécanismes en place pour la pérennisation des résultats ;
- Evaluer la performance du projet dans la prise en compte et l'intégration des aspects transversaux tels que la dimension Genre et le respect des droits humains ;
- Évaluer l'appropriation, la participation des bénéficiaires dans la mise en œuvre, les résultats et la pérennisation des acquis ;
- Analyser la réalisation des actions liées au respect du genre et VBG ;
- Apprécier la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et/ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été réalisées au cours de la mise en œuvre ;
- Analyser le processus mis en place permettant aux interventions de perdurer dans le temps et d'expliquer le degré de pérennité ;
- Identifier les facteurs de succès et défis du projet, les points forts et les points à améliorer, les principales leçons apprises de la mise en œuvre du projet, ainsi que les bonnes pratiques qui pourront être répliquées ;
- Analyser les caractères innovants, les risques et les effets catalytiques du projet ;
- Formuler des recommandations en vue d'améliorer les futures programmations des prochains projets de consolidation de la paix.

Les résultats attendus à l'issue de l'évaluation sont les suivants :

- La pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, et la durabilité des résultats du projet ainsi que la prise en compte des aspects transversaux sont évaluées de façon quantitative et qualitative à travers l'analyse de la théorie de changement, des réalisations et effets des actions menées par le projet par rapport aux objectifs visés ;
- Des analyses sur la réalisation des actions liées au respect du genre sont effectués ;
- Des analyses de l'égalité entre les sexes, l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été réalisées ; Des analyses sur le processus permettant aux interventions de perdurer dans le temps sont réalisées ;

- Les facteurs de succès et défis, les points forts et les points à améliorer, les principales leçons apprises pendant la mise en œuvre du projet, ainsi que les bonnes pratiques qui pourront être répliquées sont identifiés ;
- Les caractères innovants du projet, les risques et les effets catalytiques sont identifiés ;
- Des recommandations en vue d'améliorer les futures programmations des prochains projets de consolidation de la paix sont présentées.

### Cadre de l'évaluation

Le guide d'évaluation du PNUD de juin 2021 définit **l'évaluation** comme étant « une analyse aussi systématique et impartiale que possible d'une activité, d'un projet, d'un programme, d'une stratégie, d'une politique, d'un sujet, d'une thématique, d'un secteur, d'un domaine opérationnel ou de la performance d'une institution. Elle examine le niveau de réalisation des résultats, attendus ou non, en considérant la chaîne de résultats, les processus, les facteurs contextuels et les liens de causalité à l'aide de critères adaptés tels que la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité/durabilité et la sensibilité aux situations de conflit. Elle doit fournir des informations à la fois crédibles, utiles et fondées sur des éléments probants, et qui permettent de rapidement intégrer ses constats, conclusions, recommandations et enseignements dans les processus décisionnels des différentes organisations et parties prenantes ».

A travers l'évaluation finale du projet OBS Mada, il s'agira principalement de procéder à un bilan global et objectif des actions du projet depuis son démarrage, plus spécifiquement de comparer les activités prévues et réalisées avec les ressources correspondantes prévues, d'analyser les effets et les impacts du projet. La mission a été déroulée **selon les critères préconisés par le Guide d'évaluation du PNUD**, et prend en compte les aspects transversaux que sont le genre, la jeunesse, l'égalité des sexes et la prise en compte de l'inclusion, les droits de l'homme et la sensibilité aux conflits. Ils se présentent ainsi qu'il suit :

- **La pertinence** : appréciation du bien-fondé de l'action conduite au regard des objectifs et des enjeux déterminés au départ (pertinence du projet à son origine) et de l'évolution de sa stratégie au cours du temps. En d'autres termes, le critère pertinence s'intéresse à l'adéquation entre les objectifs de l'action et le(s) problème(s) auquel(s) elle répond. Elle est utile pour s'assurer que l'action mise en œuvre répond réellement aux besoins.
- **La cohérence** : mesure dans laquelle l'intervention est compatible avec les autres interventions menées au sein d'un pays, d'un secteur ou d'une institution. Le critère cherche à examiner comment d'autres interventions (en particulier des politiques) appuient ou affaiblissent l'intervention évaluée, et inversement.
- **L'efficacité** : appréciation du taux de réalisation des activités et de leur degré d'atteinte des objectifs, en faisant une comparaison entre les réalisations attendues et les réalisations effectives.
- **L'efficience** : analyse des moyens de mise en œuvre par rapport aux coûts et de leurs résultats.
- **L'impact** : appréciation des effets d'une action (positifs ou négatifs, souhaités ou non, immédiats ou différés) à long terme qui peuvent être en partie ou en totalité dus aux actions menées dans le cadre du projet.

- **La viabilité/durabilité** : appréciation des bénéfices à long terme obtenus du projet après les interventions.
- **Aspects transversaux** : mesure de l'impact de l'intégration de l'aspect genre, jeunesse, égalité des sexes et prise en compte de l'inclusion, des droits de l'homme et la sensibilité aux conflits.

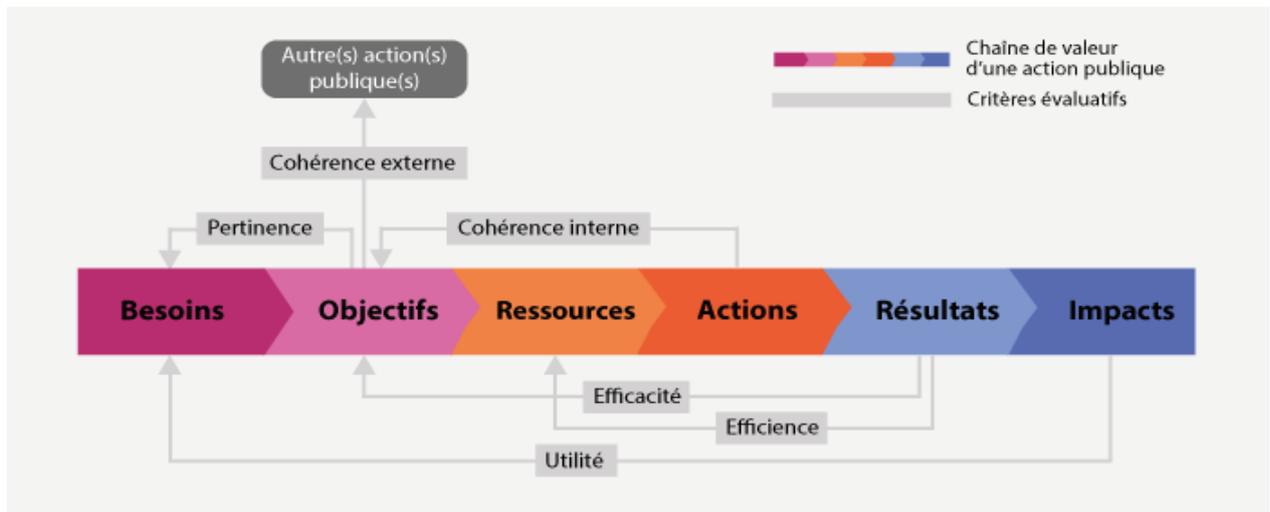


Figure 1 : Prise en compte des critères évaluatifs dans la chaîne de valeur d'une action

### Questions d'évaluation

Pour guider cette évaluation finale du projet OBS MADA, 48 questions d'évaluation ont été élaborées dans une matrice d'évaluation. La matrice d'évaluation constitue le principal cadre analytique de l'évaluation dudit projet. Elle décrit la manière dont chaque question d'évaluation et chaque critère d'évaluation ont été traités. Les principales questions de la matrice sont décomposées en sous-questions, traçant un lien avec les méthodes de collecte et d'analyse des données, les indicateurs et pistes d'enquête, les outils de collecte de données et les sources d'information. Elle fournit une ligne de vue claire entre les questions d'évaluation telles que définies au début de l'évaluation et les constatations décrites dans ce rapport d'évaluation finale.

## II. METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE L'EVALUATION

Le présent rapport provisoire comprend deux volumes, le premier consacré aux résultats de l'évaluation finale, et le second consacré aux annexes. La méthodologie et le déroulement de la mission sont présentés de manière synthétique dans les développements ci-dessous.

### 2.1. Approche globale

#### 2.1.1. Cadre conceptuel de l'évaluation finale

L'évaluation s'intéresse à la réalisation des indicateurs de résultat d'un programme/projet. Les TDR de la mission d'évaluation ont posé que l'objectif global est d' « apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité ; de dégager les acquis et leçons apprises, les effets et les changements induits par le projet, ainsi que les recommandations pour améliorer la mise en œuvre de projets similaires dans le futur ». Il s'est agi ici d'une évaluation des résultats 1, 2 et 3 du projet OBS Mada.

### 2.1.2. Critères d'évaluation et questions évaluatives

Les TDR de la mission ont indiqué que le travail d'évaluation devait porter sur 6 critères d'évaluation, à savoir : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, l'impact et l'intégration des aspects transversaux (dimension genre et droits humains). Pour tous ces critères, 48 questions d'évaluation ont été posées et cartographiées dans le tableau ci-dessous.

L'équipe d'évaluation y a répondu en s'appuyant sur tant les critères modifiés du CAD de l'OCDE, que sur les documents de la politique d'évaluation du PNUD.

Les aspects transversaux ont été analysés pour chaque critère d'évaluation tenant compte de la matrice d'évaluation spécifique proposée par le BIE du PNUD.

Tableau 1 : Récapitulatif des critères d'évaluation et du nombre de questions

Critères	Nombre de questions
Questions générales d'évaluation	04
Critères pertinence	09
Critère cohérence	06
Critère efficacité	11
Critère efficience	05
Critère impact	05
Critère durabilité	07
Aspects transversaux	01
<b>Total des questions</b>	<b>48</b>

### 2.1.3. Phasage de la mission

La mission s'est déroulée en trois principales étapes :

**Une phase de démarrage** : marquée par le cadrage de la mission, l'élaboration des outils de collecte des données, la détermination de la méthode de collecte, l'exploitation de la documentation initiale et la rédaction du rapport de démarrage.

**Une phase de terrain** : caractérisée par l'opérationnalisation de la démarche méthodologique. Il s'est agi principalement des séances de travail avec le PNUD, des entretiens stratégiques avec les acteurs clés et autres parties prenantes, le recrutement, la formation et le déploiement dans les régions des enquêteurs sous la supervision de l'équipe d'évaluation, la poursuite de l'exploitation documentaire, la préparation et la tenue de focus group discussion et d'ateliers participatifs, etc.

**Une phase d'analyse et de synthèse** : marquée par la préparation du rapport d'évaluation suivant le canevas du PNUD.

## 2.2. Cartographie des acteurs et choix de l'échantillon

### 2.2.1. Taille de l'échantillon et critère de choix

De concert avec le PNUD, la couverture géographique de l'évaluation a été révisée de douze (12) à dix (régions), tenant compte de la représentativité des régions, des districts et de la pertinence des interventions du poids des activités. A cet effet :

- 10 régions ont été ciblées : Boeny, Betsiboka, Alaotra-Mangoro, Analamanga, Vakinankaratra, Ménabe, Atsimo-Andrefana, Ihorombe, Haute Matsiatra, Atsinanana

- 10 chefs-lieux de région ont été ciblés et 04 autres districts à savoir : Sakaraha, Ranohira, Lalanguina et Miandrivazo.

Il faut noter que seule la mise en œuvre des R1 et R3 couvre 100% des régions, pour la mise en œuvre du CCAP, la mission d'évaluation pour sa part a ciblé 04 régions au lieu de 03 comme initialement prévu dans le rapport de démarrage, soit un taux de couverture de 133%.

La **méthode probabilité proportionnelle à la taille (PPS)** à travers l'échantillonnage aléatoire simple a été utilisée sur la base de critères garantissant la représentativité de chaque zone géographique et des bénéficiaires. Cinq critères ont été retenus à savoir : i) le poids économique des zones géographiques, ii) la prise en compte des aires socioculturelles et des catégories vulnérables, iii) la densité de la population dans chaque zone géographique iv) la prise en compte des zones rurales et urbaines, v) la prise en compte des zones à risque sécuritaire et des zones accueillant ou ayant accueilli des déplacés ou des rapatriés.

L'échantillonnage construit sur la base des critères sus-évoqués, a permis d'atteindre les objectifs prescrits dans les termes de référence de la mission. **L'approche de "la contrainte de précision"** a été utilisée pour déterminer la taille optimale de l'échantillon dans chaque province et obtenir ainsi une bonne estimation des résultats de l'étude. Pour un modèle d'enquête fondé sur un échantillon aléatoire simple, la taille d'échantillon requise a été calculée sur la base de la formule suivante :

Où

$$n = \frac{z^2 \hat{P}(1 - \hat{P})}{e^2 + \frac{z^2 \hat{P}(1 - \hat{P})}{N}}$$

- n= taille d'échantillon requise pour garantir la fiabilité des résultats avec un degré de confiance 1-p
- z = (U1-p/2) niveau de confiance à 95% (valeur type de 1,96) correspondant à la fractile (U1-p/2) d'ordre 1-p/2 de la loi normale centrée réduite (N (0,1));
- p =proportion estimative des paramètres à évaluer ou le taux estimé d'internalisation par l'opinion publique (elle est fixée à 0,5 =50% lorsque la valeur du paramètre est inconnue)
- e = marge d'erreur

### 2.2.2. Formation des superviseurs et enquêteurs pour la collecte mobile des données

Le Consultant a recruté et formé **six (06) enquêteurs et quatre (04) superviseurs**. La formation s'est tenue à Antananarivo le 17 août 2024. Les principaux points suivants ont été développés :

- Généralités sur la collecte de données ;
- Présentation générale du projet, des objectifs et résultats attendus ;
- Présentation des outils de collecte de données ;
- Formation sur l'application de collecte mobile des données *KoboCollect*.

Cette activité avait pour but de permettre aux participants non seulement de se familiariser avec les différents outils de collecte des données, mais aussi et surtout d'harmoniser les approches de travail sur le terrain et de maîtriser le fonctionnement de l'application KoboCollect dédiée à la collecte mobile des données, et la réalisation des exercices de simulation de collecte de données. A l'issue de cette formation les premières remarques sur les outils de collecte de données ont été relevées et prises en compte.



Photo 1 : Formation des superviseurs et enquêteurs

### 2.2.3. Caractéristiques des populations rencontrées

La mission d'évaluation a rencontré les principaux acteurs de la mise en œuvre du projet. Près de 20 acteurs institutionnels ont été rencontrés à Tana et en région, ainsi que 389 bénéficiaires hommes et femmes. La mission a également travaillé avec une dizaine de responsables de la mise en œuvre du projet, soit un total de 419 pour un taux de couverture des parties prenantes de 109 %. (cf. fiche de présence en annexe).

### 2.3. Méthode de collecte des données

La méthode de collecte de données a privilégié :

- **La revue documentaire** : qui a pris en compte les documents de politiques, de programmes et de stratégies nationales et sectorielles, les enquêtes et annuaires statistiques sectoriels les plus récents sur les thématiques du projet, les documents programmatiques relevant de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de la coordination dudit projet, etc. Cette phase a servi à chercher des réponses pour les questions formulées pour l'évaluation, à circonscrire le contexte institutionnel aussi bien national, régional qu'international dans lequel le projet OBS Mada a opéré et à apprécier les avancées réalisées et les contraintes rencontrées.
- **Les entretiens individuels semi structurés** : qui ont été réalisés sur la base d'un guide d'entretien et avec un échantillonnage d'informateurs principaux, représentatifs de la diversité des résultats à évaluer et des secteurs d'intervention. La sélection a été réalisée sur la base de la cartographie des parties prenantes, du type de résultat, et en priorisant la représentativité et l'importance du rôle joué par chacun des acteurs.



Photo 3 : Entretien avec les ONG membres de l'Association SAFIDY



Photo 2 : Entretien avec le SG de la Préfecture d'Antsirabe

- **Les Focus group discussion (FGD)** : menés à l'aide des guides de discussion de groupe en mode présentiel auprès des bénéficiaires des interventions du projet OBS Mada dans les régions sélectionnées pour la collecte des données. Plusieurs types de FGD ont ainsi été constitués (mixte, femmes, hommes, jeunes, résultat, etc.). Chaque FGD a été organisé par deux personnes, afin d'atteindre les objectifs d'animation et de prise de notes.
- **Les visites de terrain** : ont permis de procéder à une observation non-participante et non structurée de l'environnement dans lequel travaillent ou travaillaient l'équipe de réalisation du projet et leurs partenaires d'implémentation des interventions d'OBS MADA, des conditions de vie de la population ainsi que des changements à leurs conditions de vie (en triangulant les témoignages et l'observation).



Photo 2 : Focus group avec les bénéficiaires de Miandrivazo

L'approche méthodologique adoptée dans le cadre de cette évaluation a pris en compte le genre à trois niveaux :

- Le premier niveau renvoyait à l'encouragement de la participation des femmes, des hommes et des jeunes dans le cadre de cette évaluation (les critères de sélection des parties prenantes de l'évaluation reposent sur le principe de l'égalité des sexes). La consultation participative des jeunes et des femmes s'est faite à travers des séances de travail ciblées (Focus group) et orientées autour de l'intégration de leurs appréciations du projet.
- Le deuxième niveau s'intéressait à l'analyse de l'approche adoptée dans le cadre du projet pour le renforcement du principe de la transversalité du genre (dans le cadre de l'analyse un critère a été consacré à l'analyse genre et égalité des sexes).

- Le troisième niveau s'est articulé autour de l'adoption par le Consultant, d'un principe qui repose sur la lutte contre les discriminations à l'égard des groupes vulnérables (notamment les personnes handicapées, albinos, et les personnes incarcérées).

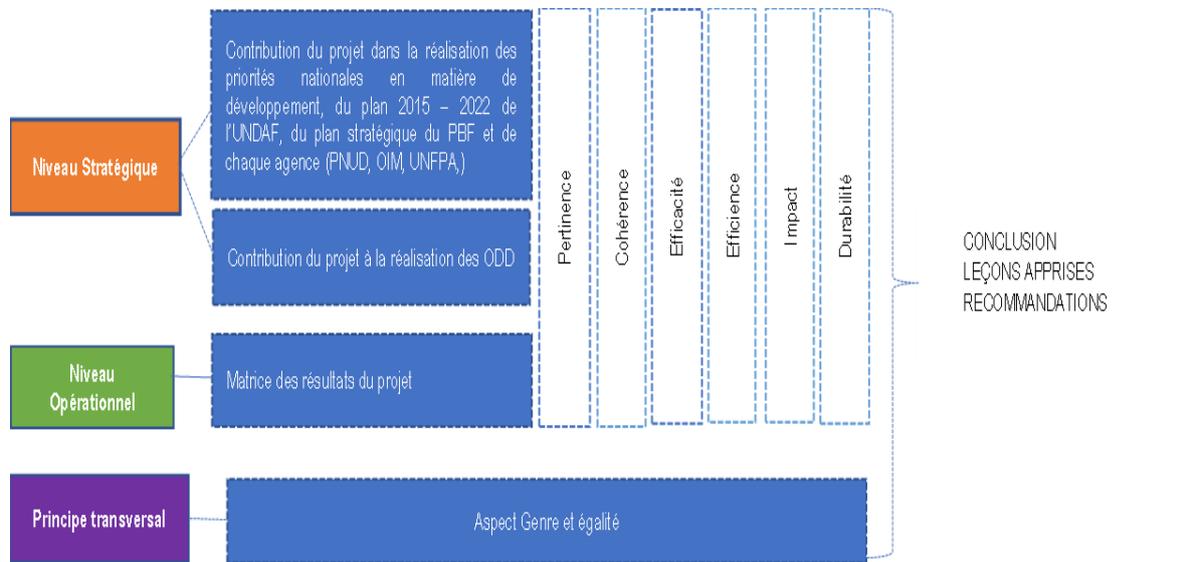


Figure 2 : Niveau d'analyse de l'évaluation finale du projet OBS MADA

Source : Agora Consulting, 2024

## 2.4. Outils de collecte des données

Deux outils ont été élaborés pour mener à bien la collecte des données sur le terrain de l'évaluation finale du projet OBS Mada :

- Les guides d'entretien semi-structurés
- Les questionnaires.

Ces outils de collecte des données ont été élaborés conformément aux questions d'évaluation établies dans la matrice d'évaluation et les TDR. Ils ont été utilisés différemment selon les acteurs visés en s'assurant de la prise en compte effective des aspects transversaux tels que le genre, les droits de l'homme et l'égalité des sexes sur toute l'étendue de la zone d'intervention du projet OBS Mada.

Pour un déploiement plus inclusif et une meilleure exploitation des résultats obtenus, l'outil KoboCollect a été mobilisé après la formation préalable des enquêteurs et des superviseurs, à son utilisation.

Validation	start	end	Date de l'enquête	Noms des enquêteurs	Regions	Noms et Prénoms de la personne	Ge
-	23 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-23	TAFITASOELIMA...	ANTSIRANANA	RAZAFINHO...	Féminin
-	23 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-23	TAFITASOELIMA...	ANTSIRANANA	FENOHERY A...	Féminin
-	23 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-23	TAFITASOELIMA...	ANTSIRANANA	ONIC Vincent	Féminin
-	23 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-23	TAFITASOELIMA...	ANTSIRANANA	VELONJARA ...	Masculin
-	22 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-22	MAHERIZO Jocelyn	ATSIMO ANDREF...	RASOAFARA ...	Féminin
-	22 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-22	MAHERIZO Jocelyn	ATSIMO ANDREF...	HANITRINIAI...	Féminin
-	22 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-22	MAHERIZO Jocelyn	ATSIMO ANDREF...	RAHARIMAL...	Féminin
-	21 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-21	MAHERIZO Jocelyn	ATSIMO ANDREF...	Rasoloson Fa...	Masculin
-	21 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-21	MAHERIZO Jocelyn	ATSIMO ANDREF...	Andrianatlotr...	Masculin
-	21 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-21	MAHERIZO Jocelyn	ATSIMO ANDREF...	LALAO LYDIA...	Féminin
-	19 août 2024 ...	24 août 2024 ...	2024-08-20	MAHERIZO Jocelyn	ATSIMO ANDREF...	DALLYA Rosine	Féminin

Figure 3 : Interface de gestion des collectes des données

## 2.5. Traitement et analyse des données

Les données collectées lors des différents entretiens (individuels et de groupe) et des enquêtes auprès des bénéficiaires ont été organisées dans la matrice d'évaluation qui constitue le document de base de l'analyse permettant de dégager les principales constatations et conclusions. Les données qualitatives ont été regroupées par thématiques à travers le processus de construction des réseaux. Les données quantitatives ont été traitées via SPSS. Une analyse transversale des contenus a été réalisée pour élaborer les représentations synthétiques et comparatives qui ressortent en rapport étroit avec les indicateurs définis pour chaque enquête. Ces constats ont été soumis à un processus de triangulation, c'est-à-dire à une comparaison croisée des différentes données collectées et par un recoupement d'informations obtenues auprès de diverses sources, permettant de valider les informations tirées des entretiens et de la revue documentaire, à partir desquelles les principales conclusions et recommandations ont été tirées.

### Analyse qualitative des données

Pour les données qualitatives, des notes prises sur papier lors des entretiens avec les cibles ont été transcrites via *Atlas ti* par le « *Querytool* » et ont permis de constituer à partir des constats, des regroupements thématiques. Autrement dit, l'exploitation s'est faite à l'aide de la matrice d'analyse remplie sur la base des informations collectées sur le terrain. La technique utilisée a été **l'analyse du contenu** suivant une **approche descriptive, déductive et inductive** des données qualitatives. L'analyse et l'interprétation de ces données ont combiné deux méthodes d'analyse notamment, **la méthode d'analyse des contenus** (méthode la plus répandue pour étudier les entretiens ou les observations qualitatives<sup>1</sup> qui obéit à un traitement sémantique et/ou statistique) et **la méthode interprétative** (méthode nouvelle d'analyse qualitative<sup>2</sup> fondée sur un système d'explication qui va au-delà des données et qui les généralise).

<sup>1</sup> KRIPPENDORFF K. (2003), Content analysis: an introduction to its methodology, 2<sup>nd</sup> Edition, Sage Publications, Thousand Oaks, CA

<sup>2</sup> DENZIN, N.K., LINCOLN Y.S., et AL (1994), Handbook of Qualitative Research, Sage Publications

Par ailleurs, la triangulation des données par région et par catégorie d'acteurs a permis d'analyser et vérifier les impacts et effets du projet auprès des principaux bénéficiaires.

Analyse quantitative des données

Pour les données quantitatives, l'équipe a procédé au préalable à l'apurement de la base de données afin de déceler des éventuelles erreurs et incohérences. Ensuite les tableaux d'analyse, les tableaux de moyennes, les tableaux croisés et des graphiques ont été produits avec les logiciels Stata et SPSS (traitement des données saisies et tests statistiques), et Excel (traitement des tableaux et graphiques d'analyse).

L'interprétation des contenus de ces tableaux et graphiques en rapport avec les indicateurs et les objectifs de l'évaluation a permis de décrire et quantifier les impacts du projet auprès des bénéficiaires.

Au terme du traitement et de l'analyse de ces données (quantitatives et qualitatives), des constats ont permis à la mission d'évaluation de tirer des conclusions et formuler des recommandations réalisables et pratiques à l'endroit du Gouvernement Malagasy, du PNUD et du UN Peace Building Fund.

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	
start	end	A - INFOR	Date de l'	Noms des Regions	Noms et P Genre	Votre qua	Occupatio	B - ANALY	1. Selon v	2. Si oui le	3. Est-ce q	4. Quels st	5. Donner	6. De quel	7. Quelles	8. Quelle	9. C-		
#####	#####	#####	#####	JAOMILA / BETSIBOK	Raharisoa Féminin	Infirmière	Infirmière, Responsal	Oui	Demande	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RAHARISCANALAMA	Rasoanirir Féminin	Licence	Enseignante	Oui	Ce projet	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RAHARISCANALAMA	Ranoelinir Féminin	BEP	Travailleur intérimai	Oui	Création d	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RAHARISCANALAMA	Ramiliaris Féminin	Bacc	Chômeur	Oui	Maintien	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	TAFITASO, ALAOTRA	RABEZATC Masculin	Tourda la	Gérant	Oui	La respon	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	TAFITASO, ALAOTRA	RABEHARI Masculin	Droit publ	Entrepreneur	Oui	La paix et	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	PASCAL Masculin	TAD	TAD	Oui	Avoir de l'	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	VINGO Vo Masculin	Point Foca	Vohary Gasy	Oui	Sur les Be	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	ROBESPIEI Masculin	Stagiaire	Étudiants	Oui	Donne de	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	RAFALINIR Masculin	Étudiant	Étudiants	Oui	Prendre p	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	TODISOA Masculin	GN	TILY	Oui	Social	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	SEBASTIAI Masculin	Point Foca	IRF Tanora	Oui	Sur leurs	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	TSIRZVOZI Masculin	PRÉSIDENT	TILY	Oui	Besoin	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	FARENAK Masculin	Observat	Conseil Communal	Oui	Conseil	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	ZAFIMAHZ Masculin	GEDY-B	Membre	Oui	Besoin	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	JEAN MIC Masculin	GEDY - B	Gedy -B	Oui	Besoins	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	RAKOTON Masculin	Président	Président OBJ Menaj	Oui	Besoins	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
#####	#####	#####	#####	RANDRIAN MENABE	RANDRIAN Masculin	IRF Tanora	IRF Tanora	Oui	Besoins dt	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Figure 4 : Interface de traitement des données collectées sur Excel

Source : Agora Consulting, 2024

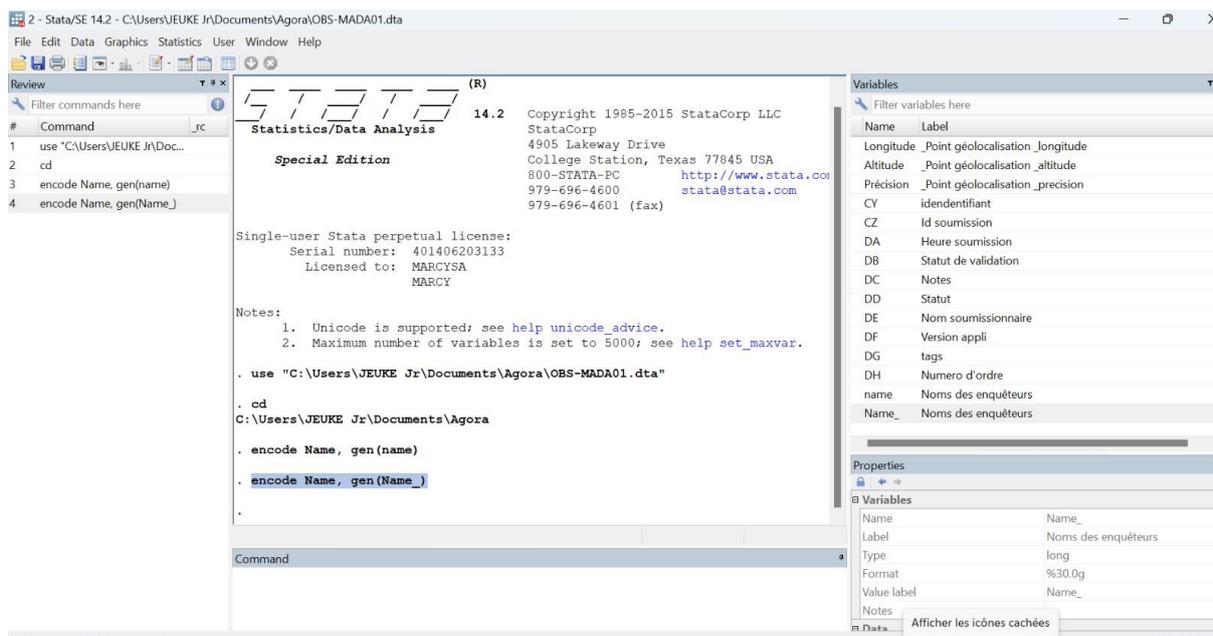


Figure 5 : Interface de traitement des données collectées sur Stata 14.2

## 2.6. Assurance qualité et considérations éthiques

### 2.6.1. Assurance qualité

Le processus de l'évaluation finale du projet OBS Mada a bénéficié du suivi technique et opérationnel du PNUD. Sur le plan technique, la démarche d'évaluation, ainsi que les méthodes proposées par le Consultant ont fait l'objet d'une validation de conformité. De plus, la constitution de l'échantillonnage et les outils de collecte ont également fait l'objet de validation. Ce processus d'assurance qualité, qui s'est toujours avéré concluant a été efficace pour renforcer la qualité du rapport. Afin de garantir l'atteinte des objectifs assignés à la mission dans un délai court, le Consultant a recruté 06 enquêteurs et 04 superviseurs de collecte, soit dix (10) ressources, ce qui est supérieur à l'effectif initial de six (06). Au plan opérationnel, l'accompagnement du PNUD a été essentiel pour permettre que plus 90% des parties prenantes soient rencontrées.

Au niveau interne, l'équipe d'évaluation a pris du temps pour sélectionner les méthodes d'évaluation les plus pertinentes compte tenu des demandes formulées dans les TDR. Dans la mobilisation de celles-ci, elle n'a pas manqué de retenir les approches les plus optimales pour analyser les données et faire les projections nécessaires, de sorte que le raisonnement repose sur les méthodes les plus éprouvées. De plus, en usant de la triangulation et du questionnement permanent, l'équipe d'évaluation s'est assurée de la validité logique et opérationnelle des données mobilisées en renfort des divers raisonnements dans les critères de jugement retenus.

Ces deux démarches ont été opportunément éprouvées dans le cadre des séances de pré-restitution à un double niveau : (i) au niveau du cabinet Agora Consulting, (ii) au niveau du PNUD. Ces cadres d'échanges ont constitué des opportunités de recueillir les avis pour affiner davantage les développements de l'équipe d'évaluation.

Enfin, les données ont été présentées suivant les orientations fournies par le Guide d'évaluation du PNUD. Le présent rapport provisoire fera en outre l'objet d'une séance de restitution/validation élargie

aux principaux acteurs de la mise en œuvre du projet, notamment le PNUD, MSIS TATAO, ainsi que les ministères impliqués.

### 2.6.2. Considérations éthiques

Le processus d'évaluation s'est largement appuyé sur les normes et règles d'évaluation développées par le Groupe des Nations Unies pour l'Évaluation (UNEG), ainsi que sur les guides méthodologiques développés par le Bureau Indépendant d'évaluation du PNUD. En ce qui concerne les critères d'évaluation, l'équipe d'évaluation a travaillé sur la base des critères d'évaluation du CAD de l'OCDE et du PNUD. Parmi les normes figurent en bonne place la crédibilité, pour laquelle les jugements ont été basés sur l'éthique liée à la longue expérience en évaluation et la fiabilité des données et de leur source, la confidentialité des informateurs, l'impartialité et l'objectivité. Les principes suivants ont aussi guidé l'analyse : l'approche basée sur les droits de l'homme, l'approche genre qui a été intégrée dans toutes les parties du rapport, ainsi que le principe Let No One Behind (LNOB), et « Do Not Harm ».

Dans l'organisation de la mission, le dispositif Agora Consulting a prévu une étape de pré-validation en interne où les questions éthiques liées au métier sont examinées. Le PNUD a aussi veillé à cet aspect.

### 2.7. Limites de l'évaluation

Le cahier des charges de la mission qui encadrait la phase de terrain, couplé à l'éparpillement des acteurs à rencontrer et des micro-projets à visiter, a nécessité un réaménagement de l'équipe initiale. La mission d'évaluation a pour sa part recruté 06 enquêteurs et 03 superviseurs, soit 09 ressources au lieu des 06 initialement prévues. Ces initiatives croisées ont permis d'obtenir des résultats rapides.

L'indisponibilité de certains informateurs clés durant la mission de l'évaluation a eu un impact sur l'échantillonnage. La stratégie d'atténuation proposée par la mission a été d'organiser certains entretiens individuels par téléphone ou en ligne.

Certaines données d'entretiens collectées telles que le niveau de satisfaction des bénéficiaires directs sont fondées uniquement sur les déclarations des bénéficiaires et non sur un test, et elles pourraient comporter des biais. Pour contourner cette situation, l'évaluation a procédé systématiquement à la triangulation des informations qualitatives avec les données quantitatives.

Une limite forte a été le retard entre la clôture du projet le 22 février 2023 et le lancement de la mission d'évaluation. Cette dernière, initialement prévue pour se tenir entre mars et avril 2023, a démarré avec plus d'un an de retard, le Consultant ayant été recruté le 16 mai 2024 et mobilisé jusqu'au 31 août 2024. Il en résulte que certains acteurs et bénéficiaires n'ont plus toujours la mémoire du projet. Une autre limite a été les changements fréquents des responsables des services déconcentrés de l'Etat, dont la conséquence a été qu'un nombre important de responsables des services de l'Etat à l'intérieur du pays, n'a pas vécu de manière directe, la mise en œuvre du projet.

## III. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET PRESENTATION DU PROJET OBS MADA

### 3.1. Contexte de l'intervention

Investir dans l'aptitude, la capacité à agir et le leadership des jeunes artisans de la paix peut renforcer leur capacité à diriger les efforts de paix et à utiliser leurs compétences pour relever d'autres défis qui les touchent, dans un contexte de pandémie post-COVID-19. Cette reconnaissance des jeunes en tant que force positive dans la prévention, la résolution des conflits et la construction d'une paix durable s'est

considérablement renforcée depuis l'adoption, le 9 décembre 2015, de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les jeunes, la paix et la sécurité (JPS). Cette résolution historique a scellé un changement fondamental dans la reconnaissance du rôle positif que jouent les jeunes femmes et les jeunes hommes dans le maintien de la paix et de la sécurité, ainsi que de l'importance de faciliter leur participation réelle à la prise de décision à tous les niveaux.

Environ 408 millions de jeunes âgés de 15 à 29 ans vivaient dans des régions touchées par des conflits armés ou des violences organisées, soit environ un jeune sur quatre dans le monde. Le conflit violent constitue donc pour eux un problème à résoudre de toute urgence. De surcroît, ne pas tenir compte des jeunes dans les programmes de consolidation de la paix reviendrait à ignorer une vaste cohorte de la population, sinon la majorité, dans de nombreux pays confrontés aujourd'hui à des problèmes de paix, de sécurité et de développement.

Des facteurs politiques, économiques et sociaux poussent les jeunes à entretenir des logiques et dynamiques de conflits, et même parfois les amènent à être au centre des conflits affectant la consolidation de la paix à Madagascar. Au rang de ces facteurs, les jeunes décrient la marginalisation politique dont ils sont l'objet et qui se manifeste par le fait qu'aucun jeune de moins de trente (30) ans n'ait été élu lors des élections législatives de mai 2019, et que seulement 58 maires sur les 1695 élus en novembre 2019 soient des jeunes (3,42%), etc. Cette faible représentation des jeunes au sein des instances dirigeantes se combine avec une faible inscription de ces derniers sur les listes électorales, limitant ainsi leur participation dans le choix des élus. A cela s'ajoute un accès inégal aux services sociaux de base et aux ressources économiques en fonction de la situation socio-économique et géographique. Le manque de services sociaux notamment de santé et leur qualité relative impacte l'ensemble de la population dont les jeunes.

Les facteurs d'instabilité au sein de la société malagasy sont à la fois visibles et invisibles et empruntent diverses formes allant du politique (conflits électoraux, exclusion), à l'environnement (trafic, déforestation), en passant par le climat (changement climatique, sécheresse, inondations), l'économie (exclusion, trafic, crime organisé), l'agriculture (foncier, accaparement des terres) la pression démographique (migrations), les violences basées sur le genre. Ce foisonnement de tensions et de conflits jalonne le quotidien des citoyens et participe à l'altération du lien social et du contrat social.

L'absence d'espaces et de place pour les jeunes pour être des acteurs de changement à part entière, l'inégalité dans l'accès aux services sociaux de base et aux ressources ainsi qu'à leurs bénéfices socio-économiques et le manque de redevabilité de l'Etat sont autant de maux décriés envers les communautés surtout les jeunes. Fort de tout ce qui précède, les actions publiques censées renverser les tendances et prévenir les risques de conflits sont ainsi rares et souvent inefficaces à cause des faiblesses de gouvernance, des contrôles ineffectifs et des institutions et élus ayant du mal à exercer leurs rôles.

L'État a affirmé sa volonté d'accompagner les initiatives en faveur du développement, d'autant plus que le Gouvernement attache une importance particulière à l'investissement dans la jeunesse pour que le pays puisse tirer profit du dividende démographique. Sur le plan juridique, le pays s'est doté d'une loi sur l'adoption visant au renforcement de la protection de l'enfance et d'une loi relative aux mesures et à la procédure applicables aux enfants en conflit avec la loi. Avec une population relativement jeune, la participation des jeunes pour une lutte contre les violations y relatives est essentielle si le pays veut réussir à consolider une paix durable.

Le projet OBS Mada (Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisée), ambitionnait de soutenir les initiatives des jeunes pour qu'ils puissent participer pleinement aux programmes et projets de développement du pays. Né d'un partenariat entre le PNUD et MSIS-TATAO, le projet OBS Mada appuie l'observatoire des jeunes SAFIDY, qui constitue un levier de participation et de leadership des jeunes en tant qu'acteurs de changement pour la consolidation de la paix à Madagascar.

A travers ce réseau national de plus de 7000 jeunes-OSC dont 45% des filles, le projet a appuyé les jeunes à (i) mettre en place un système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits ; (ii) s'engager dans les contrôles citoyens des actions publiques favorables à la paix et (iii) mener des actions de réponses aux risques de conflits portées par ou structurées autour des jeunes et faire des plaidoyers/recours efficaces auprès des autorités / décideurs.

### 3.2. Projet OBS Mada

#### Présentation succincte de OBS Mada

Les informations les plus pertinentes sur le projet finissant sont répertoriées dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : informations essentielles concernant le projet finissant

<b>Pays :</b>	MADAGASCAR
<b>Titre du projet :</b>	OBS-Mada « Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisée »
<b>Période couverte par le rapport :</b>	Octobre 2021 – Janvier 2023
<b>Donateur :</b>	PEACE BUILDING FUND - PBF
<b>Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF</b>	PNUD (ONU) et MSIS Tatao (OSC)
<b>Modalité de financement du PBF :</b>	IRF
<b>Fenêtres de priorité PBF spécifiques</b>	Le projet fait partie de l'une des priorités du PBF : Initiative de promotion de la jeunesse (YPI).
<b>Liste des partenaires d'exécution supplémentaires, gouvernementaux et non gouvernementaux : spécifiez le type d'organisation (gouvernement, ONG, OSC locale)</b>	Ministère de la Jeunesse et des Sports, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Collectivités territoriales décentralisées, Ministère de la Justice, Ministère de la Population, de la Protection Sociale et la Promotion des Femmes (MPPSPF), Ministère de la Sécurité Publique, Ministère de l'éducation, Ministère de l'environnement et du développement Durable, Ministère du Foncier/aménagement du territoire, Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie, HCDD, HCDH, CNIDH, OSC membres de l'Observatoire SAFIDY : Ravintsara, AIM, AVG, SAF/FJKM, IVORARY, MIRA AINA, Réseau des jeunes Tatao, Hirondelle/SIFAKA
<b>Durée du projet en mois</b>	18 mois
<b>Zones géographiques</b>	Il s'agit des 22 régions du pays pour les activités de veille SAP-PC et le CCAP, les plaidoyer/interpellations, les recours et la protection des défenseurs de la paix. S'agissant des actions communautaires portées ou structurées autour des jeunes, le projet a ciblé les 06 régions du Sud (Anosy, Androy, Atsimo Andrefana Menabe, Haute Matsiatra, Ihorombe) qui combinent les zones d'interventions du PNUD et de MSIS-Tatao, ainsi que les zones où les facteurs de risques de conflits et la pauvreté sont les plus marqués
<b>ID du projet</b>	PROJECT 00 12 67 30 - OBS MADA

<b>Objectif principal</b>	Le projet renforce le « leadership des jeunes de l'observatoire Safidy pour devenir des promoteurs de la paix reconnus par les autorités et crédités de la confiance des communautés ». A travers ce réseau national de plus de 7000 jeunes-OSC dont 45% des filles, le projet appuie les jeunes à (i) mettre en place un système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits ; (ii) s'engager dans les contrôles citoyens des actions publiques favorables à la paix et (iii) mener des actions de réponses aux risques de conflits portées par ou structurées autour des jeunes et faire des plaidoyers/recours efficaces auprès des autorités/décideurs.
<b>Partenaire de mise en œuvre :</b>	ONG MSIS TATAO
<b>Date de début du projet :</b>	15 octobre 2021
<b>Date de fin du projet :</b>	31 janvier 2023
<b>Montant total du Financement</b>	1 500 000 USD
<b>Montant alloué au PNUD</b>	1 200 000 USD
<b>Montant alloué à MSIS TATAO</b>	300 0 USD

### 3.3. Conduite du changement (Théorie du changement)

La théorie du changement (TdC) du projet OBS Mada explique comment les activités étaient censées produire un ensemble de résultats pour contribuer à l'atteinte des résultats prévus. Elle a été élaborée lors de la conception du projet pour accompagner les interventions dont les objectifs et les activités ont été identifiés et planifiés en détail à l'avance, mais surtout adaptée à l'évolution du projet en fonction des questions émergentes et des décisions prises par les partenaires et le Comité de Pilotage. La TdC comprend la chaîne de résultats et tient compte des hypothèses critiques pour obtenir les produits et les changements souhaités. Elle est en adéquation avec les spécificités socio-culturelles et économiques de la zone d'intervention du projet. Elle se résume comme suit :

- SI : les jeunes dans l'Observatoire SAFIDY sont structurés pour mettre en place un système d'alerte précoce pour la prévention des risques des conflits engendrés par la mauvaise gouvernance et l'iniquité dans l'accès aux ressources ;
- SI : les jeunes sont engagés dans les contrôles citoyens des actions publiques relatives aux pratiques de bonne gouvernance et à la gestion des ressources ;
- SI : des actions de réponse aux risques de conflits portées par les jeunes ou structurées autour des jeunes sont mises en œuvre ;
- SI : les plaidoyers et/ou les recours faits par les jeunes pour prévenir les conflits sont relayés à travers les dialogues et les résolutions conjointes avec les autorités et élus et traduits en actions concrètes prenant en compte les besoins spécifiques des jeunes hommes et des jeunes femmes dans les mécanismes de prévention des conflits et de contrôle citoyen ;
- ALORS : les actions des jeunes, y compris des femmes, engagés dans l'observatoire de la paix auront atténué/prévenu les risques de tensions et de conflits, CAR leur leadership, leurs besoins spécifiques, et leurs voix seront effectivement pris en compte dans la sphère publique. La consolidation de la paix sera appréciée par le changement positif des différents facteurs de risques de conflits tels les situations et mesures de sécurité, l'équité et l'accès des jeunes aux services et aux ressources, la participation des jeunes dans les décisions, la transparence et les dialogues entre jeunes et autorités.

### 3.4. Financement du projet et zones cibles

Le projet a un budget total de 1 500 000 \$ qui se répartit comme suit : 1 200 000 \$ pour le PNUD, et 300 000 \$ pour MSIS TATAO. Il intervient dans :

- Les 23 régions dans le cadre de la mise en œuvre du SAP-PC ;
- Les 6 régions du Sud (Menabe, Anosy, Androy, Atsimo-Andrefana, Haute Matsiatra et Ihorombe) pour la mise en œuvre du CCAP ;
- Les 23 régions pour les actions de réponse aux risques des conflits (plaidoyer et actions communautaires).

## IV. PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ÉVALUATION

### 3.1. Pertinence

La pertinence est considérée comme l'adéquation des objectifs aux problèmes, aux enjeux et aux défis qui interpellent le pays, aux besoins et priorités réels des groupes-cibles prévus et des bénéficiaires auxquels le projet est censé s'adresser, ainsi qu'à l'environnement dans lequel il est mis en œuvre. Les questions clés auxquelles l'évaluation s'est adressée sont précisées ci-dessous :

#### 3.1.1. Le projet était-il pertinent pour aborder les facteurs de conflit et les éléments contribuant à la paix identifiée dans une analyse de conflit ?

Plusieurs paramètres concourent à affirmer que le projet était pertinent pour aborder les facteurs de conflit et les éléments contribuant à la paix identifiée dans une analyse de conflit. D'une part, le projet répond à un besoin social clairement exprimé et justifié. D'autre part, il a su se fixer des objectifs clairs et réalistes dont la mise en œuvre était susceptible de contribuer à l'atteinte des résultats escomptés. De surcroît, la pertinence est également observée à travers la justesse du choix des parties prenantes du projet dès son élaboration. En effet, le projet a su choisir ses acteurs : (i) les jeunes qui sont la tranche de la population faisant partie de la solution, (ii) les réseaux des jeunes et d'acteurs mobilisés dans le cadre de Safidy qui disposaient des acquis sur lesquels la mise en œuvre et la réussite de ce projet seraient basés.; (iii) les organisations de la société civile exerçant dans le domaine de la résolution des conflits et la consolidation de la paix ; (iv) l'implication des autorités administratives,, des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités territoriales décentralisées et des communautés locales.

#### L'intervention est-elle fondée sur une analyse valide de la situation de la paix ?

L'intervention du projet OBS MADA est fondée sur une analyse valide de la situation de la paix. En effet, le projet a identifié les principaux conflits et leurs dynamiques dans les 23 régions de Madagascar à travers la réalisation d'un conflict scan (diagnostic des conflits). Le conflict scan s'est inscrit dans une complémentarité dans la mise en place d'un système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits (SAP-PC).

Le Conflict Scan était basé sur une approche qualitative avec des discussions de groupes – Focus Group Discussion (FGD) et des Key Informant Interviews ainsi qu'une approche quantitative à travers un sondage. La recherche a eu lieu dans les 23 régions de Madagascar. Les cibles ont été constituées de représentants de l'État, des autorités traditionnelles, les leaders religieux, des forces de défense et de sécurité, des acteurs de la sécurité traditionnelle, des médias, des organisations de la société civile, des jeunes et des femmes. 1761 personnes ont été approchées dont 156 lors des 137 FDG, 610 par interviews et 995 par sondages. L'analyse de la situation de la paix faite tant dans le cadre de la

conception du projet OBS Mada que dans celui de la réalisation du conflit scan est valide et renforce d'autant la pertinence du projet.

### 3.1.2. Dans quelle mesure les composantes du projet sont-elles en adéquation avec le plan stratégique du PBF, les ODD, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) (2021-2023) du PNUD, les priorités nationales ?

#### **Adéquation avec le plan stratégique du PBF**

Le projet est articulé aux priorités du Peace Building Fund des Nations Unies (PBF), à savoir l'Initiative de promotion de la jeunesse (Youth Promotion Initiative). Conformément à son mandat, l'objectif du PBF est d'appuyer les « pays sortant d'un conflit ou dans lesquels on estime qu'un conflit risque d'éclater ou de reprendre, tout en apportant son soutien également aux efforts visant à répondre aux besoins immédiats des pays en sortie de conflit lorsque ces derniers ne réussissent pas à se procurer les ressources voulues auprès d'autres mécanismes de financement susceptibles de soutenir des activités de consolidation de la paix ».

#### **Adéquation avec les ODD**

Sur un plan plus global, le projet et ses interventions sont alignées sur les Objectifs du Développement Durable, notamment l'ODD 16 « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ».

#### **Adéquation avec le Plan-cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable (UNSDCF) (2021-2023)**

Le projet conjoint du PNUD et du MSIS Tatao entend faire la promotion des valeurs du vivre ensemble au sein des communautés en dotant les structures locales d'intercession et de médiation existantes de compétences pour la prévention et la gestion de conflits communautaires. Les composantes du projet s'alignent à la réalisation du Plan-cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable pour la période 2021-2023 par la mise en œuvre de deux (02) priorités stratégiques (PS) à savoir la PS1 « Renforcer la bonne gouvernance, l'état de droit et la sécurité » et la PS2 « Assurer le développement du capital humain et l'exploitation du dividende démographique ». Ceci à travers la formation des jeunes sur les thématiques telles que : l'analyse, la prévention et la gestion pacifique des conflits, le leadership civique et la conception de projets communautaires, etc.

#### **Adéquation avec priorités et les axes stratégiques nationaux**

Les composantes du projet OBS MADA sont en adéquation avec les politiques et les axes stratégiques nationaux notamment : la loi portant Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ), la Politique Générale de l'État (PGE) et le plan stratégique de l'« Initiative pour l'Émergence de Madagascar » 2019-2023.

##### ○ **La Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ)**

Le projet contribue à la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ) pour « rendre les jeunes capables de jouir et d'exercer pleinement leurs droits et d'assurer leurs devoirs » et « prévenir les jeunes contre toute forme d'exploitation et d'exclusion...et contre toute activité de nature à compromettre leur épanouissement ».

##### ○ **La Politique Générale de l'État (PGE)**

L'objectif principal du Projet OBS MADA «de renforcer le leadership des jeunes de l'observatoire Safidy pour devenir des promoteurs de la paix reconnus par les autorités et crédités de la confiance des communautés », s'aligne ainsi à l'axe 1 de la PGE, relatif à la paix et la sécurité. Il se décline de la manière suivante : « La paix et la sécurité sont une priorité absolue ainsi que l'effectivité de l'Etat de droit. Notre objectif est de garantir la paix durable dans tout le pays ». Cette Politique Générale est mise en œuvre sous l'égide de plusieurs plans dont l'Initiative pour l'Émergence de Madagascar 2019-2023.

#### ○ **L'Initiative pour l'Émergence de Madagascar 2019-2023**

Les interventions du projet sont alignées sur l'Initiative pour l'Émergence de Madagascar 2019-2023, notamment aux grandes orientations stratégiques 6 et 7. Ces orientations stratégiques sont appuyées par les Velirano 1 (La paix et la sécurité, une priorité), Velirano 3 (La lutte contre la corruption et une justice équitable) et Velirano 8 (Les femmes et les jeunes) et mises en œuvre dans le cadre de l'axe stratégique n°7 portant sur « Equilibre social : Protection sociale et droit humain » qui se décline dans l'axe d'épaulement N°3 (Equilibre social : protection sociale et droit humain). S'alignant à ce plan, le Projet OBS MADA a contribué à :

- (i) La mise en place de 23 cellules de veille régionales et 01 (une) cellule de veille nationale qui contribuent activement à la prévention des risques des conflits ;
- (ii) La sensibilisation des OSC en matière de la promotion de la paix et engagement des jeunes ;
- (iii) La formation en cascade des jeunes ainsi que la mise en œuvre des actions du Contrôle Citoyen des Actions Publiques (CCAP) au niveau des différents acteurs et services publiques ;
- (iv) La formation des jeunes en matière d'élaboration / gestion des projets communautaires ;
- (v) La mise en place d'un **réseau national des jeunes** pour la consolidation de la paix.

Madagascar comme tous les pays membres des Nations Unies a ratifié les résolutions Internationales notamment la résolution 1325 le 31 octobre 2000 du Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa 4213<sup>ème</sup> séance, qui concerne le droit des femmes, la paix et la sécurité. La prise en compte des femmes dans les activités de mise en place d'un système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits, d'engagement dans les contrôles citoyens des actions publiques favorables à la paix et d'actions de réponses aux risques de conflits portées par ou structurées autour des jeunes et de faire des plaidoyers/recours efficaces auprès des autorités/décideurs de la consolidation de la paix, correspond à cet engagement international.

#### 3.1.3. Dans quelles mesures les objectifs et la stratégie du projet ont-ils été pertinents vis-à-vis des besoins des jeunes bénéficiaires ?

Dans le cadre du projet OBS MADA, la mission d'évaluation à l'issue des entretiens et des visites de sites dans les zones ayant bénéficié du projet, a fait des constats quant à la pertinence des projets auprès des bénéficiaires.

#### **Le point de vue de l'administration**

La mission d'évaluation a rencontré les autorités administratives (Gouverneurs, Préfets), ainsi que les responsables des services déconcentrés des ministères partenaires des Régions et districts d'intervention échantillonnés. Bien qu'ayant été confrontée à l'indisponibilité d'un certain nombre d'autorités, la mission d'évaluation a pu capter des informations pertinentes quant à l'alignement du projet aux besoins exprimés par les populations. A cet effet l'enquête de terrain montre que la grande majorité des répondants (93,71%, soit 164 personnes) estiment que le projet répond aux besoins et aux priorités

des jeunes, tandis qu'une minorité (6,29%, soit 11 personnes) pense le contraire. Cette forte approbation indique que le projet est largement perçu comme pertinent et bénéfique pour les jeunes, ce qui est un indicateur positif de son alignement avec les attentes et les priorités de cette tranche de la population.

S'agissant des services centraux, 100% des acteurs institutionnels rencontrés à Antananarivo ont indiqué que la pertinence du projet est avérée. Le Ministère chargé de la Jeunesse indique que le projet contribue à la satisfaction d'un besoin de participation citoyenne des jeunes, tandis que le Ministère de la Population estime que la pertinence d'OBS MADA réside en ce qu'il contribue à tirer profit du dividende démographique. Au niveau du Ministère de la Sécurité Publique, le projet est jugé pertinent en ce qu'il contribue, à travers le renseignement prévisionnel (SAP PC), à satisfaire le besoin de paix et de sécurité dans les zones d'intervention. Si le CCAP a parfois été mal perçu au départ, les administrations indiquent que sa pertinence est néanmoins avérée, car il répond à un besoin de transparence et d'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers de l'administration.

#### **Le point de vue des Communes**

Du point de vue des communes, exprimé par 100% des maires rencontrés, l'adéquation des projets menés dans le cadre du R3 aux besoins des bénéficiaires exprimés dans les PCD est avérée, ce qui témoigne de la pertinence du projet OBS MADA. Selon ces derniers, les Communes ont été au cœur de la mise en œuvre, depuis le choix jusqu'à la réalisation en passant par la maturation. Ceci explique le fort taux de satisfaction élevé enregistré au niveau de cette catégorie d'acteurs.

#### **Le point de vue des jeunes**

La prévention et la gestion des conflits à travers l'implication de jeunes, surtout dans les mécanismes et les synergies de paix au niveau décentralisé, représente un besoin pertinent des jeunes et de la population. En effet, les rencontres avec les jeunes révèlent une satisfaction en ce qui concerne la pertinence des objectifs du projet OBS MADA et l'adéquation avec leurs besoins de participation citoyenne, de volontariat, d'amélioration de la gouvernance, de consolidation de la paix, etc. Bien qu'ils affirment qu'ils n'ont pas été associés dans la conception du projet, ils ont trouvé les activités du projet OBS MADA pertinentes. Sur un total de 175 jeunes rencontrées par la mission d'évaluation, 164 attestent que le projet répond effectivement à leurs attentes, soit un pourcentage de 94%.

#### **Le point de vue des OSC**

Du point de vue de l'ensemble des OSC rencontrées, la pertinence du projet est avérée. En effet, celui-ci « est aligné sur les politiques nationales » (dixit MSIS TATAO), et répond à une « demande forte de paix, de sécurité et de cohésion sociale » (dixit SAFIDY). D'autres acteurs de la société civile indiquent que la pertinence du projet est démontrée, car certains conflits localisés peuvent dégénérer en conflits de grande envergure, voire en conflits intercommunautaires. De surcroît, les CCAP répondent à un besoin d'amélioration de la gouvernance tant au niveau local qu'au niveau régional et central. Le Diagnostic des conflits (Conflict Scan) réalisé en 2022 sur un échantillon de 1761 personnes dans toutes les régions du pays, confirme au demeurant la pertinence du projet. A partir de ces entrevues, « le Conflict Scan a identifié trois (03) conflits récurrents au sein des 23 régions : (1) les conflits liés à l'insécurité qui est multiforme ; (2) les conflits liés au foncier ; et (3) les conflits domestiques. Par ailleurs, un ensemble de conflits liés au système politique, à la gouvernance et aux dynamiques de pouvoir ressort de manière apparente. Les données vont également ressortir que ces conflits engendrent dans la majorité des cas

de la violence et se retrouvent tant en milieu urbain que rural avec une implication des jeunes en tant qu'acteurs et victimes et des femmes en tant que victimes principalement ».

### 3.2. Cohérence

L'évaluation de la cohérence permet d'apprécier la compatibilité et la complémentarité du projet OBS MADA aux autres interventions menées au sein du pays, aux politiques publiques ainsi qu'aux engagements internationaux de l'Etat. Ce critère cherche à examiner comment d'autres interventions appuient ou affaiblissent l'intervention évaluée, et inversement.

#### 3.2.1. Dans quelle mesure le projet a-t-il assuré la cohérence interne avec les missions du PNUD, des OSC partenaires et institutions parties prenantes du projet ?

D'une manière générale, le projet est cohérent avec les priorités du PNUD et ses missions à Madagascar. Le projet OBS MADA a redynamisé et relancé l'un des trois (03) domaines d'intervention du PNUD qui est la consolidation de la paix. Le projet s'est ainsi appuyé ou a redynamisé les acquis des précédents projets supervisés par le PNUD et a contribué au renforcement des impacts de ses interventions. Il est également cohérent avec les visées du Fonds pour la Consolidation de la Paix, instrument financier utilisé en premier recours par l'ONU pour maintenir la paix dans les situations où un conflit violent risque d'éclater ou sévit déjà.

Les OSC mobilisées sous l'égide de MSIS TATAO ou de SAFIDY s'étaient déjà engagées sur la question de consolidation de la paix en Madagascar. Le projet est resté cohérent et complémentaire par rapport aux interventions menées par ces autres partenaires qui ont en priorité orienté leur appui sur le secteur de la réforme du secteur de la sécurité, le dialogue politique, la restauration de l'autorité de l'Etat, le renforcement des institutions de la consolidation de la paix et la production d'un ensemble de contenus informatifs et de dialogue. De plus, le projet OBS MADA a assuré la cohérence interne avec les OSC partenaires et institutions parties prenantes à travers la mise en place de deux (02) plateformes, le Mouvement ROHY et l'Observatoire SAFIDY.

Pour s'assurer de la cohérence interne avec la partie nationale, notamment le Ministère de la Jeunesse et des Sports, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Sécurité publique, le Ministère de la Population, le Ministère de la Justice, la gendarmerie nationale, les Gouverneurs et Préfets et les services techniques déconcentrés dans les zones d'intervention, le projet OBS MADA a recensé les acteurs de la mise en œuvre, les a cartographiés et informés sur les différentes composantes du projet. Ce qui leur a permis de s'approprier des objectifs, de la logique et des résultats du projet, favorisant une meilleure adhésion entre ces acteurs.

#### 3.2.2. Les interventions et activités du projet sont-elles cohérentes avec les différentes interventions (Etat, autres partenaires, autres projets PBF, autres projets du SNU, initiatives des bénéficiaires...) passées ou en cours ?

Ce projet s'aligne à l'axe 1 - Paix et Sécurité - de la Politique Générale de l'État (PGE). Il contribue également à la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ) pour « rendre les jeunes capables de jouir et d'exercer pleinement leurs droits et d'assurer leurs devoirs » et « prévenir les jeunes contre toute forme d'exploitation et d'exclusion...et contre toute activité de nature à compromettre leur épanouissement ». Il contribue de surcroît au Plan d'Action National sur les Femmes, la Paix et la Sécurité pour « accroître la

représentation des femmes et leur participation significative à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix », « sensibiliser la population à la paix et à la sécurité et aux rôles des femmes ». S'agissant des cadres stratégiques des Nations-Unies, ce projet cadre avec les principes directeurs sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix émis par le réseau inter-institutions des Nations Unies pour le développement des jeunes, notamment :

- UNDP Africa's Promise (2024) : le renforcement de capacités des jeunes et des femmes est l'un des 6 piliers d'intervention de la Stratégie du PNUD pour l'Afrique ;
- United Nations Youth Strategy: Youth 2030 : la stratégie des Nations-Unies pour la jeunesse, qui vise à guider l'ensemble du SNU, alors qu'il intensifie son travail pour donner aux jeunes les moyens de réaliser leur plein potentiel et de défendre leurs droits, et pour garantir leur engagement et leur participation à la mise en œuvre, à l'examen et au suivi de l'Agenda 2030 pour le développement durable, ainsi qu'à d'autres programmes et cadres mondiaux pertinents.
- UNDP Youth Global Programme for Sustainable Development and Peace – Youth - GPS (2016-2020) : il s'agit d'une offre programmatique mondiale de cinq ans sur l'autonomisation des jeunes, conçue pour affiner la réponse de l'organisation aux défis auxquels les jeunes sont confrontés dans le monde entier, stimuler la mise en œuvre de la Stratégie jeunesse 2014-2017 du PNUD, de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de la Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité.
- UN SCR 2250 (2015) sur jeunes, paix, et sécurité : En 2015, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2250 sur les jeunes, la paix et la sécurité, reconnaissant officiellement « que les jeunes peuvent jouer un rôle important dans la prévention et le règlement des conflits et, singulièrement, pour ce qui est de la stabilisation, de la capacité d'intégration et de la réussite des activités de maintien et de consolidation de la paix ». La résolution définit le cadre de l'engagement avec les jeunes autour de cinq piliers : Participation, Protection, Prévention, Partenariats et Désengagement et Réinsertion, soulignant le rôle que les jeunes femmes et hommes jouent dans la promotion de la paix et de la sécurité.
- UN SCR 2535 (2020) sur le rôle des jeunes dans la construction de la paix : la résolution 2535 du Conseil de sécurité des Nations-Unies a établi les étapes nécessaires à la mise en œuvre de l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) dans le cadre des opérations de paix des Nations Unies. La même année, dans sa résolution 2553, le Conseil de sécurité a reconnu le lien entre la réforme du secteur de la sécurité et les jeunes, la paix et la sécurité, en reconnaissant que les jeunes devraient participer aux efforts de consolidation de la paix visant à réformer les secteurs de la sécurité.

Enfin, l'initiative proposée est complémentaire aux projets de consolidation de la paix mis en place à Madagascar. D'une part elle s'appuie sur les réalisations de mise en valeur et de responsabilisation de la jeunesse en tant que leaders, acquises par le biais d'initiatives pilotes financées par le PBF au travers des projets Studio Sifaka – Tracer la voie de la paix à travers la voix des jeunes, les jeunes ambassadeurs de la paix (tanomafy-JAP) et le projet Filière Vanille, prévention de la délinquance juvénile. D'autre part, elle se fonde sur une logique complémentaire des projets liés à la mobilisation citoyenne, tels qu'Appui à la Gouvernance Démocratique à Madagascar et PADRC.

Les entretiens avec les responsables des administrations et des OSC partenaires ainsi que la revue documentaire ont permis de confirmer que les interventions et activités du projet OBS MADA sont cohérentes avec les interventions passées ou en cours. En effet, plusieurs partenaires se sont engagés

sur la question de consolidation de la paix à Madagascar notamment le PNUD, l'UNICEF, le HCDH et l'UNFPA. C'est le cas du projet Renforcement des Mécanismes Institutionnels Inclusifs pour la Consolidation de la Paix dans le Sud (RMIIICPS), mis en œuvre conjointement par le PNUD, l'UNFPA et l'OIM et financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, de janvier 2020 à juillet 2022. Il entre dans le cadre du résultat 2 du CPD que « les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne » et le résultat stratégique 3 du Plan de priorités pour la Consolidation de la Paix à Madagascar, lequel ambitionne à ce que les populations des zones à risques ciblées dans le Sud de Madagascar se sentent plus en sécurité et moins marginalisées.

Parmi les autres interventions passées, on peut citer entre autres celles du projet « Studio SIFAKA - Tracer la voie de la paix à travers la voix des jeunes » et « Jeunes ambassadeurs de la paix (TanomafyJAP) » en 2020 - 2021. Le projet Rary Aro Mada « Soutien à la protection des jeunes défenseurs des droits humains et consolidateurs de la paix, gage de la paix sociale et de la cohésion communautaire », peut également être cité. Le projet IRF-TANORA ou « Jeunes femmes et hommes, acteurs du changement social engagés dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix à Madagascar », en cours de mise en œuvre tout comme avec le projet LANDJA « Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale », constituent d'autres références. Ces projets ont la particularité de mettre l'accent sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix à Madagascar. La cohérence se dégage à partir du continuum des mécanismes des systèmes d'alerte précoce et de prévention des conflits, des réseaux de contrôles citoyens des actions et services publics favorables à la paix, des capacités de plaidoyer de montage et de réalisation de projet. Le tableau ci-dessous présente quelques interventions/projets cohérents avec les interventions et activités du projet OBS MADA.

Tableau 3 : Différentes interventions réalisées ou en cours de réalisation cohérentes avec le projet

Nom du projet	Donateur et budget en USD	Axes thématiques du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
<b>Studio SIFAKA - Tracer la voie de la paix à travers la voix des jeunes (PNUD, UNICEF, HCDH)</b>	PBF : 1 496 885	Soutien à la création et diffusion d'émissions produites par et pour la jeunesse malgache, fondées sur des informations fiables et à vocation de consolidation de la paix	Le projet a mené ses activités de communication et de sensibilisation avec le Studio Sifaka, un espace d'expression et d'information pour les jeunes et par les jeunes.
Jeunes ambassadeurs de la paix (Tanomafy JAP) 2020 -2021	PBF : 467 000	Mieux intégrer les jeunes des quartiers défavorisés en développant les comportements de paix et favoriser leur dialogue avec les autorités	Le projet OBS MADA a intégré les jeunes bénéficiaires du projet voulant s'engager aussi bien dans le SAP-PC que CCAP.
Projet Soutien à la protection des jeunes défenseurs des Droits Humains et consolidateurs de la Paix, gage de la Paix sociale et de la cohésion communautaire (Rary Aro Mada)	PBF: 1 250 000	Contribution à l'engagement des jeunes sans aucune discrimination comme des vecteurs de Paix et des promoteurs des Droits Humains	Le projet a mené ses activités de communication et de sensibilisation avec le Studio Sifaka

-OHCHR et UNESCO 2021 - 2023			
Projet Jeunes femmes et hommes, acteurs du changement social engagés dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix à Madagascar (IRF-TANORA) (UNICEF, UNFPA et PNUD) 2022-2024	PBF : 3 000 000	Projet axé sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits en milieu communautaire et universitaire.	Le projet IRF-TANORA a intégré les bénéficiaires du projet OBS MADA et profiter des analyses et leçons apprises faite par le projet pour le SAP-PC
Projet Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale (LANDJA) (PNUD, HCDH) 2024 - 2026	PBF : 3 605 348	Approchement les mécanismes de Justice, de prévention et de gestion des conflits traditionnels et formels.	Le projet LANDJA s'est appuyé sur certains réseaux de jeunes mis sur pieds par projet OBS MADA

### 3.2.3. Dans quelle mesure les approches adoptées par le projet (SAP-PC, CCAP, plaidoyer, etc.) sont-elles cohérentes par rapport aux réalités des régions cibles (en rapport avec l'accessibilité et le contexte régional) ?

Les régions cibles étant parfois très enclavées et inaccessibles ou considérées comme zone rouge avec la présence des bandits de grands chemin « Dahalo », le projet OBS MADA a mis en œuvre un système des formations en cascade qui a montré son efficacité tant par sa souplesse que par le nombre de personnes bénéficiaires formées. Il s'est agi de former des formateurs au niveau national qui à leur tour allaient au niveau régional pour former des pairs éducateurs membres des OSC qui formeront par la suite d'autres jeunes dans les districts des régions cibles.

Aussi, le projet a signé des conventions de partenariats avec des OSC implantées dans la zone du projet ou ayant une capacité de déploiement rapide dans ces zones. Ces OSC, dans le cadre de la mise en œuvre des activités, ont répondu à un certain nombre de critères, dont la capacité technique d'encadrement rapproché et de sensibilisation sur la cohésion sociale.

### 3.2.4. Existe-t-il une synergie entre les interventions du projet et celles des autres parties prenantes (Etat, autres partenaires, autres projets du PNUD, initiatives des bénéficiaires...) ou au contraire y-a-t-il des risques qu'elles s'annulent (produire des effets contradictoires) ?

Les interventions du projet OBS MADA sont en synergie avec celles des autres parties prenantes (Etat, autres partenaires, autres projets du PNUD, initiatives des bénéficiaires, etc.).

Comme libellé dans les différents documents stratégiques, notamment la PGE, l'Etat et ses démembrements mettent en œuvre des activités qui concourent au maintien de la paix, de la sécurité, à la cohésion sociale et à l'effectivité de l'état de droit. Les interventions et les activités du projet OBS MADA sont également en synergie avec plusieurs interventions et activités réalisées, comme cela a été indiqué dans les développements précédents (cf. Tableau 3). Il est également en cohérence avec le projet RINDRA (Renforcer la gouvernance à Madagascar), qui vise à accompagner les efforts nationaux pour renforcer la gouvernance, la justice et la participation citoyenne à Madagascar en misant sur la redevabilité et l'efficacité. Le projet est cofinancé par l'USAID à hauteur de 14 millions USD et les fonds propres du PNUD à hauteur de 1,55 million USD. Le PNUD et ses partenaires d'exécution dont MSIS Tatao assurent la mise en œuvre des activités du projet qui se poursuivra jusqu'en octobre 2026.

### 3.2.5. À quelles politiques, priorités, lois ou cadres le projet a-t-il contribué et comment ?

Tout comme cela a été détaillé dans l'analyse faite sur le critère de la pertinence, le Projet OBS MADA s'inscrit dans la mise en œuvre des principales politiques nationales de son ressort.

En ce qui concerne la Politique nationale de la jeunesse, elle a contribué au renforcement des capacités, au leadership et à l'efficacité des jeunes pour devenir des acteurs crédibles au niveau de leurs communautés en matière de la promotion de la paix à Madagascar. Elle contribue à la réalisation des objectifs de participation citoyenne des jeunes visés par la loi portant Politique nationale de la jeunesse. Dans la même démarche, elle contribue à l'atteinte des objectifs de la loi n° 2015 – 015 relative au volontariat à Madagascar, qui contribue elle-même à la PGE. Toujours en matière de jeunesse, OBS Mada contribue à la Stratégie nationale FANOITRA 2024-2028, qui « vise à stopper la crise d'autonomisation et de participation citoyenne des jeunes Malagasy », particulièrement son Axe 1 (renforcement de la participation citoyenne des jeunes à l'échelle communautaire et à tous les niveaux) et son Axe 3 (mise en œuvre et réalisation des plans d'action réalisés par les jeunes, axés sur des thématiques prioritaires de la PGE, en concertation avec l'Etat et toutes les parties prenantes).

OBS Mada contribue à l'implémentation des lignes directrices de la PGE, notamment les axes relatifs à i) la paix et la sécurité ainsi que l'effectivité de l'Etat de droit, ii) la lutte contre la corruption, iii) l'autonomie et la responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées.

S'agissant du Plan Emergence Madagascar, OBS Mada contribue aux engagements stratégiques (Velirano) suivants : Velirano 1 (Paix et sécurité), Velirano 3 (Lutte contre la corruption et renforcement de la performance de l'administration publique) et Velirano 8 (Appui aux femmes, aux jeunes et aux démunis, pour une nation émergente).

OBS Mada contribue en outre à la politique nationale de population pour le développement économique et social, objet de la loi n°90/030 du 19 décembre 1990, qui « vise l'amélioration de la qualité de vie de la population, conformément à ses besoins et aux conditions de son épanouissement ».

### 3.2.6. Quelles lacunes dans l'éventail des interventions le projet a-t-il comblées et dans quelle mesure ?

Dans l'éventail de ses interventions, le projet OBS Mada a permis la mise en place d'un système d'alerte précoce pour la prévention des risques de conflits. Si la mise en place d'un système d'alerte existait déjà, l'innovation ici réside dans le fait que c'est la première fois qu'un SAP traite spécifiquement les cas des conflits. Les autres SAP existants dans le pays sont relatifs à la gestion des risques et catastrophes, à l'anticipation des crises alimentaires et nutritionnelles, à la surveillance électorale, etc. Le SAP-PC se démarque aussi par le fait que l'engagement volontaire des jeunes et des associations locales se démarque à tous les niveaux.

S'agissant des engagements internationaux auxquels l'Etat a souscrit, OBS Mada est en cohérence avec les principales prescriptions et initiatives suivantes :

- Les Objectifs de développement durable des Nations-Unies, notamment les ODD 5 (égalité entre les sexes) et 16 (promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins de développement durable).

- L'Agenda 2063 de l'Union Africaine qui promeut « les valeurs, les pratiques démocratiques, les principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit », ainsi que la préservation de « la paix, la stabilité et la sécurité ».

### 3.3. Efficacité

Il s'est agi à travers le critère d'efficacité d'apprécier dans quelle mesure les objectifs et résultats fixés au départ ont été atteints. L'évaluation s'est également intéressée d'une part aux extrants ou produits réalisés par rapport aux cibles initialement convenues et d'autre part aux effets auxquels le projet a contribué dans la zone d'intervention.

- Quelle est la performance globale du projet OBS MADA dans la réalisation des produits et effets attendus ? Quelles sont les données disponibles pour démontrer ces réalisations ?
- Comment est-ce que les résultats du projet ont-ils adressé les facteurs de conflits/ tensions mentionnés dans l'analyse de conflits du projet et comment ont-ils contribué aux résultats de consolidation de la paix recherchés par le PBF ?
- Dans quelle mesure les changements observés en matière de paix et de prévention des conflits peuvent-elles être attribuées au projet ?
- Dans quelle mesure les améliorations au niveau des services publics évalués dans le cadre du projet peuvent-elles être attribuées au résultat 2 ?
- Dans quelle mesure le projet a contribué à l'amélioration et à la mise en place d'une gouvernance efficace et apaisée au niveau des régions cibles ?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré de manière substantielle la dimension de genre et soutenu la consolidation de la paix sensible au genre et à la jeunesse ?
- Dans quelle mesure le projet s'est assuré d'intégrer une approche sensible au conflit et l'effectivité de ladite approche et que les moyens fournis par le projet ont permis d'éviter d'exacerber le conflit ?
- Dans quelle mesure les parties prenantes ont-elles participé à la mise en œuvre du projet ? Cette participation contribue-t-elle à la réalisation des objectifs du projet, à la prise en compte des besoins des acteurs nationaux et des évolutions des priorités des partenaires ? Dans quelle mesure l'appropriation de la partie nationale se manifeste-t-elle ?
- Dans quelles mesures le projet a contribué au renforcement de capacités de la partie nationale et des OSC ? Les résultats/produits du projet sont-ils utilisés par les différents Ministères impliqués et/ou d'autres partenaires afin de contribuer aux résultats à long terme ?
- Quels facteurs ont favorisé ou atténué, voire empêché la réalisation des résultats ? Quelles mesures de mitigation le projet a-t-il adopté face à ces facteurs de blocage ?

L'analyse des réalisations du projet a été assurée à partir des triangulations des données issues des principaux acteurs et informateurs clés du projet OBS MADA et a fait l'objet de recoupements par rapport à la documentation mise à la disposition de l'équipe d'évaluation par les agences de mise en œuvre.

Dans le document de projet, 25 indicateurs ont été définis pour apprécier la performance du projet dont 7 indicateurs de résultat (effets) et 18 indicateurs de produit.

Au terme de la mise en œuvre des activités (taux d'exécution : 100 %), la performance globale est appréciable, 96 % des cibles ont été réalisées et 4 % non achevées. Deux causes majeures ont été à l'origine de cette situation : l'abandon de certains observateurs en cours d'action pour des raisons diverses et variées (mariage, mobilité, découragement), et les problèmes de couverture de réseau dans les zones reculées, annihilant ainsi le suivi des projets dans ces zones. De ce fait, ces activités ont été annulées.

Par ordre de décroissance du niveau d'atteinte des cibles, le résultat 2 vient en tête suivi du résultat 3 et enfin le résultat 1. Tous les indicateurs du résultat 1 n'ont pas atteint les cibles respectives ainsi que les cibles des produits associés à ce résultat. En effet, l'indicateur 1.1.2 « Nombre d'organisation ou groupe de jeunes sensibilisés engagés dans le SAP-PC pour la consolidation de la paix n'a pas été achevé et a connu un taux de réalisation de 84,7 %. Malgré cette activité non achevée, le résultat 1 reste le plus performant avec un taux de 416,50 % de réalisation de ses cibles.

Le résultat 2 qui n'a été implémenté que dans les régions du Sud de Madagascar (Anosy, Androy, Atsimo Andrefana Menabe, Haute Matsiatra, Ihorombe) par ce qu'étant des zones où les facteurs de risques de conflits et la pauvreté sont les plus marqués. Ce résultat avait 7 indicateurs (dont 2 cibles d'indicateurs de résultats et 7 cibles d'indicateurs des produits). Tous les indicateurs du résultat 2 ont atteint les cibles respectives ainsi que les cibles des produits associés à ce résultat. Le taux de réalisation des cibles de ce résultat est de 105 %.

Au niveau du résultat 3, tous les 10 indicateurs du résultat 3 ont été atteints (dont 3 cibles d'indicateurs de résultats et 7 cibles d'indicateurs de produits). Il faut toutefois rappeler que le résultat 3 a relativement plus d'indicateurs que les deux premiers résultats. Le taux de réalisation des cibles de ce résultat est de 142 %.

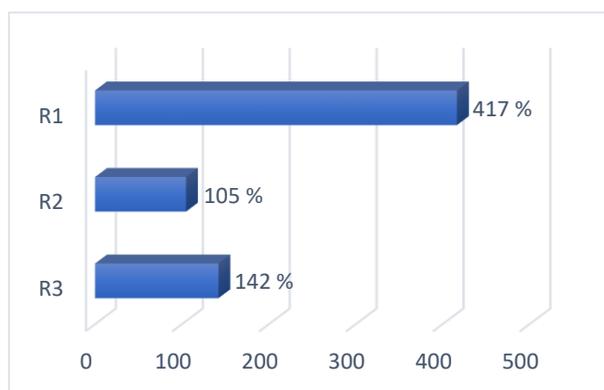


Figure 6 : Taux de réalisation des produits

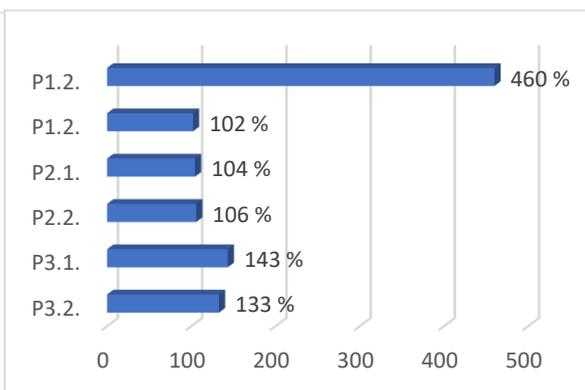


Figure 7 : Taux de réalisation des résultats

**Comment est-ce que les résultats du projet ont-ils adressé les facteurs de conflits/tensions mentionnés dans l'analyse de conflits du projet et comment ont-ils contribué aux résultats de consolidation de la paix recherchés par le PBF ?** De manière complémentaire, les trois principaux résultats concourent à réduire les conflits et les événements conflictogènes, et à consolider la paix, objectifs recherchés par le PBF. En effet, les jeunes ont développé et mis en œuvre un système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits (R1). Ils s'engagent ensuite dans les contrôles citoyens des actions et services publiques favorables à la paix (R2), et en dernier lieu, des actions de réponses aux risques de conflits seront portées par ou structurées autour des jeunes et seront mises en œuvre et des plaidoyers/recours seront traités et pris en compte par les autorités/décideurs (R3).

La réalisation des activités du R1 a permis de mettre en place un Système d'Alerte Précoce pour la prévention des risques des conflits (SAP-PC) dans 23 régions, 100 districts et 500 communes. Ce système de prévention des conflits a vu la participation de 24 835 jeunes (hommes et femmes). Aussi, ce résultat a permis une multiplication des organisations locales (2 629 OSC) capables de s'engager dans la consolidation de la paix et l'augmentation du nombre des citoyens informés et sensibilisés. Les résultats des enquêtes ont montré que dans les 10 régions visitées par la mission d'évaluation, le Système d'Alerte Précoce pour la prévention des risques des conflits (SAP-PC) a été effectif et a fonctionné durant la mise en œuvre du projet. Cependant, force est de constater qu'au passage des évaluateurs, ce Système

d'Alerte Précoce ne fonctionnait plus dans la plupart des régions visitées. Les jeunes engagés dans ce système indiquent être démotivés par l'absence de subventions pour poursuivre leurs activités.

Tableau 4 : Cadre de mesure des résultats du projet

Résultats	Produits	Indicateurs	Indicateur de base	Cible de fin de projet	Réalisations à la fin du projet	Ecart de réalisation
<b>R 1 : Les jeunes dans l'Observatoire Safidy mettent en place un système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits (SAP- PC).</b>		Indicateur 1.1 SAP-PC fonctionnel	0	22	23	+ 9 %
		Indicateur 1.2 Nombre de jeunes engagés dans le SAPP	0	2500	24 835	+ 623,96 %
	<b>P1.1. Jeunes/OSC du réseau SAFIDY et acteurs formés et outillés sur le SAP-PC</b>	Indicateur 1.1.1 Nombre de facteurs de conflits identifiés	0	4	4	0 %
		Indicateur 1.1.2 Nombre d'organisation ou groupe de jeunes sensibilisés engagés dans le SAP-PC pour la consolidation de la paix	0	220	2629	+ 1095 %
		Indicateur 1.1.3 Nombre de jeunes formés sur la consolidation de la paix et le SAP-PC	0	1000 dont 400 femmes	847	- 15,3 %
	<b>P1.2 : Le SAP-PC est opérationnel au niveau de l'observatoire</b>	Indicateur 1.2.1 Nombre de communes couvertes	0	500	508	+ 1,6 %
		Indicateur 1.2.2 Nombre de rapports nationaux du SAP-PC produits	0	3	3	0 %
		Indicateur 1.2.3 Nombre de cellules de veille opérationnelles	0	23	24	+ 4,35 %
<b>R2 : Les jeunes sont engagés dans les contrôles citoyens des actions publiques en faveur de la paix</b>		Indicateur 2 a. Nombre de services/actions publiques améliorés à travers les CCAP	0	270	281	+ 4,07 %
		Indicateur 2 b. Nombre de jeunes engagés dans les CCAP (tous les 6 mois)	0	700	736	+ 5 %
	<b>P2.1 : Thématiques des actions publiques à contrôler définies par les jeunes et les différents acteurs de développement</b>	Indicateur 2.1.1 Nombre d'atelier de concertation	0	6	6	0 %
		Indicateur 2.1.2 Nombre de jeunes sensibilisés/formés sur les principes du CCAP par rapport aux thématiques identifiés	0	1350 jeunes	1468 jeunes	+ 8,74 %
	<b>Produit 2.2 Les contrôles citoyens des actions publiques sont mises en œuvre</b>	Indicateur 2.2.1. Manuel thématique de CCAP disponible (Outil Tafita/Tombana Anamafisana ny Fandriampahalemana lfoTony ataon'nyTanora)	0	5	5	0 %
		Indicateur 2.2.2. Nombre de jeunes formés sur l'outil CCAP Tafita	0	540 jeunes	612	+ 13,33 %
		Indicateur 2.2.3. Nombre de plans de renforcement de capacité élaborés	0	270	281	+ 4,07 %
<b>R3 : Les plaidoyers, recours et action de réponses aux risques de conflits portés et mis en œuvre par les jeunes en collaboration avec les acteurs communautaires sont renforcés.</b>		Indicateur 3 a. Nombre de thématiques/Facteurs de conflits adressés/réduits par les actions des jeunes	0	19	19	0 %
		Indicateur 3 b. Nombre de groupes de jeunes structurés et renforcés	0	60	134	+ 123,33 M
		Indicateur 3 c. Nombre de jeunes impliqués dans les actions de prévention de conflits portées par ou structurées autour des jeunes	0	3 000 jeunes	3 080 jeunes	+ 2,66 %
	<b>P31 Campagnes de plaidoyers et recours faits par les jeunes considérés par les autorités/décideurs</b>	Indicateur 3.1.1 Guide de plaidoyer/recours des jeunes pour la consolidation de la paix disponible	0	Cible : 1	0	0 %
		Indicateur 3.1.2. Nombre de Campagnes régionales et nationales de plaidoyer réalisées	0	Cible : 30	29	- 3,33 %
		Indicateur 3.1.3. Nombre d'institutions ayant pris des décisions par rapport au plaidoyer et au recours	:0	30 institutions	83	126,66 %
		Indicateur 3.1.4. : Nombre de mécanismes de lanceur d'alerte et de défenseurs de la paix fonctionnels	0	23	23	0 %
	<b>P32 : Actions communautaires de prévention et de réduction des risques de conflits mises en œuvre par les jeunes et les acteurs partenaires</b>	Indicateur 3.2.1. Nombre de jeunes formés en matière d'élaboration/gestion de projets		400	794	+ 98,5 %
Indicateur 3.2.2. Nombre de mini- projets de prévention de conflits mis en œuvre			81	81	0 %	
Indicateur 3.2.3. Nombre de visites- échanges			8	8	0 %	

L'objectif du résultat 2 portait sur la mise en place des actions de plaidoyers, recours et actions de réponses aux risques de conflits qui sont portées et mises en œuvre par les jeunes en collaboration avec les acteurs communautaires, après avoir bénéficié des différents processus de renforcement de capacité. Spécifiquement, il s'agit de : (i) Mener des Campagnes de plaidoyers et recours avec les jeunes auprès des autorités/décideurs et (ii) Appuyer et soutenir les actions communautaires de prévention et de réduction des risques de conflits mises en œuvre par les jeunes et les acteurs partenaires. La réalisation des activités du R2 a permis d'atteindre ces objectifs au niveau des six (06) régions du Sud, a sensibilisé 1468 jeunes et formé sur le principe et la méthode de CCAP, 612 jeunes qui ont réalisé l'évaluation de 338 services publics en réponse aux thématiques prioritaires. 276 services publics ont ainsi été améliorés à travers la mise en œuvre des recommandations formulées.

Le projet a pu finaliser toutes les activités relatives au Résultat 3 notamment la mise en œuvre des microprojets. Ce résultat a permis le renforcement des capacités de leadership et de plaidoyer des jeunes, ce qui a également forgé leur comportement à être des jeunes responsables soucieux d'une communauté en paix pour pouvoir mieux se développer. En termes de changements atteints suite aux actions de plaidoyer des jeunes, ils sont nombreux mais les plus pertinents sont : (i) le changement de comportement des autorités vis-à-vis des jeunes ; (ii) la prise de responsabilité immédiate par les autorités suite aux plaidoyers des jeunes (iii) l'augmentation de la capacité des jeunes à mobiliser les autorités, (iv) la prise de responsabilité concrète des jeunes sur des sujets communautaires et la reconnaissance de cet acte par les autorités et les communautés et en conséquence (iv) l'amélioration de l'image des jeunes et l'augmentation de leur influence au niveau des instances de décision et en milieu communautaire. Par ailleurs, ce résultat a permis d'adresser 19 facteurs de conflits qui ont été réduits par les actions de réponse portées par les jeunes. En outre, le résultat 3 a permis aux jeunes de se constituer en un réseau national de jeunes pour la consolidation de la paix et le développement pour poursuivre les actions du projet.

La mission d'évaluation a ainsi pu constater que l'efficacité est avérée, au regard notamment des résultats atteints.

### **Dans quelle mesure les changements observés en matière de paix et de prévention des conflits peuvent-ils être attribués au projet ?**

Il est difficile de mettre au compte du projet OBS MADA tous les changements observés en matière de paix et de prévention des risques à Madagascar. Néanmoins, il est avéré que le projet a contribué à ce changement avec :

- la mise en place de 24 cellules de veille dont 23 cellules de veille régionales et une (01) cellule de veille nationale, mises en place avec 628 acteurs impliqués qui au cours des 18 mois du projet, ont effectué l'enregistrement et le traitement de 3 047 signalements dans le SAP-PC dont 256 conflits, 1356 événements, 273 vulnérabilités envoyés, ce qui contribue activement à la prévention des risques des conflits ;
- L'implication, la sensibilisation et l'éducation de 2629 OSC sur les thématiques de paix et de prévention de conflits ;
- L'implication de **24 835 personnes** dans le SAP-PC, dont **18 099 jeunes** de moins de 35 ans (8112 jeunes hommes et 7764 jeunes femmes) ; 6 736 personnes ayant plus de 35 ans (3271 hommes et 3303 femmes) et 847 jeunes observateurs formés sur le SAP-PC et la consolidation de la paix dont 485 jeunes hommes et 362 jeunes femmes.
- **19 facteurs de conflits adressés/réduits** par les actions de réponse aux conflits portées par les jeunes ;

- **134 groupes de jeunes** structurés et renforcés avec **3080 jeunes dont 35% des jeunes femmes impliqués** dans les actions de prévention des conflits portés par ou structurés autour des jeunes ;
- **1 guide** de plaidoyer et **29 plans de plaidoyer** élaborés ;
- **29 campagnes de plaidoyer** mises en œuvre.
- **8 visites échanges** organisées ;
- **1 réseau national des jeunes** pour la consolidation de la paix et le développement mis en place et engagé pour poursuivre les actions du projet.

A l'appui de ce constat, 100% des partenaires de mise en œuvre indiquent que les changements observés en matière de paix et de prévention des conflits sont satisfaisants. C'est également le point de vue des administrations membres du comité de pilotage, qui indiquent néanmoins que la poursuite du projet est souhaitée afin de lui permettre d'atteindre un impact le plus large possible.

### **Dans quelle mesure les améliorations au niveau des services publics évalués dans le cadre du projet peuvent-elles être attribuées au résultat 2 ?**

Les améliorations au niveau des services publics évalués dans le cadre du projet peuvent être attribués au résultat 2. Ces améliorations résultent des mesures prises suite aux évaluations, aux affichages portant des messages anti-corruption, à la tenue des réunions périodiques incluant des sensibilisations du personnel contre à la corruption. En effet, les jeunes formés sur le principe et la méthode de CCAP ont réalisé l'évaluation de 338 services publics en réponse aux thématiques priorisées. Sur les 281 plans de recommandation élaborés à la suite de l'évaluation CCAP, 197 plans soit 70 % ont été appropriés par les services publics qui se sont engagés à les mettre en œuvre. L'évaluation des actions d'amélioration des services publics a été finalisée et les résultats ont démontré qu'une amélioration de 5 à 20 points a été rapportée pour l'ensemble des thématiques contrôlées. La thématique "foncier" dont l'évaluation a été faite auprès des services Topographie, Domaines et Guichets fonciers a enregistré le score le plus élevé variant de 18 à 20 points.

### **Dans quelle mesure le projet a contribué à l'amélioration et à la mise en place d'une gouvernance efficace et apaisée au niveau des régions cibles ?**

Dans le cadre du contrôle citoyen des actions publiques, les activités du projet OBS MADA ont permis grâce à l'engagement des jeunes des OSC, la sensibilisation, la formation des responsables des services publics et l'évaluation de ces services. Au total, 338 services publics au niveau des 6 régions du Sud ont été évalués et des recommandations formulées pour contribuer à l'amélioration et à la mise en place d'une gouvernance efficace et apaisée au niveau des régions cibles. Ces principales recommandations qui ont été prises en compte par les responsables des services publics portaient sur les aspects infrastructures et équipements matériels, que ce soit en termes de construction ou d'entretien ; l'amélioration/fluidification des informations et communications surtout vis-à-vis des usagers ; le renforcement des collaborations et coopérations entre les acteurs pour une meilleure synergie ; la transparence dans la gestion financière et la lutte contre la corruption ; le renforcement du personnel en termes de compétence mais également en termes d'effectif et de gestion rentable des ressources humaines et surtout le renforcement et la valorisation de l'engagement des jeunes dans le processus de suivi citoyen et responsable.

L'enquête auprès des bénéficiaires fait ressortir que la majorité des participants affirment que le projet OBS MADA a permis la mise en place d'une gouvernance efficace et apaisée au niveau des régions cibles. Selon les résultats obtenus de l'enquête, 77,14 % des répondants affirment avoir constaté une amélioration significative de la qualité des services de l'état, contre 22,86 % qui ne le pensent pas.

Tableau 5: Appréciation des populations sur l'amélioration de la gouvernance au niveau des régions cibles du projet

	Effectif	Pourcentage
Non	40	22,86 %
Oui	135	77,14 %
Ensemble	175	100,00 %

Source : Agora Consulting, 2024

Selon des récits de vie enregistrés sur le terrain, M. X de la région MENABE déclare : « le projet OBS MADA à travers le CCAP a permis une amélioration de la gouvernance. Dans la commune de BEFASI les actions menées par les jeunes CCAP ont permis d'améliorer la qualité des services au niveau de la mairie, ceci par un meilleur accueil, l'accélération des procédures, la diminution des tarifs des services communaux et la mise en place des boîtes de suggestions et de doléances dans les services de la mairie. Il y a vraiment un respect de l'utilisateur ».<sup>3</sup>

### **Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré de manière substantielle la dimension de genre et soutenu la consolidation de la paix sensible au genre et à la jeunesse ?**

Le projet dès sa formulation, comme tout projet PBF, a intégré la dimension genre en allouant 36,96 % de son budget au GEWE pour adresser les problématiques du genre, soit 554 357,39 USD. La réalisation des composantes laisse voir la prise en compte de la problématique du genre dans chacune des dites composantes. Les données issues de l'analyse documentaire font ressortir que les composantes 1 et 3 du projet ont eu des résultats sexospécifiés. Ces données sur la dimension genre dans la composante R1 font ressortir que sur une participation de 24 835 personnes, 11 429 ont été des femmes, soit un pourcentage de participation de 46,01 %. Ces données désagrégées par sexe et tranche d'âge impliquées dans le SAP-PC, se présentent comme suit : 18 099 jeunes moins de 35 ans dont 8112 jeunes hommes et 7764 jeunes femmes ; 6736 personnes ayant plus de 35 ans dont 3271 hommes et 3303 femmes ; Et 847 jeunes observateurs formés sur le SAP-PC et la consolidation de la paix dont 485 jeunes hommes et 362 jeunes femmes. Dans la composante 3, sur une participation de 3080 jeunes dans les actions de prévention des conflits portés par ou structurés autour des jeunes, 924 ont été des jeunes femmes, soit 35%. C'est ainsi que près de 12 507 jeunes femmes ont été engagées, sensibilisées, formées et outillées dans la prévention et la gestion des conflits, aux contrôles citoyens des actions et services publics.

Les résultats d'enquête auprès des parties prenantes révèle que 88,57 % des répondants estiment que la dimension genre a été prise en compte lors de la mise en œuvre du projet, tandis que 11,43 % ne partagent pas cet avis. Cette majorité suggère que le projet a intégré de manière substantielle la dimension de genre et soutenu la consolidation de la paix sensible au genre et à la jeunesse.

<sup>3</sup> Source : Données de terrain, Agora Consulting, Août 2024

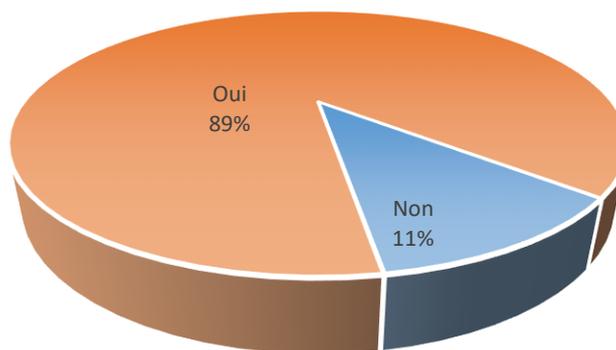


Figure 8 : Niveau de perception de l'intégration de la dimension genre dans le projet

Source : Agora Consulting, 2024

**Dans quelle mesure les parties prenantes ont-elles participé à la mise en œuvre du projet ? Cette participation contribue-t-elle à la réalisation des objectifs du projet, à la prise en compte des besoins des acteurs nationaux et des évolutions des priorités des partenaires ? Dans quelle mesure l'appropriation de la partie nationale se manifeste-t-elle ?**

Le projet OBS MADA a su réunir plusieurs catégories de parties prenantes dont l'administration centrale et les services déconcentrés de l'Etat, les OSC et les jeunes. Au niveau de l'administration, l'approche du projet a consisté à l'implication des structures clés (jeunesse et sport, gendarmerie, sécurité publique, population et protection sociale, etc.). Le projet a ainsi assuré un ancrage solide pour les interventions des jeunes.

Au niveau des OSC, le projet a su s'entourer pour implémenter les activités, de l'ONG RAVINTSARA, l'ONG IVORARY, l'Association SAFIDY, la Fondation Hirondelle/Studio SIFAKA, l'ONG AIM et de AVG qui sont des OSC qui ont une expérience en gestion des conflits et en consolidation de la paix. Outre ces OSC, le projet prévoyait la participation de 220 organisations locales sensibilisées et éduquées sur les thématiques de prévention de conflits. Tout au long des 18 mois de sa réalisation, le nombre des organisations locales touchées a été de 2 629 OSC sensibilisées, soit 12 fois l'objectif initial. Cela peut traduire une performance exceptionnelle, mais cela pourrait également révéler que la cible initiale avait été mal dimensionnée.

**Dans quelles mesures le projet a contribué au renforcement de capacités de la partie nationale et des OSC ? Les résultats/produits du projet sont-ils utilisés par les différents ministères impliqués et/ou d'autres partenaires afin de contribuer aux résultats à long terme ?**

Plusieurs activités du projet ont contribué au renforcement des capacités de la partie nationale et des OSC, à travers l'élaboration et la mise à leur disposition de cinq (05) manuels thématiques de CCAP (secteurs Foncier, Santé/EAH/Environnement, Administration communale, Sécurité, Jeunesse et Sports), d'un (01) guide de plaidoyer et vingt-neuf (29) plans de plaidoyer, à travers différentes formations, recyclages et renforcement des acquis réalisés et les outils de formations et guide pratique élaborés.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du CCAP, des recommandations ont été formulées après évaluation des différents services déconcentrés des ministères impliqués et des CTD. Au total, 338 services publics au niveau des 6 régions du Sud ont évalué et des recommandations formulées pour contribuer à l'amélioration et à la mise en place d'une gouvernance efficace et apaisée au niveau des régions cibles. Ces principales recommandations qui ont été prises en compte par les responsables des services publics portaient sur les aspects infrastructures et équipements matériels, que ce soit en termes

de construction ou d'entretien ; l'amélioration/fluidification des informations et communications surtout vis-à-vis des usagers ; le renforcement des collaborations et coopérations entre les acteurs pour une meilleure synergie ; la transparence dans la gestion financière et la lutte contre la corruption ; le renforcement du personnel en termes de compétence mais également en terme d'effectif et de gestion rentable des ressources humaines et surtout le renforcement et la valorisation de l'engagement des jeunes dans le processus de suivi citoyen et responsable.

### **Quels facteurs ont favorisé ou atténué, voire empêché la réalisation des résultats ? Quelles mesures de mitigation le projet a-t-il adopté face à ces facteurs de blocage ?**

Plusieurs facteurs ont concouru à la réalisation du projet OBS MADA. Avec entre autres :

- La capitalisation des expériences de l'Observatoire SAFIDY depuis l'identification des jeunes et les OSC à engager, leur implication aux activités de sensibilisation, mobilisation et formation ainsi que l'observation, le signalement et le rapportage des cas des conflits.
- Le recours aux formations en cascade qui à partir de 74 jeunes formateurs au niveau national en Décembre 2021, a permis d'atteindre les 736 jeunes formés dans le cadre des activités du projet, mais aussi l'activité de partage des formateurs au-delà de leur contrat et atteindre officieusement plus d'un millier de jeunes.
- L'utilisation des Technologie de l'Information et de Communication (TIC) est avérée à travers les signalements par les numéros verts, mais également dans la planification et l'organisation des activités ainsi que les échanges d'informations avec les jeunes via des réunions par visio-conférence.
- L'appropriation de toutes les étapes du processus par les jeunes à la base à travers leurs OSC et associations respectives, a permis non seulement de contribuer à la réalisation des résultats obtenus, mais également et surtout à la pérennisation des effets et impacts positifs qui seront promus au niveau des leurs organismes respectifs.

En termes de facteurs qui ont atténué la réalisation du projet, il faut noter d'une part, que le projet a enregistré des lenteurs dans les procédures de recrutement du personnel et des OSC, ainsi que des difficultés au niveau des procédures de décaissement (retards). Aussi, le remplacement d'environ 10 % des jeunes observateurs au cours du projet en raison de l'évolution de de leur situation de vie (mariage, étude, embauche, changement de domicile), a entraîné le délaissement de certaines zones pendant un certain temps, faute d'observateurs.

### **3.4. Efficience**

Le critère d'efficience vise à apprécier l'utilisation des ressources du projet. Il s'est agi de voir si les ressources/intrants du projet (fonds, expertise, temps) ont été converties de façon économe de manière à générer les résultats attendus.

#### **3.4.1. Le projet a-t-il offert un bon rapport qualité-prix ? Les ressources ont-elles été utilisées de manière efficace ?**

D'une manière générale, l'absorption financière du projet OBS MADA, à la fin du projet au 22 février 2023 accuse un taux satisfaisant de 98,77 % avec un montant total de décaissements de 1 469 945,095 USD sur les 1 500 000 USD alloués.

Tableau 6 : Répartition budgétaire par composante d'activités et par agence de mise en œuvre

Nombre de résultat/ produit	Formulation du résultat/ produit/activité	PNUD (budget en USD)	MSIS-tatao (budget en USD)	Total	Pourcentage (GEWE)
<b>RESULTAT 1 :</b>	<b>Les jeunes dans l'Observatoire Safidy mettent en place un système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits (SAP-PC)</b>				
<b>Produit 1.1:</b>	<b>Jeunes/OSC du Réseau SAFIDY et les acteurs institutionnels formés et outillés sur le SAP-PC</b>				
<b>Activité 1.1.1:</b>	Conduire une étude sur les facteurs de conflits et les rôles des femmes dans les résolutions des conflits			0	
<b>Activité 1.1.2:</b>	Sensibiliser/éduquer les jeunes sur différentes thématiques/messages de prévention de conflits	61 500	17 800	79 300	35%
<b>Activité 1.1.3:</b>	Conduire des séances de formations générales pour les jeunes sur la consolidation de la paix, le SAP-PC (et le CCAP)	22 000	8550	30 550	35%
<b>Activité 1.1.4</b>	Conduire des séances d'informations et de mobilisation des acteurs effectués par les jeunes au niveau district et au niveau régional	13 000	850	13 850	30%
<b>Produit 1.1 total</b>		<b>96 500</b>	<b>27 200</b>	<b>123 700</b>	<b>42 602,5</b>
<b>Produit 1.2:</b>	Le SAP-PC sont opérationnels au niveau de l'Observatoire				
<b>Activité 1.2.1</b>	Organiser/répartir et déployer les jeunes observateurs avec les outils	57 000	3400	60 400	40%
<b>Activité 1.2.2</b>	Conduire et rapporter le SAP-PC (Suivi-Observation régulier/trimestriel, Alertes selon événements par les Observateurs, Signalements/numéros verts par les citoyens) et diffuser les résultats.	165 000	7000	172 000	40%
<b>Activité 1.2.3</b>	Mise en place et opérationnalisation de Cellules de veille pour prendre les décisions/mesures de réponses par rapport au SAP-PC	20 000	850	20 850	40%
<b>Produit 1.2 total</b>		<b>242 000</b>	<b>11 250</b>	<b>253 250</b>	<b>101 300</b>
<b>RESULTAT 2 :</b>	<b>Les jeunes sont engagés dans les contrôles citoyens des actions publiques (CCAP) en faveur de la paix.</b>				
<b>Produit 2.1</b>	<b>Thématiques d'actions publiques à contrôler et à renforcer définies</b>				
<b>Activité 2.1.1</b>	Organiser des ateliers de concertations régionales pour prioriser et valider les actions publiques.	38 000	1000	39 000	35%
<b>Activité 2.1.2</b>	Organiser des séances d'informations/formations et mobilisation des jeunes pour les CCAP	34 000	3000	37 000	35%
<b>Produit 2.1 total</b>		<b>72 000</b>	<b>4000</b>	<b>76 000</b>	<b>26 600</b>
<b>Produit 2.2</b>	<b>Contrôles citoyens des actions publiques mises en œuvre</b>				
<b>Activité 2.2.1</b>	Capitaliser les acquis nationaux/internationaux et élaborer les outils/guide de formation de CCAP.	13 000	4850	17 850	25%
<b>Activité' 2.2.2</b>	Conduire des séances de formation pour les jeunes Safidy	0	42 680	42 680	40%
<b>Activité 2.2.3</b>	Organiser et accompagner les jeunes dans les CCAP et diffuser les résultats	0	72 975	72 975	40%
<b>Activité 2.2.4</b>	Elaborer, suivre et appuyer la mise en œuvre par les jeunes et les Institutions partenaires des plans de renforcement des capacités suite aux résultats de CCAP	0	9700	9700	40%
<b>Produit 2.2 total</b>		<b>13000</b>	<b>130 205</b>	<b>143 205</b>	<b>54 604,5</b>
<b>RESULTAT 3 :</b>	<b>Les plaidoyers, recours et actions de réponses aux risques de conflits portés par les jeunes ou structurés autour des jeunes sont renforcés</b>				
<b>Produit 3.1</b>	<b>Campagnes de plaidoyers et recours faits par les jeunes considérés par les autorités/décideurs</b>				
<b>Activité 3.1.1</b>	Elaborer des guides/outils et conduire des formations en plaidoyers et recours pour les jeunes	30 000	2400	32 400	40%
<b>Activité 3.1.2</b>	Accompagner les jeunes dans la mise en œuvre de leur campagne de plaidoyers et organiser des dialogues avec les autorités/décideurs	35 500	1200	36 700	40%
<b>Activité 3.1.3</b>	Accompagner les jeunes à déposer des recours auprès des Institutions	17 000	1600	18 600	25%

<b>Activité 3.1.4</b>	Appuyer les Institutions/Acteurs concernés à mieux traiter et répondre aux plaidoyers et recours faits par les jeunes	9000	1200	10 200	25%
<b>Activité 3.1.5</b>	Opérationnaliser le mécanisme de protection des jeunes LA et défenseurs de la paix	61 000	2400	63 400	25%
<b>Produit 3.1 total</b>		<b>152 500</b>	<b>8800</b>	<b>161 300</b>	<b>50 690</b>
<b>Produit 3.2:</b>	<b>Actions communautaires de prévention et de réduction des risques de conflits mises en œuvre</b>				
<b>Activité 3.2.1</b>	Conduire des formations pour les jeunes et les autres acteurs communautaires dans l'élaboration de projets de prévention des conflits adressant les recommandations des SAP-PC/ CCAP	52 000	2400	54 400	40%
<b>Activité 3.2.2</b>	Fournir des subventions, superviser/suivre les projets de prévention/résolution de conflits réalisés par les jeunes en collaboration avec les autres acteurs communautaires (Jeunes dans les structures/mécanismes de concertations, événements sportifs/Culturels suscitant les échanges et l'inclusion, etc.)	190 000	0	190 000	40%
<b>Activité 3.2.3</b>	Organiser des visites-échanges entre les jeunes	13 869,1589	1600	15 469,15888	40%
<b>Produit 3.2 total</b>		<b>255 869,159</b>	<b>4000</b>	<b>259 869,1589</b>	<b>103 947,6636</b>
<b>Sous-budget total du projet</b>		<b>1 121 495,33</b>	<b>280 373,83</b>	<b>1 401 869,16</b>	<b>-</b>
<b>Coûts indirects (7%) :</b>		<b>78 504,67</b>	<b>19 626,17</b>	<b>98 130,84</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>		<b>1 200 000,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>-</b>

### 3.4.2. Dans quelles mesures les ressources (fonds, personnel, temps, expertise, etc.) ont-elles été affectées de manière stratégique pour obtenir les résultats ? Est-ce qu'elles ont été utilisées de manière efficiente ?

Le budget alloué à la mise en œuvre du projet couvre l'ensemble des coûts des activités, des coûts d'investissements et des coûts de fonctionnement et de gestion de OBS MADA pour un montant total de 1 500 000 USD. Les allocations du PBF ont été versées en deux (02) tranches : (i) une première tranche de 65 % du budget total au démarrage du projet ; et (ii) une deuxième tranche de 35 % après que les 75% du montant de la première tranche soient engagés/décaissés dument justifiés dans le rapport de la période écoulée présenté au PBF.

Ce budget est réparti comme suit (voir graphique ci-après), suivant la nomenclature budgétaire du partenaire financier. Les rubriques budgétaires sont regroupées en 5 catégories : i) Frais d'équipe et dépenses du personnel, ii) Provisions, produits de base et matériels, iii) Equipement, véhicules et fourniture incluant leur valeur de perte, iv) Services contractuels, v) Déplacements, vi) Transferts et subventions aux homologues.

La rubrique Transferts et subventions aux homologues qui comprend les transferts faits au profit des acteurs institutionnels et aux partenaires de mise en œuvre, occupe la part budgétaire la plus importante : 55 % du budget total. La deuxième rubrique relativement importante (23 % du budget) est consacrée aux services contractuels. Ce sont les services sous-traités qui suivent le processus normal d'approvisionnement. Sont comptabilisés dans cette rubrique les contrats de service commercial. Les trois rubriques « frais généraux de fonctionnement », « Personnels et autre employés » et « Frais de déplacements », « Équipement, véhicules et mobilier » présentent des grandeurs similaires respectivement 5 % du budget du projet. Les dépenses « Fournitures, produits de base, matériels » représentent 2 % du budget est alloué.

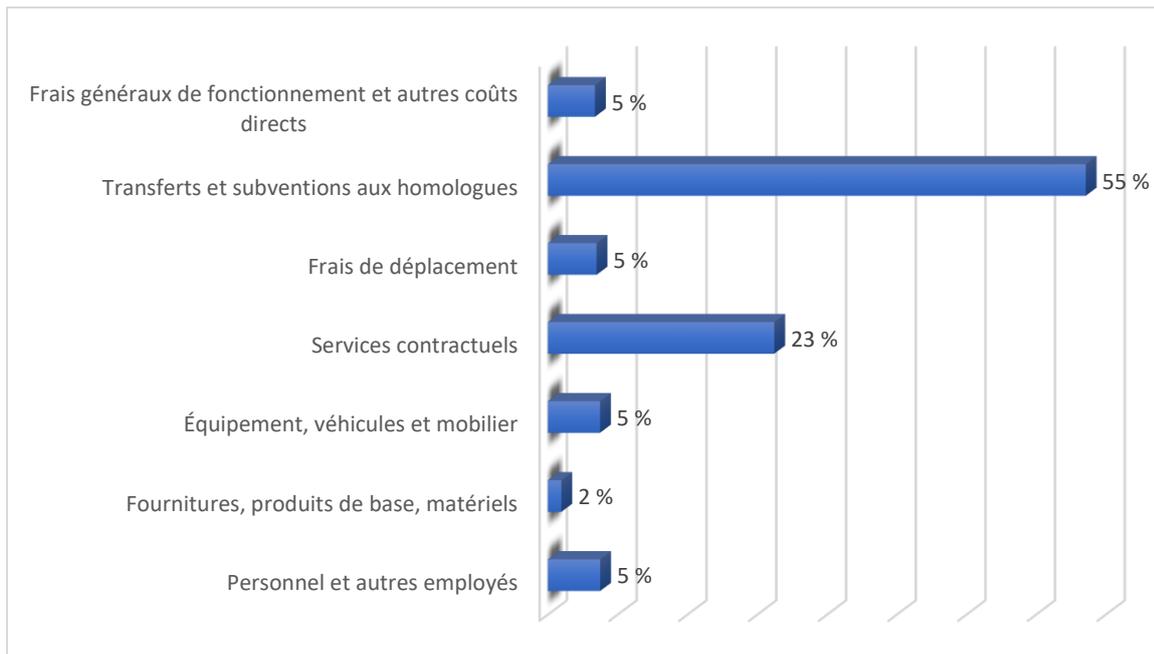


Figure 9 : Répartitions budgétaires réaménagées par catégorie et par agence de mise en œuvre

### 3.4.3. Dans quelles mesures les fonds et les activités du projet ont-ils été livrés dans le respect des délais ?

Les activités du projet n'ont pas été implémentées dans le respect des délais. En effet, lors de sa conception, la durée du projet était de 18 mois. Le projet OBS MADA dès son lancement en août 2021, a accusé des retards dans sa planification. Certains retards semblent avoir été causés en grande partie par les ajustements nécessaires aux opérations avec les partenaires de mise en œuvre d'une part et d'autre part par des lenteurs et des difficultés au niveau des procédures de décaissement. Ces difficultés auront sans doute contribué à la prolongation de six (06) mois du projet. Néanmoins, l'ensemble des activités a pu être conduit et, selon les entretiens et les rapports d'avancement, les résultats atteints l'ont été en respectant l'enveloppe prévue.

### 3.4.4. Dans quelles mesures les ressources prévues pour adresser les problématiques du genre ont-elles été utilisées de manière efficiente ?

Comme tout projet PBF, le projet OBS MADA a alloué 36,96 % de son budget au GEWE pour adresser les problématiques du genre et d'autonomisation des femmes soit 554 357,39 USD. Dès sa planification le projet a su intégrer l'aspect genre dans ses activités avec des indicateurs sexo-spécifiés. C'est ainsi que près de 12 507 jeunes femmes ont été engagées, sensibilisées, formées dans la prévention et la gestion des conflits, aux contrôles citoyens des actions et services publics.

La mission d'évaluation a pu constater la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du projet. Elle constate que les bons résultats obtenus par le projet sont sans commune mesure avec les ressources financières mobilisées. Cet excellent niveau d'efficacité pourrait s'expliquer par le fait que la stratégie de mobilisation conçue dès le début du projet, ait porté ses fruits. En atteste, la sensibilisation de 2629 OSC alors que l'objectif de départ était de 220, soit douze fois plus que le résultat attendu, en matière de la promotion de la paix et engagement des jeunes.

### 3.5. Impact d'OBS MADA

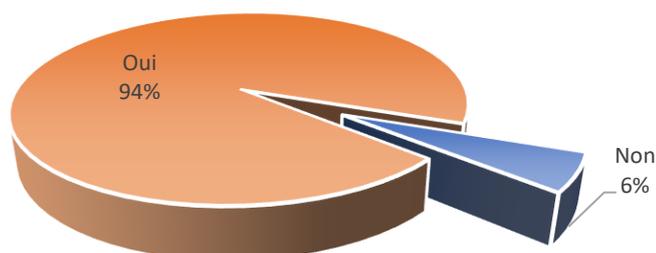
Il s'est agi ici d'apprécier les effets (positifs ou négatifs, souhaités ou non, immédiats ou différés) à long terme qui peuvent être en partie ou en totalité dus aux actions menées dans le cadre du projet. L'impact regroupe les résultats (effets directs totalement imputables à l'action) et tous les autres effets qui ne peuvent être imputés à celle-ci. La très grande majorité des personnes interrogées au niveau de la population (plus de 95% des personnes enquêtées), et la plupart des responsables des administrations locales, y compris les Forces de Défense et de Sécurité, ont répondu que la situation sécuritaire s'est améliorée dans leurs localités à travers le SAP - PC. Les questions évaluatives se présentent comme suit :

- Quels changements (ou signes précoces de changement) le projet a-t-il apporté au niveau du comportement, de la capacité et du leadership des jeunes hommes et femmes bénéficiaires ou dans la performance des organisations et/ou institutions appuyées ?
- Existe-t-il des preuves qu'une contribution significative a été apportée au résultat à long terme en matière de prévention des conflits, de consolidation de la Paix et aux résultats/objectifs globaux du projet.
- Les indicateurs révèlent-ils des progrès significatifs vers l'atteinte des objectifs de niveau supérieur du projet (résultats) ?
- Quels sont les effets et changements en termes de prise de décision ou de pratiques au niveau
- Des autorités locales après les actions de plaidoyer menées par les jeunes ?
- Quels sont les impacts et/ou les changements induits au niveau des jeunes et des communautés par à la suite des actions communautaires initiées / portées par les jeunes porteurs des projets ?

#### 3.5.1. Changements au niveau du leadership des jeunes hommes et femmes bénéficiaires dans la performance des organisations et/ou institutions appuyées

Un des points principaux qui a été promu dans le module de montage de projet communautaire est la recherche d'approches plus efficaces, plus innovantes en réponse aux enjeux sociaux, ainsi qu'une coopération institutionnelle plus effective. Cela a fait émerger plus d'actions comme les dialogues institutionnels, les plaidoyers, les coopérations directes avec les CTDs ainsi que les dialogues directs avec la population cible dans les éléments principaux des projets proposés. Conformément aux données collectées sur le terrain, les bénéficiaires indiquent que le projet a contribué significativement au renforcement du leadership et des capacités des jeunes (hommes et femmes).

L'enquête de terrain confirme que **le projet a eu un impact significatif sur le renforcement du leadership et des capacités des jeunes dans la communauté**. Une grande majorité des répondants (94,29%) estime que le projet a effectivement contribué à ce renforcement, contre seulement 5,71% qui pensent le contraire (Figure 7). Cela indique une perception largement positive des effets du projet sur le développement des compétences et du leadership chez les jeunes, tant hommes que femmes.



**Figure 10 :** Renforcement du leadership et des capacités des jeunes (hommes et femmes) dans les communautés

Source : Enquête terrain Agora Consulting, 2024

### 3.5.2. Changements de la situation sécuritaire des zones d'intervention du projet

Les régions dans la partie Sud de Madagascar ont bénéficié de la mise en place des cellules de veille multi-acteurs. La cellule de veille présente dans chaque région apporte des actions de réponse opérationnelles aux risques de conflit rapportées par les points focaux au niveau des différentes communes et districts d'intervention du projet.

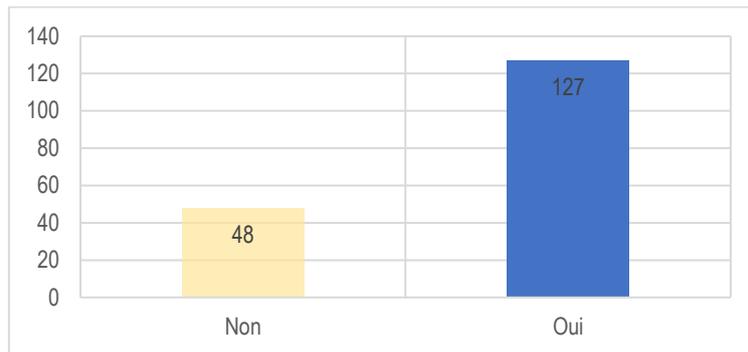
Après la mise en place du SAP-PC, l'on a observé un changement significatif chez les jeunes observateurs. Leur efficacité et leur crédibilité en matière de consolidation de la paix a pris de l'ampleur. Au fil du temps, le taux de pertinence des signalements reçus a augmenté, partant de 43% au début du projet jusqu'à 79%<sup>4</sup>. 3047 signalements ont été enregistrés dans le SAP-PC dont 256 conflits et 1356 évènements. 273 vulnérabilités ont été envoyées et traitées par les cellules de veille régionales et contribuent activement à la prévention des risques des conflits.

Grâce à ces jeunes observateurs, le dynamisme local a été renforcé par la création par exemple, d'alliances locales sur la promotion de la paix et le développement des jeunes. Dans les 10 régions visitées par la mission d'évaluation, les jeunes observateurs ont pris l'initiative de créer un réseau des jeunes ou une plateforme des jeunes. Les régions du Sud ont opté pour la redynamisation des associations de jeunes comme le Conseil Communal de la Jeunesse (CCJ) et le Conseil Régional de la Jeunesse (CRJ) rattaché au Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Par ailleurs, la mission d'évaluation a fait le constat selon lequel grâce aux différentes initiatives du projet, la situation sécuritaire dans les dix (10) régions visitées s'est améliorées. Cela se traduit par un abandon par certains jeunes des activités des Dahalo (bandits de grands chemins), une diminution des cambriolages et agressions dans les communes. Dans les régions du sud, les jeunes enrôlés dans les groupes des bandits Dahaloprennent de plus en plus conscience du fait que les actes tels que le vol de zébus, jadis considéré comme un acte « héroïque », dont les butins servaient « à attirer des femmes et les divertissements », certains ne sont pas avantageux pour eux et la communauté, car ils portent atteinte à la cohésion sociale, en même temps qu'ils constituent un délit puni par la loi. Le témoignage d'un Dahalo repentant est édifiant en ce sens, lorsqu'il dit : « quand j'étais Dahalo, je n'avais aucune stabilité, je me déplaçais tout le temps d'un endroit à un autre, je me cachais tout le temps. Maintenant je n'ai plus à le

<sup>4</sup> Rapport final ONG Ravintsara, Décembre 2022

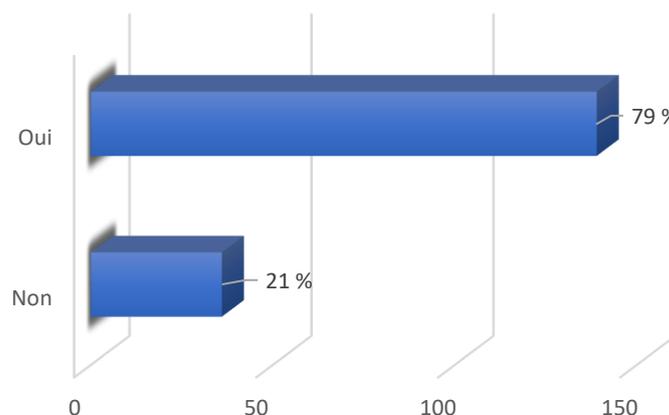
faire ». Ce jeune sensibilise désormais les jeunes sur les actions de paix et de cohésion sociale. Le projet par la mise en œuvre des activités du CCAP a effectué des évaluations auprès des services déconcentrés des ministères impliqués et des CTD et par la suite des recommandations ont été formulées. Au total, 338 services publics au niveau des 6 régions du Sud ont été évalués et des recommandations formulées pour contribuer à l'amélioration et à la mise en place d'une gouvernance efficace et apaisée au niveau des régions cibles. Les grands changements apportés par le projet OBS Mada, d'après les responsables communaux et les FDS dans les communes, districts et régions, résident dans la diminution sensible des actes de banditisme, de vol de zébu, de vol de vanille, la diminution des conflits liés au foncier et des conflits domestiques.



**Figure 11** : Pourcentage de répondants estimant que les activités menées ont permis la prévention des conflits et des événements conflictogènes

Source : Enquête terrain Agora Consulting, 2024

Il convient de relever comme l'indique la figure 8, que le projet a de manière significative contribué à la prévention et à la réduction des conflits. C'est ainsi que 72,57 % des répondants considèrent que les activités du projet ont contribué à la prévention des conflits et des événements conflictogènes, tandis que 27,43 % ne le pensent pas. De plus, la figure 9 indique que 79,43 % des répondants estiment que le projet a aidé à réduire les conflits dans la communauté, contre 20,57 % qui ne partagent pas cet avis. Ces résultats suggèrent que **le projet a joué un rôle important dans la promotion de la paix et la réduction des tensions au sein de la communauté.**



**Figure 12** : Pourcentage de répondants estimant que les activités menées ont permis la réduction des conflits et des événements conflictogènes

Source : Enquête terrain Agora Consulting, 2024

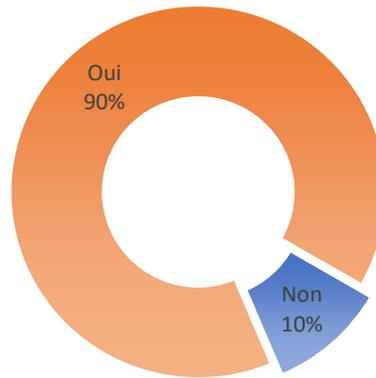
En dépit de ces efforts importants, Il faut relever que ces appuis ont peu profité au niveau décentralisé et déconcentré en raison de la faible implication des CTDs et des services techniques déconcentrés avant, pendant et après le projet et qui reste un facteur critique de succès très important. A ce sujet, le *turn over* très élevé des ressources humaines dans les différents services techniques déconcentrés constitue un handicap dans la capitalisation de l'expertise accumulée au fil du temps.

### 3.5.3. Changements en termes de prise de décision au niveau des autorités locales après les actions de plaidoyer menées par les jeunes

Les différentes campagnes de plaidoyer menées au niveau des 23 régions ont contribué à la création d'un espace de concertation entre les jeunes, les autorités et la communauté. Les 29 actions de plaidoyer au niveau des 23 régions ont incité les autorités et les décideurs à prendre leurs responsabilités, ce qui a conduit à une plus grande efficacité des actions menées. En réponse, 83 institutions ont participé à l'engagement, à la prise de décision et à la collaboration avec les jeunes, et 20 conventions de collaboration ont été signées. La plupart des autorités cibles ont également répondu favorablement aux actions de plaidoyer en faveur de la paix menée par les jeunes. De plus, des jeunes leaders formés et engagés dans les activités du SAP PC et du CCAP sont désormais considérés comme des leaders par les autorités et leur communauté.

Les jeunes et les OSC rencontrés ont indiqué à la mission d'évaluation que les populations, particulièrement à l'intérieur de l'île, sont peu portées à interagir avec l'administration, ont peur d'elle ou s'en méfient. Il s'agit probablement des réminiscences de la perception de l'administration coloniale, jugée froide et peu accessible par les populations. OBS Mada a permis de rapprocher l'Etat des jeunes et des communautés. Les jeunes se sont familiarisés à l'administration, ont appris à la connaître, ont apprivoisé certaines de ses procédures pour remplir des formalités administratives ou porter des plaidoyers pour le compte de la communauté. La communauté pour sa part a vu les jeunes interagir avec l'administration, donner l'alerte sur des situations précises, porter le plaidoyer et obtenir des résultats. **Cela a permis de changer le regard porté sur l'Etat, qui au niveau local et régional, dans la collaboration avec les jeunes OBS Mada, montre sa capacité à associer à sa mission de maintien de l'ordre une mission de service ou de contribution au développement.**

De plus, les résultats de l'enquête de terrain (cf figure 10) révèlent des impacts positifs sur le renforcement de l'autorité de l'État et la cohésion sociale. Le tableau 23 montre que 89,71% des répondants considèrent que le projet a contribué au renforcement de l'autorité de l'État, tandis que seulement 10,29% ne le pensent pas. De plus, le Tableau 24 indique que 92,57% des répondants estiment que le projet a aidé à renforcer la cohésion sociale dans leur localité, contre 7,43% qui ne partagent pas cet avis. Ces résultats suggèrent que le projet OBS MADA a eu un impact significatif dans la promotion de l'unité et de la stabilité au sein de la communauté.



**Figure 13** : Contribution du projet au renforcement de l'autorité de l'état

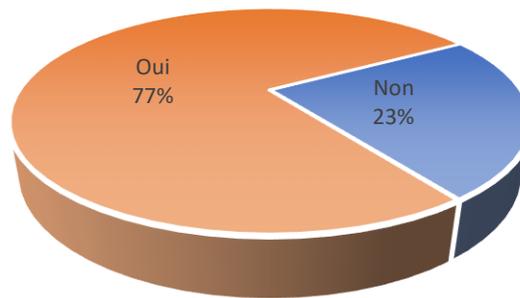
Source : Agora Consulting, 2024

### 3.5.4. Changements au niveau de la délivrance des services publics au niveau local

Les 29 plans de plaidoyer établis lors des formations ont servi de cadre pour les 29 campagnes de plaidoyer menées dans les 23 régions et les 6 anciennes provinces. Ces campagnes ont renforcé la crédibilité et la reconnaissance des jeunes dans leur communauté en tant que leaders engagés, responsables et soucieux des conditions de vie de leurs pairs. Les 158 organisations de la société civile impliquées directement dans ces campagnes ont contribué à renforcer la participation active des jeunes dans la vie publique en leur offrant des opportunités de s'exprimer, de se mobiliser et d'agir sur des questions d'intérêt public.

Tout ceci a amélioré les relations entre les jeunes et les autorités, favorisant une meilleure communication et une coopération plus étroite entre eux. Cette implication des jeunes a permis une reconnaissance et une appréciation accrues de leur leadership, de leurs besoins spécifiques et de la présence de leur voix dans la prise des décisions publiques. Les jeunes ont ainsi pu contribuer de manière significative à influencer positivement les actions et les choix des décideurs cibles. Les décisions prises, les améliorations apportées aux dysfonctionnements, ont entraîné au niveau des différents services déconcentrés des ministères impliqués et des CTD, des améliorations de la qualité du service rendu aux usagers. Ces améliorations portaient sur la transparence, la mise en place des standards de service et de communication sur le service et l'efficacité de l'organisation.

Les résultats issus de la collecte, font état de ce que 76,57% des répondants ressentent une nette amélioration dans la délivrance des services publics locaux, tandis que 23,43% ne partagent pas cet avis. Cette majorité suggère que les initiatives mises en place ont contribué à une perception accrue de justice et d'équité dans les services publics.



**Figure 14 :** Pourcentage de répondants estimant que les actions ont favorisé l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers

Source : Agora Consulting, 2024

### 3.5.5. Changements induits au niveau des jeunes et des communautés à la suite des actions communautaires initiées / portées par les jeunes porteurs des projets

Les changements induits au niveau des jeunes et des communautés à la suite des actions communautaires initiées ou portées par les jeunes porteurs des projets peuvent être répartis en trois (03) points :

- **La promotion de la cohésion sociale est l'un des changements induits à la suite des actions communautaires initiées/portées par les jeunes porteurs des projets**

A travers des actions communautaires initiées/portées par les jeunes, une collaboration a été faite entre des jeunes de 148 OSCs qui ont ainsi participé à la mise en œuvre des 85 initiatives sélectionnées et subventionnées. Ces collaborations ont permis de renforcer la cohésion des jeunes, d'améliorer leur capacité à travailler ensemble, à partager des ressources et à échanger des idées, et à formuler d'autres initiatives communautaires et de plaider plus pertinentes. Aussi, cette cohésion a été observable par les plateformes de réseaux sociaux mises en place par les régions, ce qui a permis des échanges continus au niveau des jeunes de la région, mais aussi au niveau interrégional. A travers le dernier pack de financement octroyé par le projet, OBS Mada a permis de renforcer les liens entre les jeunes, de mobiliser leur engagement à travers un réseau des jeunes de pairs éducateurs pour la paix structuré et mis en place dans l'ensemble des 23 régions de Madagascar.

Cette cohésion sociale passe aussi par les améliorations relationnelles entre les jeunes et leurs communautés, entre les jeunes et les autorités responsables et décideurs dans leur localité, par la création d'un environnement de confiance et plus inclusif où ces jeunes sont désormais considérés comme des acteurs et leaders dont les voix sont à prendre en compte.

- **Autonomisation des jeunes**

Les projets élaborés et portés par les jeunes montrent à suffisance leur autonomisation. En effet, 23% des projets sélectionnés et subventionnés ont traité de sujets tels que la gestion des ressources naturelles, la lutte contre la corruption dans les institutions publiques, la structuration des systèmes de « dina » ou l'amélioration des services publics notamment les services fonciers. La majeure partie (51%) des thématiques concerne les problématiques socio-économiques comme l'accès limité de la

communauté aux services publics de base et/ou au marché de l'emploi, qui constituent une vulnérabilité chronique de la population.

Plusieurs récits de vie recensés sur le terrain lors des entretiens individuels ou des focus groups, mentionnent que malgré les contraintes relevées, des dizaines de personnes sont passées d'une situation d'indigence voire de mendicité au micro-entrepreneuriat.

L'amélioration du cadre et des conditions de vie des jeunes est l'un des impacts principaux observés, à travers notamment la réduction de leur implication dans les conflits, le banditisme, l'insécurité et la violence. Ils ont eu l'opportunité de se faire entendre par les autorités et les décideurs à travers les signalements envoyés et traités au niveau de l'équipe centrale pour ensuite être transmis aux autorités compétentes afin de trouver des solutions adéquates. La mise en place du SAP-PC a permis de renforcer l'engagement citoyen de ces jeunes en leur permettant d'améliorer leur expérience en termes de communication, de participation dans la vie politique, économique et sociale, de promotion de la paix et de prévention des risques de conflits.

## Réduction de la violence et des tensions

Le projet OBS Mada a contribué à la réduction de la violence et des tensions. A travers les micro-subsventions octroyées par OBS Mada les jeunes ont implémenté plusieurs projets qui avaient pour but la prévention des conflits, la réduction des violences et des tensions. Parmi ces projets, le projet "Prévenir les conflits et tensions en milieu universitaire à travers le renforcement de capacité des leaders des associations des étudiants" qui a permis de prévenir et de réduire les conflits au sein du campus de l'Université de Majunga, à travers la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités de leadership et la mise en place de cet espace de dialogue interrégional qui a favorisé l'atténuation des barrières identitaires et culturelles entre les étudiants, ainsi que l'identification et la résolution des problèmes communs entre eux. L'initiation de cette action communautaire de prévention des conflits a significativement diminué les conflits entre les étudiants et a instauré une situation de paix et le vivre ensemble dans leur milieu commun.

### 2.1.1. Quels sont les changements opérés au niveau des relations des OSC entre elles, et entre les OSC et l'administration ?

Le projet OBS Mada implique outre MSIS TATAO, les OSC suivantes : Ong Ravintsara, Alliance Voahary Gasy (AVG), Action Intercoopération Madagascar (AIM), Ong Ivorany, Association Safidy, Association Hirondelle. Ces OSC, dans le cadre du projet, ont travaillé ensemble à la réussite d'un projet d'intérêt commun, en mutualisant leurs compétences. Cette expérience de travail collaboratif a été très utile d'après les acteurs, car ayant permis outre la coproduction du projet, d'apprendre les uns des autres. Cette expérience a été reconduite dans le cadre du projet IRF Tanora, (Jeunes femmes et hommes, acteurs du changement social engagés dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix à Madagascar), qui est un projet axé sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits en milieux communautaire et universitaire. Le volet universitaire de ce projet piloté par le PNUD en collaboration avec le consortium d'OSC composé de MSIS TATAO, AIM et AVG.

S'agissant des relations entre les OSC et l'administration, les parties prenantes indiquent qu'il y a traditionnellement une forme d'antagonisme entre les deux. OBS Mada qui fait interagir les OSC et l'administration, a permis un rapprochement entre ces derniers, même si beaucoup reste à faire.

## 3.6. Durabilité

Il s'agit ici d'évaluer la durabilité des résultats et des acquis du projet, notamment les changements positifs apportés par le projet.

Les membres de la communauté qui ont été interrogés sur la durabilité des résultats du projet, ont répondu favorablement à plus de 80%. Peut-on dire alors que les changements apportés par le projet sont acquis durablement ? La réponse à cette question n'est pas certaine et l'on pourrait même affirmer que c'est sur ce critère de durabilité que se trouve le maillon faible du projet. En effet, la plupart des personnes rencontrées lors de cette mission, plus particulièrement sur le terrain, pensent que sans continuité des activités initiées par le projet les acquis du projet peuvent être remis en question.

- Les conditions sont-elles réunies pour que les produits et les résultats du projet se poursuivent après la fin de l'intervention (financière, institutionnelle, juridique, technique et politique) ?
- Dans quelles mesures le niveau d'appropriation des parties prenantes représente-t-il un risque pour la pérennité des bénéfices du projet ?
- Dans quelle mesure les appuis apportés et mis en œuvre par le projet sont-ils appropriés par les jeunes ?
- Les mécanismes, les procédures et les politiques sont-ils en place pour permettre aux principales parties prenantes de pérenniser les résultats obtenus en matière d'égalité des sexes, de droits fondamentaux et de développement humain ?
- Les parties prenantes soutiennent-elles les objectifs à long terme du projet ?
- Dans quelles mesures les leçons apprises sont-elles en permanence documentées par l'équipe de projet et diffusées auprès des parties intéressées, qui pourraient bénéficier des connaissances acquises par le projet ?
- Quelles mesures pourraient-elles être adoptées pour renforcer les stratégies de désengagement et la durabilité ?

Pour une meilleure compréhension de la situation de l'après projet, l'approche de l'évaluation de la durabilité des grands résultats et acquis semble être plus pertinente tout en tenant compte des différentes questions majeures portant sur :

- Le niveau d'appropriation des différentes activités et des principes/mécanismes de leur mise en œuvre par les parties prenantes du projet ;
- Le niveau de soutien à long terme des parties prenantes décisionnelles au niveau central ;
- Les conditions pérennes en matière financière, institutionnelle, juridique, technique et politique.

### 3.6.1. Niveau d'appropriation des parties prenantes et risque pour la pérennité des bénéfices du projet

En ce qui concerne le niveau d'appropriation du projet par les parties prenantes, l'enquête de terrain rend compte de ce qu'un mécanisme d'appropriation a été mis en place lors de la mise en œuvre du projet ceci à travers des formations et sessions de renforcement des capacités en plaidoyer, recours et leadership. Cependant, elle a néanmoins constaté que le niveau de compréhension des jeunes était très disparate. A cet effet, le plaidoyer est confronté à un problème majeur, celui du manque de continuité des actions en raison non seulement de l'absence de financements mais aussi du changement d'acteurs clés impliqués dans le projet. Les informations recueillies sur le terrain révèlent que 54,86% des répondants (96 personnes) ont été formés en matière d'élaboration et de gestion de projets dans le cadre des activités de plaidoyers, recours et actions de réponses aux risques de conflits, contre 45,14% (79 personnes) qui ne l'ont pas été. Cette majorité formée montre à suffisance qu'un effort d'appropriation a été fait, ceci au travers du renforcement des compétences des participants. Par ailleurs, les acquis, les bonnes pratiques et les leçons apprises du projet ont été à chaque fois capitalisés et partagés aux différents acteurs impliqués à tous les niveaux pour poursuivre les démarches de pérennisation des acquis. On peut citer entre autres les rapports de suivi des OSC partenaires de mise en œuvre.

L'enquête de terrain révèle à cet effet, la répartition presque égale des répondants quant à leur formation et équipement sur le système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits (SAP-PC), avec 50,57% (88 personnes) n'ayant pas été formées et 49,43% (86 personnes) l'ayant été. Cette parité indique que, bien que des efforts significatifs aient été faits pour former les individus, il reste encore une proportion importante de personnes qui n'ont pas bénéficié de cette formation, soulignant un besoin potentiel d'élargir les programmes de formation pour atteindre une couverture optimale.

Les chiffres obtenus de l'enquête de terrain montrent que 61,71% des répondants (108 personnes) ont été sensibilisés au système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits (SAP-PC) pour la consolidation de la paix, tandis que 38,29% (67 personnes) ne l'ont pas été. Cette majorité indique que la sensibilisation au SAP-PC est relativement bien répandue parmi les enquêtés, mais il reste une proportion significative de personnes qui n'ont pas encore bénéficié de cette sensibilisation, soulignant un besoin potentiel d'élargir les efforts de sensibilisation pour atteindre une couverture plus complète.

En outre, l'appropriation des populations sur les actions du projet liées aux contrôles citoyens des actions publiques (CCAP), révèle que 61,39% des répondants (62 personnes) ne connaissent pas lesdites activités, et seulement 38,61% (39 personnes) en ont connaissance.

Tableau 7 : Connaissance des activités du projet OBS Mada liées aux contrôles citoyens des actions publiques (CCAP) en faveur de la paix

	Effectif	Pourcentage
Non	62	61.39
Oui	39	38.61
Ensemble	175	100.00

Source : Agora Consulting, 2024

### 3.6.2. Fonctionnement durable des structures mises en place par le projet et soutien accordé par les procédures et politiques gouvernementales

Le projet OBS Mada et ses interventions sont en adéquation avec les politiques et les axes stratégiques nationaux notamment : la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ), Politique Générale de l'État (PGE) et le plan stratégique de l'« Initiative pour l'Émergence de Madagascar » 2019-2023. A cet effet, il convient de dire que ses actions ou résultats sont susceptibles de fonctionner durablement.

Actuellement, le réseau OBS-Mada est mis en place et opérationnel pour la pérennisation des activités du projet. Comme stratégie de pérennisation, toutes les associations des jeunes appuyées par le projet sont déjà structurées dans une plateforme ou réseau OBS-Mada pour continuer l'action du projet. Cette structure est encore opérationnelle : les jeunes font encore des signalements quand il y a des conflits ou des problèmes d'insécurité. Depuis que les jeunes ont actuellement des relations avec les autorités locales, les activités sur le SAP-PC pourraient toujours être faites de façon continue. Cependant, la pérennisation des activités reste encore un défi important pour les parties prenantes.

Au regard de ce qui précède, il convient de dire que le fonctionnement durable des structures en place passe par le renforcement des capacités des acteurs appuyés lors de la mise en œuvre du projet, notamment les jeunes, les réseaux des jeunes, les OSC, les services publics, les institutions publiques au niveau national et local, ainsi que par la mobilisation de ressources financières suffisantes, y compris pour intéresser les jeunes. Le projet ayant une durée déterminée, ces actions pourraient être pérennisées dans le cadre d'une structure gouvernementale dédiée.

### 3.6.3. La pérennisation des changements générés par le projet

L'enquête de terrain révèle que 54,29% des répondants (95 personnes) ne connaissent pas les micro-projets de prévention des conflits mis en œuvre dans leur région, tandis que 45,71% (80 personnes) en ont connaissance. De plus, 72% des répondants (126 personnes) n'ont pas participé à la mise en œuvre de ces micro-projets, contre 28% (49 personnes) qui l'ont fait. Enfin, elle révèle que 62,64% des répondants (109 personnes) sont satisfaits des résultats des activités de plaidoyers, recours et actions de réponses aux risques de conflits auxquelles ils ont participé, tandis que 37,36% (65 personnes) ne le sont pas. Ces résultats soulignent l'importance de renforcer la communication et l'engagement des participants afin d'améliorer la connaissance et la participation aux micro-projets, tout en continuant à évaluer et ajuster les activités pour accroître la satisfaction globale.

Par ailleurs, le risque lié au manque de ressources financières pour poursuivre les actions de plaidoyer déjà initiées est une préoccupation majeure pour la pérennité du projet. Si certains projets du PNUD poursuivent des activités antérieurement menées par OBS Mada, il n'en reste pas moins qu'il y a nécessité impérieuse de pérenniser les acquis, idéalement dans le cadre d'une structure gouvernementale, capable de mobiliser les ressources suffisantes tant au niveau de l'Etat que de ses partenaires techniques et financiers.

**Si de manière théorique, on peut postuler la durabilité des résultats et des acquis du projet OBS Mada, il convient, en pratique, de constater qu'il existe un risque important de perte des acquis.**

Ce serait dommage car le projet OBS Mada a préfiguré avant la lettre, une initiative de service civique national de participation au développement portée par les jeunes.

Au regard des éléments sus-évoqués, **la mission d'évaluation estime que la durabilité des résultats et des acquis est relativement compromise.**

Un autre risque de perte des acquis est relatif à la mobilité des jeunes OBS Mada. En effet, les jeunes mobilisés sont sans activité professionnelle stable, ce qui les rend disponibles pour ces activités de bénévolat. Lorsqu'ils trouvent un emploi, lorsqu'ils changent de localité à la quête de mieux-être ou lorsqu'un changement majeur intervient dans leur situation de vie (mariage, naissance d'enfant, etc.), leur engagement est réduit ou cesse définitivement selon le cas.

### 3.7. Aspects transversaux (Genre, Equité et Droits Humains)

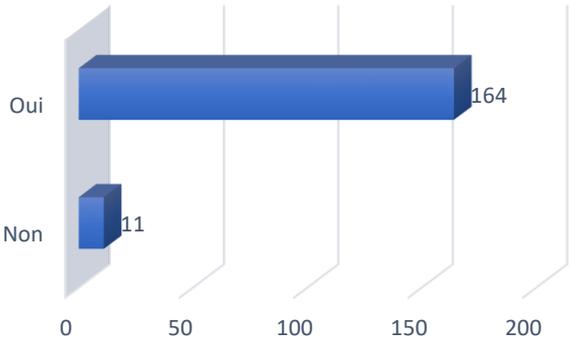
Dans quelles mesures l'aspect genre, jeunesse, l'égalité des sexes et la prise en compte de l'inclusion ainsi que les droits de l'homme et la sensibilité aux conflits ont-elles été prises en compte dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du projet ?

#### 3.7.1. Aspect genre et égalité des sexes dans la mise en œuvre du Projet OBS MADA

Dans un projet de consolidation de la paix et de cohésion sociale, la considération du genre et l'implication des femmes devraient être un des principaux facteurs clés de succès. Cette implication va en droite ligne des visées du Plan Emergence Madagascar, notamment le Velirano 8 qui cible l'appui aux jeunes, aux femmes et aux personnes vulnérables. A plus forte raison pour le projet OBS Mada, quand on sait que dans la zone cible du projet, les femmes sont parmi les principales victimes directes ou indirectes des conflits et violences, notamment les violences basées sur le genre.

Dès sa planification le projet a su intégrer l'aspect genre dans ses activités avec des indicateurs sexo-spécifiés. C'est ainsi que près de 12 507 jeunes femmes ont été engagées, sensibilisées, formées dans la prévention et la gestion des conflits, aux contrôles citoyens des actions et services publics. Les investigations montrent que le projet a mis en place des mécanismes de participation inclusifs pour les

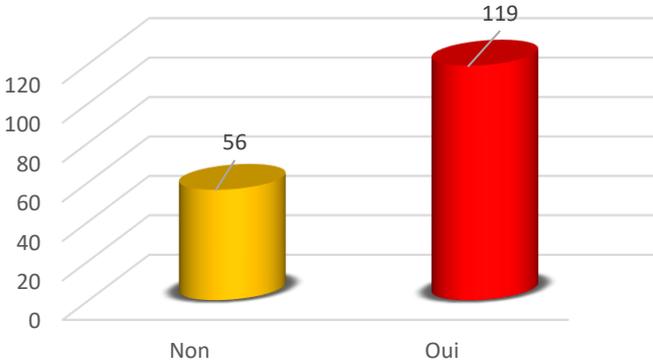
femmes et les personnes vulnérables. La grande majorité des répondants (93,71%) confirme l'existence de tels mécanismes, contre seulement 6,29%. Cela indique une forte intégration de la participation des groupes vulnérables dans le projet, favorisant ainsi une approche inclusive et équitable.



**Figure 15 :** *Appréciation de la participation des femmes et des personnes vulnérables au projet*

**Source :** Agora Consulting, 2024

L'enquête de terrain rend également compte de ce que 68% des répondants considèrent que les acteurs des différents dispositifs mis en place par le projet sont sensibles aux problématiques liées au genre et à l'égalité des sexes, contre 32% qui ne le pensent pas. Bien que la majorité soit positive, il reste une proportion notable de répondants qui perçoivent une faible sensibilité à ces problématiques, indiquant un domaine potentiel d'amélioration pour le projet. Ce point de vue a en outre été exprimé par les responsables du Ministère de la Population et des Solidarités.



**Figure 16 :** *Prise en compte des aspects transversaux par les membres des différents dispositifs*

**Source :** Agora Consulting, 2024

Dans la région de la Haute Matriatra, le projet a été mis en œuvre dans cinq districts : Lalagina, Vohibato, Fianarantsoa, Ambalavao, et Isandra, sous la supervision d'une femme. Le nombre total de participants dans cette région est de 30, répartis comme suit : 12 à Lalagina, 3 à Vohibato, 6 à Fianarantsoa, 5 à Ambalavao, et 4 à Isandra. Parmi ces participants, 15 sont des femmes, et 13 sont des hommes, dont une personne en situation de handicap. Les bénéficiaires se sont fortement impliqués dans les trois principaux résultats.

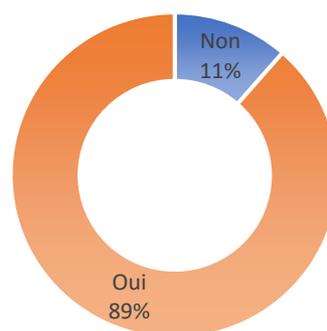
Dans la région d'Antsimo Andrefana, les activités se sont concentrées dans les districts de Toliara II et Sakaraha, sous la supervision d'un homme et d'une femme. Au total, 42 personnes ont participé au projet dans cette région, avec une répartition de 27 participants à Toliara II et 15 à Sakaraha. Parmi eux, 15 sont des femmes, et 27 sont des hommes.

En ce qui concerne la région d'Ihorombe, le projet a été mené dans les districts d'Ihosy et d'Ivohibe, sous la supervision d'une femme. Les participants dans cette région se composent de 10 femmes et 2 hommes, dont une personne en situation de handicap.<sup>5</sup>

### 3.7.2. Considération des aspects genre, égalité des sexes, autonomisation des femmes et droits humains dans la conception du projet

Dans la conception du OBS Mada l'aspect genre, l'égalité des sexes, les droits humains et l'autonomisation des femmes ont été bien considérées au regard du document projet (PRODOC) et des termes de référence pour les entités partenaires chargées de mettre en œuvre du projet. La problématique de la VBG constitue également un volet important dans ces différents documents stratégiques (Politique Générale de l'Etat). La population notamment celle vulnérable ressent plus d'équité et de satisfaction sur les réponses à leurs problèmes, puisqu'elle peut désormais vaquer à leurs occupations (champs et petits commerces) dans la liberté, le calme et la quiétude. Avant la mise en œuvre du projet, des études/enquêtes ont été menées pour identifier les problèmes sécuritaires dans les régions avec des descentes au niveau des fokontany. Il en est ressorti de cette enquête que le taux de chômage élevé est la principale cause d'insécurité.

En ce qui concerne l'intégration des aspects transversaux, la figure 14 révèle que 88,57% des répondants estiment que ces aspects ont été systématiquement pris en compte dans la formulation des résultats et des activités du projet, tandis que 11,43% ne partagent pas cet avis. Cette majorité suggère que le projet a accordé une attention particulière à ces questions, contribuant ainsi à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.



**Figure 17 :** Pris en compte des aspects transversaux dans la conception du projet

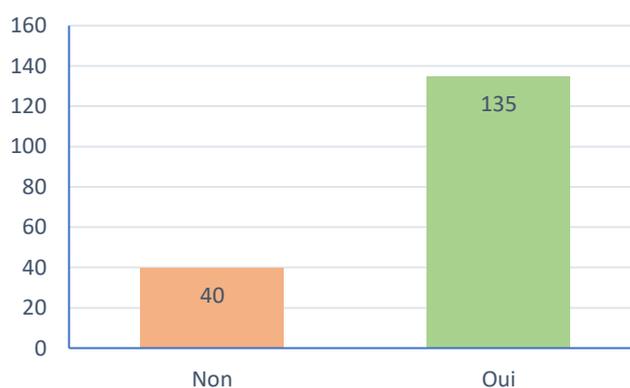
**Source :** Agora Consulting, 2024

<sup>5</sup> Source : Données de terrain, Agora Consulting, Août 2024

### 3.7.3. Aspects genre, égalité des sexes et droits humains dans les stratégies d'intervention des partenaires de mise en œuvre

Quant à la prise en compte des questions de genre et de droits humains, le SAP-PC a privilégié particulièrement la participation, de près ou de loin, des femmes et des groupes vulnérables : les personnes en situation de handicap et les personnes en situation de pauvreté (PSH ou PSP). En effet, ces groupes de personnes sont généralement marginalisés dans la société et ne peuvent pas s'épanouir pleinement dans la communauté. À l'issue des activités de sensibilisation sur la promotion de la paix effectuées par les jeunes observateurs, les femmes représentent 49,66 % des personnes sensibilisées. Par ailleurs, 242 femmes participent directement en tant que suivi-observateur des risques de conflits dans le SAP-PC soit 40,81%<sup>6</sup> des observateurs et 10 femmes sur 23 sont des points focaux régionaux. Les associations de femmes ou associations dirigées par des femmes ou des jeunes ont été privilégiées tout au long des activités du SAP-PC à commencer par la sélection des OSC des observateurs, aux activités de sensibilisation et de mobilisation, lors de la mise en place de la cellule de veille multi-acteurs. Il en est de même pour les groupes vulnérables tels que les PSH, PSP. Comme preuve, la plupart des 23 cellules de veilles régionales mises en place ont intégré les associations de femmes, les associations ou plateforme de jeunes, les associations ou plateforme des personnes en situation de handicap dans la composition des membres de leur noyau dur qui n'est autre que le comité de pilotage de la structure et assure la coordination de toutes ses activités. Les femmes ont représenté plus 35% du nombre total des membres du noyau dur, un taux significatif pour les 23 régions confondues. Pourtant, au cours de la mise en œuvre du projet, il est à noter que pour certaines régions notamment dans le Sud (Androy, Atsimo Atsinanana, Atsimo Andrefana la mobilisation des jeunes femmes se heurte à des difficultés liées à la culture locale, d'après certains répondants.

Les résultats du tableau ci-dessous montrent que la majorité de la population, en particulier les plus vulnérables, ressent une plus grande équité et satisfaction quant aux réponses à leurs besoins. Selon ce tableau, 77,14% des répondants estiment que leurs besoins sont mieux pris en compte, contre 22,86% qui ne le pensent pas. Cela traduit une perception positive des efforts déployés pour répondre aux besoins des populations vulnérables.



**Figure 18 :** Appréciation des populations sur l'équité dans la mise en œuvre du projet

**Source :** Agora Consulting, 2024

<sup>6</sup> Source: Rapport Final Fondation Hirondelle – Studio Sifaka OBS MADA

Selon des récits de vie enregistrés sur le terrain, M. X de la région Y déclare : « Dans le service d'état civil de la commune, le microprojet se concentre sur le respect des droits de l'homme et autres. Auparavant, le secrétaire d'état civil arrivait souvent en retard et était parfois absent, ce qui entraînait de nombreuses plaintes de la part des citoyens. Grâce au microprojet et aux actions menées par les points focaux, le secrétaire arrive désormais à l'heure. »

Selon Rasoafara Bertine, point focal du district d'Ihosy :

« Les distributions de vivres (TOSIKA FAMENO, VATSY TSINJO, etc.) effectuées par le gouvernement sont désormais mieux contrôlées. Auparavant, certains citoyens les plus vulnérables, tels que les personnes handicapées et les femmes ayant plus de cinq enfants sans mari, n'avaient pas accès à ces aides. Cependant, grâce au microprojet et aux actions menées par les points focaux, les vivres sont à présent répartis parmi ceux qui en ont le plus besoin. Un témoignage d'une personne handicapée, qui n'avait pas reçu de vivres lors d'une distribution dans la commune urbaine d'Ihosy (district d'Ihosy, région d'Ihorombe), souligne que les bénéficiaires du projet OBS-Mada l'ont aidée à en obtenir. »

Selon DIANELA Eliasy Cinna, point focal de la région Haute Matsiatra :

« Dans la procédure habituelle, les bénéficiaires du projet OBS-Mada (TAD, TAC, TAF, etc.) ne font que signaler les faits aux partenaires et aux autorités compétentes. Cependant, dans le district d'Isandra, région Haute Matsiatra, après la disparition d'un enfant, les bénéficiaires du projet ont fait un signalement. Mais, étant donné que le traitement des plaintes dure environ trois mois, ils ont pris l'initiative de travailler avec les forces de l'ordre locales pour rechercher l'enfant. Résultat : deux jours après l'événement, l'enfant a été retrouvé sain et sauf. »

### 3.7.4. Inclusion et autonomisation des femmes

Les femmes sont souvent les principales victimes de la discrimination et de l'injustice dans la société. Parmi les 549 personnes qui ont directement participé aux campagnes de plaidoyer, 415 étaient âgées de 35 ans ou moins, dont 41% étaient des femmes. Cette forte proportion témoigne d'une nette amélioration de leur intégration dans les différents processus décisionnels, rendant ces derniers plus équilibrés et inclusifs. Les femmes ont été également représentées comme leaders des campagnes, représentant 41% des leaders dans les 23 régions, et ont démontré une participation active aux différents dialogues menés durant les initiatives de plaidoyer. Leurs expériences leur ont permis de développer leur capacité de leadership, renforçant ainsi leur acceptation en tant que promoteurs de la paix au sein de leur communauté.

## ASPECTS IMPORTANTS A CONSIDERER ET A ANALYSER OBLIGATOIREMENT DANS LE CADRE DE L'EVALUATION FINALE DES PROJETS FINANCES PAR LE PBF :

### 1) Sensibilité aux conflits :

#### - Le projet avait-il une approche explicite en matière de sensibilité aux conflits ?

La sensibilité aux conflits est une approche qui permet de s'assurer que les interventions ne contribuent pas involontairement aux conflits, mais permettent plutôt de renforcer les possibilités de paix et d'inclusion. Le projet avait une approche explicite sensible au conflit. En effet, les principales étapes de la sensibilité aux conflits ont été suivies. Dès la planification du projet, des OSC/jeunes œuvrant dans la consolidation de la paix et d'autres thématiques ont été consultés à travers des réunions organisées au niveau national et dans les régions cibles. Au total, 13 réunions avec les jeunes ont permis de réunir 193 participants dont 55,44% des jeunes et 63,73% des femmes. 107 jeunes bénéficiaires du projet PBF Tano Mafy dont 58,87% des femmes ont été également consultées à Antananarivo étant donné que les 03 OSC promotrices du projet sont déjà engagées dans l'Observatoire et que ces jeunes de Tano Mafy se réunissent régulièrement pour des formations/échanges dans le bureau de Safidy. Ces consultations

auprès des jeunes ont permis de collecter leurs compréhensions des principaux conflits ou risques de conflits dans les régions, leurs analyses des causes de ces conflits et leurs propositions d'actions pour les prévenir et/ou les résoudre.

Aussi, le projet OBS Mada avait une approche explicite en matière de sensibilité aux conflits par la contribution aux différentes politiques de l'état et aux axes stratégiques nationaux notamment : la loi portant Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ), la Politique Générale de l'État (PGE) et le plan stratégique de l'« Initiative pour l'Émergence de Madagascar » 2019-2023.

Enfin, l'initiative proposée complète les projets de consolidation de la paix mis en place à Madagascar puisqu'elle s'appuie sur les réalisations de mise en valeur et de responsabilisation de la jeunesse en tant que leaders, acquises par le biais d'initiatives pilotes financées par le PBF au travers des projets réalisés à Madagascar.

- Les capacités internes des agences d'exécution étaient-elles adéquates pour garantir une approche continue sensible aux conflits ?

Le PNUD et MSIS TATAO sont les principales agences récipiendaires directes. De par leurs mandats et leur présence sur le terrain, ces deux agences ont facilement atteint les principales cibles du projet. Elles ont été d'accord pour la mise en œuvre du projet OBS Mada basé sur les forces de chaque partie : (i) le PNUD ayant les expériences de renforcement des institutions de la consolidation de la paix ; (ii) MSIS-Tatao avec Safidy ayant observé les élections dans les 22 régions de Madagascar. Le réseau de jeunes de Safidy, un levier de participation et de leadership de jeunes en tant qu'acteurs de changement pour la consolidation de la paix. De plus, pour la mise en œuvre du projet OBS Mada, MSIS Tatao a su s'entourer des OSCs jeunes formées et pétries d'expérience dans le domaine de la gestion des conflits, de la consolidation de la paix, de la promotion de l'équité et de l'accès des jeunes aux services et aux ressources, de la participation des jeunes dans les décisions, de la transparence et du dialogue entre jeunes et autorités. De surcroît, MSIS Tatao avait la capacité de préfinancer certaines activités, ce qui a atténué l'impact du retard de la mise à disposition des fonds, compte tenu de la complexité des procédures du PNUD.

## 2) Effet catalytique :

- Le projet OBS Mada a-t-il été financièrement et/ou programmatiquement catalytique ?

En conformité avec les critères de financement du PBF, le projet a joué un bon rôle de catalyseur en renforçant le leadership des jeunes de l'Observatoire SAFIDY pour qu'ils deviennent des promoteurs de la paix reconnus par les autorités et crédités de la confiance des communautés, grâce à un appui holistique et multidimensionnel, pour rendre l'environnement social et politique plus favorable aux jeunes. Comme effet catalytique non financier, on pourrait citer la mise en place et l'opérationnalisation des cellules de veille et les campagnes de plaidoyer dans les 23 régions. Ces actions ont permis de renforcer les stratégies régionales en matière de consolidation et de pérennisation de la paix et de responsabiliser les autorités régionales et locales dans la priorisation de la question de prévention des conflits.

Les ressources financières du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) ont-elles été utilisées pour étendre d'autres travaux de consolidation de la paix et/ou ont-elles contribué à créer des plates-formes plus larges pour la consolidation de la paix ?

Les financements obtenus par le PBF ont été utilisés pour étendre d'autres travaux de consolidation de la paix. Les entretiens semblent indiquer que les résultats et l'approche du projet ont suscité l'intérêt de certains partenaires techniques et financiers (UNICEF et UNFPA). Ce constat pourrait se traduire par la poursuite de certaines activités ou leur reproduction dans d'autres projets et initiatives (IRF Tanora). Aussi, les fonds du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) ont contribué à créer des plates-formes plus larges pour la consolidation de la paix. Ceci par le regroupement des jeunes du projet OBS Mada au sein d'un réseau de pairs éducateurs pour la paix qui leur a permis de renforcer les liens avec les autres jeunes et de mobiliser l'engagement des autres jeunes également. Le projet IRF Tanora a fait recours au réseau des jeunes mis en place par le projet OBS Mada en vue de reproduire les résultats du projet dans d'autres régions.

## V. CONCLUSION

### 5.1. Pertinence

Le projet OBS Mada a su de manière pertinente aborder les facteurs de conflit et les éléments contribuant à la paix identifiés dans une analyse de conflit, ceci par des objectifs clairs et réalistes, à travers le choix des parties prenantes du projet dès son élaboration, par les méthodes et techniques choisies et mises en œuvre, et enfin par la mise en place d'un système de suivi-évaluation des activités.

La mission d'évaluation a rencontré les autorités administratives (Gouverneurs, Préfets), ainsi que les responsables des services déconcentrés des ministères partenaires des Régions et districts d'intervention échantillonnés. Ces acteurs indiquent que le projet OBS Mada a effectivement pris en compte les besoins des bénéficiaires. S'agissant des services centraux, 100% des acteurs institutionnels rencontrés à Antananarivo ont indiqué que la pertinence du projet est avérée. Le Ministère chargé de la Jeunesse indique que le projet contribue à la satisfaction d'un besoin de participation citoyenne des jeunes, tandis que le Ministère de la Population estime que la pertinence d'OBS Mada réside en ce qu'il contribue à tirer profit du dividende démographique. Au niveau du Ministère de la Sécurité Publique, le projet est jugé pertinent en ce qu'il contribue, à travers le renseignement prévisionnel (SAP PC), à satisfaire le besoin de paix et de sécurité dans les zones d'intervention. Si le CCAP a parfois été mal perçu au départ, les administrations indiquent que sa pertinence est néanmoins avérée, car il répond à un besoin de transparence et d'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers de l'administration.

Du point de vue des communes, exprimé par 100% des maires rencontrés, l'adéquation des projets menés dans le cadre du R3 aux besoins des bénéficiaires exprimés dans les PCD est avérée, ce qui témoigne de la pertinence du projet OBS Mada.

Les échanges avec les jeunes révèlent leur satisfaction en ce qui concerne la pertinence des objectifs du projet OBS Mada et l'adéquation avec leurs besoins de participation citoyenne, de volontariat, d'amélioration de la gouvernance, de consolidation de la paix, etc. Bien qu'ils affirment qu'ils n'ont pas été associés dans la conception du projet, ils sont 94% à trouver que les activités du projet OBS Mada sont pertinentes.

Pour l'ensemble des OSC rencontrées, la pertinence du projet est avérée. En effet, celui-ci « est aligné sur les politiques nationales » et répond à une « demande forte de paix, de sécurité et de cohésion sociale ».

## 5.2. Cohérence

Le projet est cohérent avec les priorités du PNUD et ses missions à Madagascar. En effet, OBS Mada a redynamisé et relancé l'un des trois (03) domaines d'intervention du PNUD qui est la consolidation de la paix. Le projet s'est ainsi appuyé ou a redynamisé les acquis des précédents projets supervisés par le PNUD et a contribué au renforcement des impacts de ses interventions. Il est également cohérent avec les visées du Fonds pour la Consolidation de la Paix, instrument financier utilisé en premier recours par l'ONU pour maintenir la paix dans les situations où un conflit violent risque d'éclater ou sévit déjà.

OBS Mada s'inscrit en outre dans la mise en œuvre des principales politiques nationales de son ressort, notamment :

- En ce qui concerne la Politique nationale de la jeunesse, il a contribué au renforcement des capacités, au leadership et à l'efficacité des jeunes pour devenir des acteurs crédibles au niveau de leurs communautés en matière de la promotion de la paix à Madagascar. Il contribue à la réalisation des objectifs de participation citoyenne des jeunes visés par la loi portant Politique nationale de la jeunesse, ainsi qu'à l'atteinte des objectifs de la loi n° 2015 – 015 relative au volontariat à Madagascar, qui contribue elle-même à la PGE. Toujours en matière de jeunesse, OBS Mada contribue à la Stratégie nationale FANOITRA 2024-2028, qui « vise à stopper la crise d'autonomisation et de participation citoyenne des jeunes Malagasy ».
- OBS Mada contribue à l'implémentation des lignes directrices de la PGE, notamment les axes relatifs à i) la paix et la sécurité ainsi qu'à l'effectivité de l'Etat de droit, ii) la lutte contre la corruption, iii) l'autonomie et la responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées.
- S'agissant du Plan Emergence Madagascar, il contribue aux engagements stratégiques (Velirano) suivants : Velirano 1 (Paix et sécurité), Velirano 3 (Lutte contre la corruption et renforcement de la performance de l'administration publique) et Velirano 8 (Appui aux femmes, aux jeunes et aux démunis, pour une nation émergente).
- OBS Mada contribue en outre à la politique nationale de population pour le développement économique et social, qui vise l'amélioration de la qualité de vie de la population, conformément à ses besoins et aux conditions de son épanouissement.
- S'agissant des engagements internationaux auxquels l'Etat a souscrit, OBS Mada est en cohérence avec les principales prescriptions et initiatives suivantes :
  - o Les Objectifs de développement durable des Nations-Unies, notamment les ODD 5 (égalité entre les sexes) et 16 (promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins de développement durable).
  - o L'Agenda 2063 de l'Union Africaine qui promeut « les valeurs, les pratiques démocratiques, les principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit », ainsi que la préservation de « la paix, la stabilité et la sécurité ».

## 5.3. Efficacité

La mission d'évaluation a pu constater, au terme de la mise en œuvre des activités, la performance globale est très satisfaisante, 96 % des cibles ont été atteintes contre 4 %. Malgré son activité non achevée, le résultat 1 reste le plus performant avec un taux de 416,50 % de réalisation de ses cibles. Le taux de réalisation des cibles du R 2 pour sa part est de 105 %, tandis que le taux de réalisation des cibles du R3 est de 142 %.

A l'appui de ces constats, 100 % des partenaires de mise en œuvre indiquent que l'efficacité du projet a été démontrée. C'est également le point de vue des administrations membres du comité de pilotage, qui indiquent néanmoins que la poursuite du projet est souhaitée afin de lui permettre d'atteindre les résultats les plus larges possibles.

#### 5.4. Efficience

D'une manière générale, l'absorption financière du projet OBS Mada, à la fin du projet au 22 février 2023 accuse un taux satisfaisant de 98,77 %, avec un montant total de décaissements de 1 469 945,095 USD sur les 1 500 000 USD alloués. La mission d'évaluation a pu constater la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du projet. Elle constate que les bons résultats obtenus par le projet sont sans commune mesure avec les ressources financières mobilisées. Cet excellent niveau d'efficience pourrait s'expliquer par le fait que la stratégie de mobilisation conçue dès le début du projet, ait porté ses fruits. En atteste, la sensibilisation de 2629 OSC alors que l'objectif de départ était de 220, soit douze fois plus que le résultat attendu, en matière de la promotion de la paix et d'engagement des jeunes.

#### 5.5. Impact

Il n'a pas été évident sur le terrain, de mesurer fidèlement l'impact du projet sur les bénéficiaires car le dispositif de suivi-évaluation n'a pas prévu des outils qui peuvent permettre d'observer aisément les changements. De la même manière, il n'y a pas de moyen de savoir si les plaidoyers ont abouti, les OSC n'ayant pas mis en place un système de suivi. Sur cette base, la mission d'évaluation ne pouvait que se fier aux déclarations des enquêtés pour mesurer l'impact.

Sur la base des informations collectées, les principaux impacts suivants peuvent être mis en exergue :

- La prise de conscience effective des communautés en particulier les femmes et les jeunes à influencer positivement les conflits dans leurs communes ;
- L'amélioration de la collaboration entre les jeunes et les autorités locales y compris les forces de défense et de sécurité et les leaders ;
- La gestion pacifique des conflits dans les communes ;
- L'amélioration au niveau de la délivrance des services publics au niveau local ;
- La mise en place des jeunes observateurs au niveau Fokontany pour certains districts, la mise en place des réseaux des jeunes pour la paix, l'engagement des jeunes pour des projets de développement tout en respectant leur éthique.
- La réduction de l'insécurité et l'amélioration de la cohésion sociale dans les localités du projet.

A côté de ces derniers, la mission a pu également constater l'existence de perspectives d'impact, c'est-à-dire d'un impact potentiel, même s'il n'est pas encore avéré. En effet, le projet OBS Mada vise un changement social et comportemental (CSC), à travers certaines de ses initiatives, notamment le SAP PC et le CCAP. Le CSC étant un processus qui intègre les individus, les communautés ou les sociétés et qui leur permet d'adopter et de pérenniser des comportements positifs, la formation de 7000 jeunes chargés à leur tour d'en former d'autres, pourrait potentiellement avoir un impact significatif à moyen ou à long terme, et favoriser la constitution d'une masse critique de porteurs et d'acteurs du changement.

## 5.6. Durabilité

Les principaux acteurs de la mise en œuvre du projet OBS Mada arguent de sa durabilité. Les bénéficiaires qui ont été interrogés sur ce point, ont répondu favorablement à plus de 80%. Peut-on pour autant dire que les changements apportés par le projet sont acquis durablement ?

La mission d'évaluation a fait le constat de l'**existence d'indices de durabilité**, à l'instar de la poursuite des activités d'OBS Mada par d'autres projets, de la constitution de plateformes et réseaux de jeunes, etc. Si donc de manière théorique, on peut postuler la durabilité des résultats et des acquis du projet, il convient, en pratique, de constater qu'il **existe un risque important de perte des acquis**. Ce serait dommage car le projet OBS Mada a préfiguré avant la lettre, une initiative de service civique national de participation au développement portée par les jeunes.

Par ailleurs, le risque lié au manque de ressources financières pour poursuivre les actions de plaidoyer déjà initiées est une préoccupation majeure. Si certains projets des PTF poursuivent des activités antérieurement menées par OBS Mada comme cela vient d'être évoqué, il n'en reste pas moins qu'il y a nécessité impérieuse de pérenniser les acquis, idéalement dans le cadre d'une structure gouvernementale, capable de mobiliser des ressources suffisantes tant au niveau de l'Etat que de ses partenaires techniques et financiers.

Au regard des éléments sus-évoqués, **la mission d'évaluation estime que la performance du projet est très satisfaisante pour certains résultats, mais que la durabilité des acquis est compromise.**

## 5.6. Genre, Equité et Droits Humains

Le projet OBS Mada a pris en compte l'aspect genre, égalité des sexes et les droits de l'homme tant dans sa conception que dans son exécution. Le caractère inclusif du projet a contribué à la prise en compte des besoins des différentes couches vulnérables des communautés, et non pas seulement les femmes et les jeunes. Le projet a permis de respecter la représentativité des femmes dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits à 93 %.

Au regard des résultats enregistrés au terme de sa mise en œuvre, la performance du projet OBS Mada est qualifiée de satisfaisante par l'évaluation, avec un score de 5 sur une échelle de 6 niveaux allant de 1 (insatisfaisant), 2 (peu satisfaisant), 3 (moyennement satisfaisant), 4 (satisfaisant) à 5 (Très satisfaisant). Examinée sur la base des constats et conclusions tirées de l'analyse de chaque critère d'évaluation, cette performance a été établie de manière détaillée telle qu'elle apparaît sur le tableau ci-après :

Tableau 8 : Performance du projet selon les critères d'évaluation

Critère	Note	Echelle de notation
Pertinence	5	Très satisfaisant
Cohérence	5	Très satisfaisant
Efficacité	4,5	Satisfaisant
Efficience	5	Très satisfaisant
Impact	5	Très satisfaisant
Durabilité des acquis	3	Moyennement satisfaisant
Aspect genre, égalité des sexes et droits humains	4,5	Satisfaisant
<b>Qualification globale du projet</b>	<b>4,57/5</b>	<b>Très Satisfaisant</b>

## VI. LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS

### 6.1. Leçons apprises de la mise en œuvre du Projet

Selon le rapport de capitalisation des acquis du projet OBS Mada, le système d'alerte précoce pour la prévention des risques de conflits est une innovation à Madagascar car c'est la première fois qu'un SAP traite spécifiquement les cas des conflits.

Durant le processus d'analyse, la mission d'évaluation a tiré les leçons suivantes :

- II. Le projet OBS Mada a préfiguré avant la lettre, une initiative de service civique national de participation au développement portée par les jeunes. Ces derniers ont contribué, de manière bénévole et avec une valeur ajoutée significative, à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale.
- III. En matière de prévention et de gestion des conflits, l'approche courante utilisée est de partir du global pour agir sur le local. OBS Mada a assez originalement fait le chemin inverse, c'est-à-dire de partir du local pour innover le global, car certains conflits localisés peuvent dégénérer en conflits de grande envergure, voire en conflits intercommunautaires, dans le contexte de Madagascar.
- IV. Les OSC et l'administration, peuvent efficacement co-produire de l'action publique, pour peu que la communication soit efficace et que les rôles et les responsabilités soient bien situés.
- V. La jeunesse lorsqu'elle est bien structurée et convenablement accompagnée, peut constituer une force de progrès à même d'améliorer l'efficacité des services publics et d'accompagner les communautés. OBS Mada l'a démontré à suffisance.
- VI. Les Gouvernements du Sud, soucieux de tirer profit du dividende démographique, multiplient les initiatives permettant d'associer la jeunesse à l'effort national de développement. Si l'ambition d'asseoir le volontariat ou le service civique existe, elle se heurte à l'insuffisance des cadres nationaux et des moyens. Madagascar a franchi un premier pas en gravant les politiques nationales de la jeunesse et du volontariat dans le marbre de la loi. Il reste cependant à leur accorder une plus grande priorité dans les allocations budgétaires, faute de quoi des efforts importants seront faits pour s'annuler par la suite, faute d'un investissement suffisant dans la jeunesse Malagasy.

### 6.2. Principales recommandations

Les principales recommandations suivantes peuvent être faites à l'issue de la mission d'évaluation :

Tableau 9 : Principales recommandations

<b>Acteurs</b>	<b>Recommandations</b>	<b>Niveau d'urgence</b>
<b>Gouvernement</b>	Assurer la protection des jeunes leaders et lanceurs d'alerte, y compris en légiférant sur la question.	<b>Très élevé</b>
<b>Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers</b>	Pérenniser les acquis du projet, en le répliquant dans un premier temps (18 à 24 mois), puis dans le cadre d'une structure gouvernementale capable de mobiliser les ressources suffisantes tant au niveau de l'Etat que de ses partenaires techniques et financiers, dans un second temps.	<b>Très élevé</b>
	Renforcer les capacités en analyse, gestion et résolution des conflits des ministères concernés.	<b>Elevé</b>
	Renforcer l'accompagnement technique et financier des OSCs et groupements de jeunes.	<b>Elevé</b>
<b>PBF</b>	Veiller avec une attention particulière, à l'appropriation nationale et à la durabilité des initiatives de consolidation de la paix susceptibles d'être poursuivies par le gouvernement concerné.	<b>Elevé</b>

## VII. ANNEXES

## 7.1. Termes de Référence



PROJET OBSERVATOIRE DES JEUNES CITOYENS ENGAGÉS POUR UNE GOUVERNANCE PLUS  
INCLUSIVE, EFFICACE ET APAISÉE

PBF/IRF-416 : OBSMADA

<https://mptfportal.dev.undp.org/project/00126085>

### TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGÉ DE LA RÉALISATION DE  
L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET

<p><b>Résultat 1 :</b> Les jeunes dans l'Observatoire Safidy mettent en place un système d'alerte précoce et de prévention des risques de conflits (SAP-PC).</p> <p><b>Résultat 2 :</b> Les jeunes sont engagés dans les contrôles citoyens des actions publiques (CCAP) en faveur de la paix.</p> <p><b>Résultat 3 :</b> Les plaidoyers, recours et actions de réponses aux risques de conflits portés et mis en œuvre par les jeunes en collaboration avec les acteurs communautaires sont renforcés</p>
<p>Produit 1.1 Jeunes/OSC du Réseau SAFIDY et acteurs formés et outillés sur le SAP-PC</p> <p>Produit 1.2. Le SAP-PC sont opérationnels au niveau de l'Observatoire</p>
<p>Produit 2.1. Thématiques des actions publiques à contrôler définies par les jeunes et les différents acteurs de développement</p> <p>Produit 2.2. Contrôles citoyens des actions publiques mis en œuvre</p>
<p>Produit 3.1. Campagnes de plaidoyers et recours faits par les jeunes considérés par les autorités/décideurs</p> <p>Produit 3.2. Actions communautaires de prévention et de réduction des risques de conflits mises en œuvre</p>
<p>Livrables : Rapport d'évaluation finale</p>

COA

FONDS	IP	DONOR	DEPT	CODE PROJET	ACTIVITY	CATG	ACCOUNT
30000	1981	11363	34810	00126730s	Activity 3.3	UNDP	

## 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Madagascar bénéficie de l'initiative de promotion des jeunes et de l'égalité des sexes (GYPI) du Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF). Cet appui concerne le financement d'un projet qui s'intitule « OBS-Mada : Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisée ». Le projet vise principalement à renforcer le « leadership des jeunes de l'observatoire SAFIDY pour devenir des promoteurs de la paix reconnus par les autorités et crédités de la confiance des communautés ».

A Madagascar, les communautés et particulièrement les jeunes, qui voudraient s'engager en faveur de la consolidation de la paix sont souvent dans l'impuissance. Ils se retrouvent paralysés par peur de représailles s'ils agissent au détriment des intérêts des acteurs influents qui contrôlent les pouvoirs décisionnel et économique. Par conséquent, et malgré les ressources déployées, les risques de conflits persistent. Toutefois, cet objectif est difficilement atteignable si la population n'est pas associée à ce processus en tenant compte de leurs besoins, mécontentements et frustrations par rapport à la gestion des affaires publiques en général. A cela s'ajoute la pratique généralisée de la corruption au niveau des différents services administratifs, la manque de transparence venant aggraver la précarité des conditions économiques et sociales de la population, le manque de redevabilité des institutions, l'absence des jeunes dans la prise de décision politique, l'absence de participation des jeunes, absence de ressources des jeunes.

En réponse à ces défis, le Système des Nations Unies, représenté par le PNUD et l'ONG MSIS-TATAO, dans le cadre de ce projet ont joint leurs efforts pour renforcer le leadership des jeunes, notamment en accompagnant le réseau de jeunes « SAFIDY ». Ce réseau d'envergure nationale qui représente plus de 7000 jeunes-OSC dont 45% des filles est un levier de participation et de leadership de jeunes en tant qu'acteurs de changement pour la consolidation de la paix. Ces jeunes constitueront des acteurs de changement et des promoteurs de la paix reconnus par les autorités et crédités de la confiance des communautés durant et après le projet. Les activités du projet ont été mises en œuvre par un consortium d'organisations membres de l'Observatoire SAFIDY (ONG RAVINTSARA, ONG IVORARY, SAFIDY, Action Intercoopération Madagascar, Alliance Voahary Gasy, Studio SIFAKA) sous la coordination du PNUD et du MSIS TATAO.

Pour mieux asseoir les effets du projet, il suit la théorie de changement suivante :

- SI : les jeunes dans l'Observatoire SAFIDY sont structurés pour mettre en place un système d'alerte précoce pour la prévention des risques des conflits engendrés par la mauvaise gouvernance et l'iniquité dans l'accès aux ressources ;
- SI : les jeunes sont engagés dans les contrôles citoyens des actions publiques relatives aux pratiques de bonne gouvernance et à la gestion des ressources ;
- SI : des actions de réponse aux risques de conflits portées par les jeunes ou structurées autour des jeunes sont mises en œuvre ;
- SI : les plaidoyers et/ou les recours faits par les jeunes pour prévenir les conflits sont relayés à travers les dialogues et les résolutions conjointes avec les autorités et élus et traduits en actions concrètes prenant en compte les besoins spécifiques des jeunes hommes et des jeunes femmes dans les mécanismes de prévention des conflits et de contrôle citoyen ;
- ALORS : les actions des jeunes, y compris des femmes, engagés dans l'observatoire de la paix auront atténué/prévenu les risques de tensions et de conflits, CAR leur leadership, leurs besoins spécifiques, et leurs voix seront effectivement pris en compte dans la sphère publique. La consolidation de la paix sera appréciée par le changement positif des différents facteurs de risques de conflits tels les situations et mesures de sécurité, l'équité et l'accès des jeunes aux

services et aux ressources, la participation des jeunes dans les décisions, la transparence et les dialogues entre jeunes et autorités.

Le projet a un budget total de 1 500 000 \$ qui se répartit comme suit : 1 200 000 \$ pour le PNUD, et 300 000 \$ pour MSIS TATAO. Il intervient dans :

- Les 23 régions dans le cadre de la mise en œuvre du SAP-PC ;
- Les 6 régions du Sud (Menabe, Anosy, Androy, AtsimoAndrefana, Haute Matsiatra et Ihorombe) pour la mise en œuvre du CCAP ;
- Les 23 régions pour les actions de réponse aux risques des conflits (plaidoyer et actions communautaires) ;

Normalement, la mise en œuvre effective du projet doit se faire en 18 mois, entre février 2021 à août 2022. Mais l'atelier de revue à mi-parcours du projet organisé en février 2022 et le comité de projet ont recommandé l'extension sans coût additionnel jusqu'en février 2023 (6 mois). A son stade actuel, les différentes activités du projet sont presque terminées.

Au terme de la réalisation des activités, une évaluation indépendante sera programmée pour évaluer la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité des interventions. Un cabinet sera recruté et assurera cet exercice de manière indépendante jusqu'à la production du rapport final validé en s'occupant de la conduite des différentes étapes du processus d'évaluation proprement dit, de la préparation des rapports d'évaluation et des recommandations. Le présent Termes de références a pour objet le recrutement du Cabinet pour assurer ladite évaluation qui se tiendra entre le mois de mars et avril 2023.

## **2. OBJET ET OBJECTIF GENERAL DE L'EVALUATION DU PROJET**

Il s'agit d'une évaluation finale externe du projet OBS MADA. Elle consiste à :

- Faire un bilan des activités réalisées ;
- Evaluer et mesurer la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité des actions réalisées par le projet ;
- Analyser et évaluer les conditions de la pérennisation de l'appui initié dans le cadre du projet.

Cette évaluation devra aboutir sur des formulations et des recommandations concrètes et argumentées devant permettre l'amélioration de la mise en œuvre de projets similaires dans le futur. Pour le PNUD, l'évaluation finale devra permettre de contribuer au « retour d'expérience » du PNUD sur sa capacité à mettre en œuvre un projet de consolidation de la paix et de renforcement du leadership des jeunes dans un contexte de pandémie du COVID-19.

Comme objectif global, l'évaluation finale va apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité ; de dégager les acquis et leçons apprises, les effets et les changements induits par le projet, ainsi que les recommandations pour améliorer la mise en œuvre de projets similaires dans le futur.

## **3. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES**

- Évaluer de façon quantitative et qualitative la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, et la durabilité des résultats à travers la théorie de changement du projet, l'analyse du cadre de résultats, l'analyse des réalisations et effets des actions menées par le projet par rapport

- aux objectifs visés ainsi que les mécanismes en place pour la pérennisation des résultats ;
- Evaluer la performance du projet dans la prise en compte et l'intégration des aspects transversaux tels que la dimension Genre, l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes et le respect des droits humains ainsi que la sensibilité aux conflits et le principe Do No Harm ;
- Évaluer l'appropriation, la participation des bénéficiaires dans la mise en œuvre, les résultats et la pérennisation des acquis ;
- Analyser le processus mis en place permettant aux interventions de perdurer dans le temps et d'expliquer le degré de pérennité ;
- Identifier les facteurs de succès et défis du projet, les points forts et les points à améliorer, les principales leçons apprises de la mise en œuvre du projet, ainsi que les bonnes pratiques qui pourront être répliquées ;
- Analyser les caractères innovants, les risques et les effets catalytiques du projet ;
- Formuler des recommandations en vue d'améliorer les futures programmations des prochains projets de consolidation de la paix.

#### 4. CRITERES DE QUALITE

Résultats	Critères de qualité	Moyens de vérification
La pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, et la durabilité des résultats du projet ainsi que la prise en compte des aspects transversaux sont évaluées de façon quantitative et qualitative à travers l'analyse de la théorie de changement, des réalisations et effets des actions menées par le projet par rapport aux objectifs visés ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Données SMART</li> <li>- Approche et méthodologie utilisés adéquates pour répondre aux questions évaluatives identifiées</li> <li>- Qualité technique et narrative du rapport</li> <li>- Intégration des aspects transversaux (genre, droits humains) dans tout le processus de collecte de données et d'analyse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiche de présence, photos, Statistiques</li> <li>- Résultats d'enquêtes, interviews</li> <li>- Rapport d'analyse, d'évaluation</li> </ul>
La pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, et la durabilité des résultats du projet ainsi que la prise en compte des aspects transversaux sont évaluées de façon quantitative et qualitative à travers l'analyse de la théorie de changement, des réalisations et effets des actions menées par le projet par rapport aux objectifs visés ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Données SMART</li> <li>- Approche et méthodologie utilisés adéquates pour répondre aux questions évaluatives identifiées</li> <li>- Qualité technique et narrative du rapport</li> <li>- Intégration des aspects transversaux (genre, droits humains) dans tout le processus de collecte de données et d'analyse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques</li> <li>- Rapport d'analyse</li> </ul>
Des analyses sur la réalisation des actions liées au respect du genre sont effectués ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Approche et méthodologie utilisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques</li> <li>- Rapport d'analyse</li> </ul>

Des analyses de l'égalité entre les sexes, l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été réalisées ;	- Qualité des données quantitatives et analyses, - Respect à l'intégration du genre	des données, - Résultats d'enquêtes, interviews
Des analyses sur le processus permettant aux interventions de perdurer dans le temps sont réalisées ;		
Les facteurs de succès et défis, les points forts et les points à améliorer, les principales leçons apprises pendant la mise en œuvre du projet, ainsi que les bonnes pratiques qui pourront être répliquées sont identifiés ;	- Utilisation de l'approche inclusive et participative dans la démarche ou processus - Pertinences / qualités des résultats - Intégration du genre	- Rapport d'analyse / d'enquêtes / interviews - Rapport d'évaluation - Photos
Les caractères innovants du projet, les risques et les effets catalytiques sont identifiés ;		
Des recommandations en vue d'améliorer les futures programmations des prochains projets de consolidation de la paix sont présentées ;		

## 5. CRITERES D'EVALUATIONS et QUESTIONS CLES.

Cette évaluation finale devra répondre à certains critères à savoir la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des résultats dans laquelle des questions seront posées et répondues d'une manière claire, sans répétition, adapté au contexte, en fonction du spécificité et caractéristique du projet...

### Bilan des résultats atteints :

Il s'agit ici de faire le bilan des résultats atteints du projet, au regard des objectifs généraux et spécifiques du projet et des indicateurs de résultats annoncés dans le cadre des résultats :

- La mise en place et l'opérationnalisation du SAP-PC a-t-elle contribué à la prévention des risques des conflits à Madagascar ?
- Les différents types de risque des conflits ont-ils été identifiés et documentés comme prévus ? sont-ils appropriés par les acteurs de paix ?

- Les évaluations des services publics dans le cadre de l'approche du contrôle citoyen des actions publiques (CCAP) ont-elles permis d'améliorer les offres de service, la gouvernance et la participation citoyenne ?
- Les campagnes de plaidoyer et les actions communautaires de prévention des conflits ont-elles été réalisées comme prévus ? sont-elles appropriées par les jeunes et les parties prenantes ?

**Pertinence :**

- Dans quelles mesures les composantes du projet sont-elles en adéquation avec l'analyse et les objectifs de consolidation de la paix, le plan UNDAF 2015-2022, le plan stratégique du PBF, du PNUD et celui des OSC membres de l'Observatoire SAFIDY (MSIS TATAO et consorts), les ODD et les priorités nationales en matière de développement ?
- Dans quelles mesures la conception du projet répondait elle aux besoins et aux priorités des principales parties prenantes du projet ?
- Dans quelles mesures les objectifs et la stratégie du projet ont-ils été pertinents vis-à-vis des besoins des jeunes et des acteurs bénéficiaires ? Les produits réalisés par le projet étaient-ils appropriés par rapport aux besoins de ces bénéficiaires ? La perception des besoins tels que planifiés et exécutés par le projet est-elle compatible avec la réalité des besoins du point de vue des bénéficiaires visés ?
- L'approche choisie et les moyens utilisés pour atteindre ces objectifs ont-ils été efficaces ?
- La théorie de changement, la chaîne de résultats, les hypothèses et les risques ont-ils été bien identifiés ? Quelle sont leurs pertinences et fiabilités ?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu de manière adaptée aux évolutions politiques, juridiques, économiques, institutionnelles, etc. dans le pays ?
- En quoi les activités menées par les OSC partenaires et le PNUD sont-elles appropriées au contexte social, économique, institutionnel, politique du pays ?
- Comment le projet est-il perçu par les communautés et les différents acteurs nationaux et locaux ?
- Les interventions du projet ont-elles été pertinentes et adaptées au changement du contexte notamment en lien avec la crise sanitaire de la COVID-19 ?

**Cohérence :**

- Dans quelle mesure le projet a-t-il assuré la cohérence interne avec les missions du PNUD, des OSC partenaires et institutions parties prenantes du projet ?
- Les interventions et activités du projet sont-elles cohérentes avec les différentes interventions (Etat, autres partenaires, autres projets PBF, autres projets du SNU, initiatives des bénéficiaires...) passées ou en cours ?
- Dans quelle mesure les approches adoptées par le projet (SAP-PC, CCAP, plaidoyer, etc.) sont-elles cohérentes par rapport aux réalités des régions cibles ? (en rapport avec l'accessibilité et le contexte régional)
- Existe-t-il une synergie entre les interventions du projet et celles des autres parties prenantes (Etat, autres partenaires, autres projets du PNUD, initiatives des bénéficiaires...) ou au contraire y-a-t-il des risques qu'elles s'annulent (produire des effets contradictoires)
- À quelles politiques, priorités, lois ou cadres le projet a-t-il contribué et comment ?
- Quelles lacunes dans l'éventail des interventions le projet a-t-il comblées et dans quelle mesure ?

**Efficacité :**

- Quelle est la performance globale du projet OBS MADA dans la réalisation des produits et effets attendus ? Quelles sont les données disponibles pour démontrer ces réalisations ?

- Comment est-ce que les résultats du projet ont-ils adressé les facteurs de conflits/ tensions mentionnés dans l'analyse de conflits du projet et comment ont-ils contribué aux résultats de consolidation de la paix recherchés par le PBF ?
- Dans quelle mesure les changements observés en matière de paix et de prévention des conflits peuvent-ils être attribués au projet ?
- Dans quelle mesure les améliorations au niveau des services publics évalués dans le cadre du projet peuvent-ils être attribués au résultat 2 ?
- Dans quelle mesure le projet a contribué à l'amélioration et à la mise en place d'une gouvernance efficace et apaisée au niveau des régions cibles ?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré une dimension genre et soutenu la consolidation de la paix sensible au genre ?
- Dans quelle mesure le projet s'est assuré d'intégrer une approche sensible au conflit et l'effectivité de ladite approche et que les moyens fournis par le projet ont permis d'éviter d'exacerber le conflit ?
- Dans quelle mesure les parties prenantes ont-elles participé à la mise en œuvre du projet ? Cette participation contribue-t-elle à la réalisation des objectifs du projet, à la prise en compte des besoins des acteurs nationaux et des évolutions des priorités des partenaires ? Dans quelle mesure l'appropriation de la partie nationale se manifeste-t-elle ?
- Dans quelles mesures le projet a contribué au renforcement de capacités de la partie nationale et des OSC ? Les résultats/produits du projet sont-ils utilisés par les différents Ministères impliqués et/ou d'autres partenaires afin de contribuer aux résultats à long terme ?
- Quels facteurs ont favorisé ou atténué, voire empêché la réalisation des résultats ? Quelles mesures de mitigation le projet a-t-il adopté face à ces facteurs de blocage ?
- Les stratégies et les outils (y compris le M&E) utilisés étaient-ils efficaces dans la mise en œuvre du projet ?

#### Efficiences :

Il s'agit ici de faire :

- Une analyse de la gestion des moyens et des ressources financières disponibles, de leur effet levier en termes de prévention des conflits et de consolidation de la paix ;
- Une analyse des moyens mis en œuvre (humains, financiers, matériels) et leur adéquation par rapport aux objectifs du projet ;
- Une analyse des partenariats développés par le PNUD et MSIS TATAO et la gestion de ces partenariats y compris la gestion budgétaire ; il s'agit aussi d'analyser l'approche de partenariat entre le PNUD, en tant qu'Agence des Nations Unies et MSIS TATAO, ONG et de savoir son efficacité ainsi que ses conséquences ;
- Analyse des taux de réalisation financière par rapport à la durée de la mise en œuvre, l'organisation interne, aux partenariats contractés et à la qualité du personnel du projet ;
- Analyse de la qualité des documents et outils produits par le projet (méthodologie, conception, mise en œuvre et suivi-évaluation)
- Dans quelles mesures la structure de gestion, la stratégie de mise en œuvre du projet et son exécution ont été efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité ?
- Dans quelles mesures les ressources (fonds, personnel, temps, expertise, etc.) ont-elles été affectées de manière stratégique pour obtenir les résultats ? Est-ce qu'elles ont été utilisées de manière efficace ?
- Dans quelles mesures les fonds et les activités du projet ont-ils été livrés dans le respect des délais ? Les systèmes de S&E utilisés par le projet permettent-ils d'assurer une gestion efficace et efficiente du projet ?
- Dans quelles mesures les ressources prévues pour adresser les problématiques du genre ont-elles été utilisées de manière efficace ?

- Dans quelles mesures les effets du COVID ont impacté le projet et comment le projet s'est-il ajusté ?

#### Impact :

On peut difficilement parler d'impact pour un projet d'une durée de 24 mois avec un retard de mise en œuvre de mois. Il s'agira donc d'analyser les effets du projet sur certains aspects :

- Quels changements (ou signes précoces de changement) le projet a-t-il apporté au niveau du comportement, de la capacité et du leadership des jeunes hommes et femmes bénéficiaires ou dans la performance des organisations et/ou institutions appuyées ?
- Existe-t-il des preuves qu'une contribution significative a été apportée au résultat à long terme en matière de prévention des conflits, de consolidation de la Paix et aux résultats/objectifs globaux du projet.
- Les indicateurs révèlent-ils des progrès significatifs vers l'atteinte des objectifs de niveau supérieur du projet (résultats) ?
- Quels sont les effets et changements en termes de prise de décision ou de pratiques au niveau des autorités locales après les actions de plaidoyer menées par les jeunes ?
- Quels sont les impacts et/ou les changements induits au niveau des jeunes et des communautés par à la suite des actions communautaires initiées / portées par les jeunes porteurs des projets ?

#### Durabilité :

Il s'agit ici de mesurer :

- Le degré d'autonomie et dynamisme des jeunes et/ou associations des jeunes appuyées par le projet ;
  - La pérennité et l'autonomie des structures mises en place par le projet (le centre d'appel, les cellules de veille, comité de suivi des services publics, réseau des jeunes promoteurs de la paix,...) et leurs capacités à assurer leur fonction de promoteurs de paix après le retrait du projet ;
  - L'évaluation devra permettre de dire si les jeunes sont en mesure de reconduire par eux-mêmes les activités ayant donné des résultats (signalement, plaidoyer, CCAP, etc), si les jeunes formateurs seront-ils en mesure de poursuivre les formations en cascade sans l'appui d'un projet, et si les autorités locales poursuivent l'appui aux actions des jeunes et si elles en jugent l'utilité de poursuivre l'appui aux jeunes.
- Les conditions sont-elles réunies pour que les produits et les résultats du projet se poursuivent après la fin de l'intervention (financière, institutionnelle, juridique, technique et politique) ?
  - Dans quelles mesures le niveau d'appropriation des parties prenantes représente-t-il un risque pour la pérennité des bénéfices du projet ?
  - Dans quelle mesure les appuis apportés et mis en œuvre par le projet sont-ils appropriés par les jeunes ?
  - Les mécanismes, les procédures et les politiques sont-ils en place pour permettre aux principales parties prenantes de pérenniser les résultats obtenus en matière d'égalité des sexes, de droits fondamentaux et de développement humain ?
  - Les parties prenantes soutiennent-elles les objectifs à long terme du projet ?
  - Dans quelles mesures les leçons apprises sont-elles en permanence documentées par l'équipe de projet et diffusées auprès des parties intéressées, qui pourraient bénéficier des connaissances acquises par le projet ?
  - Quelles mesures pourraient-elles être adoptées pour renforcer les stratégies de désengagement et la durabilité ?

**Aspects transversaux** + Dans quelles mesures l'aspect genre, jeunesse, l'égalité des sexes et la prise en compte de l'inclusion ainsi que les droits de l'homme et sensibilité aux conflits ont-elles été prises en compte dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du projet ?

## **6. MÉTHODOLOGIE**

Les évaluateurs sont sous l'autorité et la supervision directe du PNUD mais aussi la supervision technique et thématique de l'équipe de suivi-évaluation du PBF, du PNUD et du MSIS TATAO.

Malgré la déclaration officielle du Gouvernement de la fin de l'épidémie COVID-19, le déroulement de l'évaluation finale se conformera aux mesures nécessaires pour prévenir la transmission du coronavirus et dans le respect des dispositifs des Nations Unies à Madagascar en vigueur. Ainsi les aspects logistiques pourront être adaptés selon que de besoin pour assurer la réalisation correcte de la mission d'évaluation finale.

Pour mener à bien cette évaluation, les évaluateurs passeront les six (06) phases suivantes :

### **a) La phase de préparation**

Dans cette phase, les évaluateurs mettront au point les stratégies de mise en œuvre de la mission et prépareront les outils nécessaires :

- Finaliser la méthode d'enquête puis dresser la liste des questions d'évaluation, les questionnaires des enquêtes et interviews,
- Élaborer la matrice d'évaluation
- Le développer un plan de collecte des données (sensible au genre), les outils de collecte et de la stratégie d'analyse ainsi qu'un plan de travail concret pour la phase de terrain
- Établir une cartographie des parties prenantes
- Définir l'échantillonnage (des bénéficiaires, des régions à visiter, etc.)

À la fin de la phase de préparation, les évaluateurs vont produire un rapport de démarrage mettant en exergue les résultats de cette phase et les présenteront à toutes les parties prenantes du projet.

### **b) Revues et analyses des documents disponibles**

Cette phase comprendra :

Revue de tous les documents pertinents disponibles au niveau projet. Pour ce faire, le PNUD et MSIS TATAO vont fournir à l'Évaluateur les documents suivants pour faciliter la mise en œuvre de cette phase préalable :

- Documents de base du projet : PRODOC, Plan de travail, Cadre des résultats initial, plan de communication
- Rapports d'avancement et des activités du projet : rapports narratifs et financiers du projet, rapport d'activités des OSC partenaires, compte rendu des ateliers, réunions et formations organisées par le projet, PV de réunions de comité de projet, rapports produits par les consultants engagés par le projet, etc ;
- Rapports de suivi d'évaluation du projet : Rapports de mission de suivi, rapport de l'atelier de revue à mi-parcours
- Un rapport de capitalisation du projet intégrant les indicateurs et résultats finaux du projet ;

- Les documents spécifiques produits par le projet : guides de plaidoyer, guides de la gestion des projets communautaires, rapports d'observation SAP-PC, rapports d'évaluation CCAP, fiches projets pour les projets communautaires portés par les jeunes, etc.
- Collecte et revue des autres documents nécessaires pour la réalisation de cette mission : rapports d'analyse des conflits, rapport d'activité des autres projets ou autres acteurs / agences / ...

#### **c) Visite sur terrain et consultation des parties prenantes**

Avant le travail sur terrain, les évaluateurs réaliseront des interviews des personnes ressources au niveau national : équipe du projet, équipe des OSC partenaires de mise en œuvre, direction générale de la jeunesse, etc.

Les évaluateurs effectueront ensuite des descentes au niveau des régions et districts d'intervention du projet. Ils effectueront des rencontres et des interviews avec les autorités locales, les parties prenantes au niveau local, les jeunes, les OSC locales, etc. Des enquêtes ciblées auprès des bénéficiaires directs (jeunes observateurs, jeunes évaluateurs CCAP, jeunes chargés de plaidoyer, jeunes porteurs des projets communautaires, directions régionales de la jeunesse et des sports, membres des cellules de veille, etc.) doivent être faites pour mieux comprendre les réalités locales et pour analyser leurs avis sur le projet, leur niveau d'implication actuelle et leur projection dans le futur.

Ils vont constater de visu la réalité sur terrain :

- Pour appréhender les réalisations, les résultats et impacts au niveau terrain,
- Pour identifier les bonnes pratiques du projet qui devront être capitalisées et mises à l'échelle,
- Pour identifier les pistes d'amélioration à mettre en œuvre dans le cadre des effets catalytiques et/ou des prolongations que le projet engendrerait selon chaque domaine d'activités.

L'objectif de cette phase est de recueillir au maximum les avis des divers acteurs dans le domaine de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et de la gouvernance au niveau national et local par rapport à leurs appropriations dans les stratégies et la mise en œuvre du projet, et aussi de leurs suggestions/recommandations. La méthodologie de cette consultation doit être bien détaillée dans le document de rapport de démarrage.

#### **d) Élaboration du rapport d'évaluation**

Après les différentes collectes de données, sur le plan documentaire, au niveau terrain et au niveau des parties prenantes, les évaluateurs effectueront l'analyse de ces données et réaliseront la rédaction du rapport en utilisant toutes les informations et données obtenues, les analyses et les différentes recommandations et commentaires disponibles. Ils vont mettre en exergue la relation entre les cadres de résultats, la théorie de changement, les réalisations, les résultats et les impacts ou changements constatés.

#### **e) Réunion/atelier de présentation et de validation du rapport d'évaluation**

Le rapport d'évaluation élaboré sera présenté par les évaluateurs à toutes les parties prenantes du projet pour information et validation dans une réunion. Chaque partie prenante sera invitée à avoir le sens critique, à donner des recommandations ou orientations....

L'objectif de cette phase est d'améliorer et d'enrichir les travaux effectués par les évaluateurs pour que les parties prenantes soient satisfaites et valident le rapport d'évaluation.

L'accent sera mis sur les constats, les conclusions à l'issue des analyses documentaires et analyses des données ainsi que les nouvelles orientations stratégiques fondées sur les évidences.

#### f) Finalisation du rapport

Le rapport d'évaluation finale sera développé par le Cabinet en tenant compte des questions ou recommandations des participants de la réunion/atelier de présentation du rapport.

### 7. DURÉE DE LA MISSION

Cette mission d'évaluation finale du projet OBS MADA sera réalisée dans un délai de quarante-cinq (45) jours ouvrables pour toutes les six phases de travail.

Voici un chronogramme de tout le processus de cette évaluation finale du projet OBS MADA

Activités	Durée (nb de jours)	Responsables	Observations
Réaliser les différentes phases de l'évaluation indépendante du projet	45 jours (à partir de la notification du cabinet sélectionné)	Consultants évaluateurs	
Tenir la réunion / atelier de validation du rapport de l'évaluation indépendante du projet	Demi-journée (inclus dans la durée d'évaluation)	Toutes les parties prenantes	En salle (atelier organisé par le Cabinet)
Diffuser le rapport d'évaluation finale indépendante du projet	À partir du jour de validation de la version finale du rapport	PNUD	En version électronique et physique

### 8. PRODUITS LIVRABLES

Livrables	Critères de qualités	Période de livraison
Un rapport de démarrage en version électronique et physique	<p>Ce rapport, rédigé en français, doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• La compréhension de la mission, le champ, la portée de l'évaluation, les limites de l'évaluation</li><li>• La cartographie des parties prenantes</li><li>• La méthodologie détaillée proposée pour conduire l'évaluation, la stratégie pour fiabiliser les informations (triangulation) et données collectées et les outils de collecte des données, les outils d'enquêtes et les questionnaires d'évaluation ainsi que la matrice d'évaluation détaillée</li><li>• Le plan de collecte des données, les outils de collecte et la stratégie d'analyse ainsi qu'un plan de travail concret pour la phase de terrain.</li><li>• Le calendrier d'exécution avec des précisions sur les étapes pour chaque phase de</li></ul>	J+10, soit 10 jours après la signature du contrat

	l'évaluation. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une proposition du plan du rapport d'évaluation.</li> </ul>	
Rapport provisoire d'évaluation finale (45 pages) et les annexes à présenter dans le cadre d'une restitution orale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reprend les éléments du rapport de démarrage (champ et portée de l'évaluation, méthodologie, limite, contexte du projet...)</li> <li>• Répond à toutes les questions évaluatives, y compris les aspects transversaux. Ici, le Rapport ne doit pas répondre individuellement à toutes les questions mais doit s'inspirer des questions dans les TDRs pour ressortir une analyse complète, synthétique et sans répétition.</li> <li>• Constats et conclusions soutenus par des preuves</li> <li>• Qualités et fiabilités des données (triangulation), les analyses et les recommandations,</li> <li>• La structuration du rapport</li> </ul>	J + 35
Rapport final d'évaluation finale du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intègre un résumé exécutif</li> <li>• Intègre une section sur les leçons apprises</li> <li>• Rapport intégrant tous les commentaires, remarques et recommandations pendant la réunion/atelier de validation du rapport de l'évaluation indépendante du projet</li> </ul> Accompagné d'un document retraçant le traitement de tous les commentaires reçus (audit trail : canevas à fournir par le projet)	J + 45

Chaque livrable devrait être présenté par les évaluateurs au comité de validation à chaque échéance du délai pour être validé.

## 9. COMITE DE VALIDATION

Un comité de validation sera mis en place ; les membres sont :

- Un représentant du PNUD et un expert en suivi-évaluation du PNUD ;
- Un représentant du MSIS TATAO
- Un représentant des points focaux des ministères au niveau du projet
- Un représentant du ST PBF / et un représentant du PBSO pour l'aspect relecture et commentaires sur les livrables

Le comité de validation sera chargé de faire des observations, recommandations et approbations sur les différents livrables de la mission, à savoir la note de cadrage, rapport de démarrage en version électronique et physique, rapport préliminaire d'évaluation finale avec les annexes et le rapport d'évaluation finale du projet.

## 10. PROFIL DU CABINET

- Pour réaliser cette mission, le Cabinet devra être

- Une Structure légale ; ayant un NIF et STAT
- Avoir une bonne maîtrise du processus de programmation, de planification et de suivi & évaluation et de la gestion axée sur les résultats ;
- Avoir de solides expériences en matière de recherche quantitative et/ou qualitative ;
- Avoir une expérience avérée en matière de gestion et d'évaluation de programme de consolidation de la paix
- Avoir une équipe composée de 01 Consultant International et de 2 consultants nationaux

#### **Profil des personnes clés**

##### ***Consultant international, chef d'équipe expert en évaluation***

###### ***Education :***

- Avoir un diplôme supérieur (au moins bac + 5) en Sciences Humaines ou Sociales, Démographie ou Anthropologie, ou dans tout autre domaine pertinent ;

###### ***Expériences :***

- Avoir mené au moins sept (7) évaluations de programmes/projets et/ou ayant au moins 10 années d'expériences en conception, suivi et évaluation des projets / programmes ;
- Avoir une bonne maîtrise du processus de programmation, de planification et de suivi & évaluation et de la GAR ;
- Avoir de solides expériences en matière de recherche quantitative et/ou qualitative ;
- Avoir une expérience avérée en matière de gestion de programme de consolidation de la paix ;
- Avoir de solides connaissances sur les programmes d'initiative de promotion des jeunes ;
- Avoir une bonne connaissance de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix, de l'égalité des sexes, surtout dans un contexte de pays à ressources limitées et dans une situation d'urgence humanitaire ;
- Avoir une très bonne maîtrise des droits humains et des objectifs de développement durable (ODD) ;
- Avoir une forte capacité de synthèse et de rédaction ;

###### ***Informatique :***

- Avoir une maîtrise de l'outil informatique : Word, Excel, power point, internet

###### ***Langue :***

- Ayant une très bonne maîtrise de la langue française (langue de travail) ;
- Avoir une très bonne capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction en Français ;

###### ***Autres :***

- Une connaissance du système des Nations Unies, notamment avec le PNUD et le Fonds pour la Consolidation de la paix (UNBPF), est un atout important.

#### ***1 Consultant national numéro 1 – spécialiste en prévention des conflits et consolidation de la paix***

###### ***Education :***

- Être diplômé, en sciences humaines ou sociales (Bac +4 minimum) ;

###### ***Expériences :***

- Avoir au moins 4 années d'expérience dans l'évaluation de projet ou de programme de développement ou humanitaire ainsi que l'établissement de rapports d'évaluation ou d'une recherche ;
- Avoir une capacité à conduire et à suivre des enquêtes qualitatives et quantitatives et maîtriser les outils de collecte des données ;
- Avoir une bonne connaissance des enjeux et des contextes de la sécurité à Madagascar ;
- Avoir une connaissance du domaine de la gouvernance ;

- Avoir de bonnes connaissances de la problématique de la consolidation de la paix et des acteurs de paix à Madagascar (acteurs institutionnels, bailleurs de fonds, Agences UN et ONGs, OSC,...)
- Maîtriser les volets relatifs à la mobilisation sociale et les approches spécifiques au niveau communautaire : analyse des conflits, prévention des conflits, approches pour la prévention et la gestion des conflits (plaidoyer, dialogue communautaire, médiation communautaire, etc.) ;
- Avoir une très bonne capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction en Français ;

**Informatique :**

- Avoir une maîtrise de l'outil informatique : Word, Excel, powerpoint

**Langue :**

- Avoir une maîtrise parfaite du Français et du Malagasy ;

**Autres :**

- Une connaissance des procédures du SNU, du PNUD est un atout.

**Consultant national numéro 2 – Spécialiste en appui à la jeunesse et aux acteurs de la société civile**

**Education :**

- ✓ Être diplômé en sciences humaines, administratives, sociales, anthropologies ou un domaine équivalent (Bac +4 minimum) ;

**Expériences :**

- ✓ Avoir une expérience et/ou une très bonne connaissance de gouvernance, de la participation citoyenne, du fonctionnement des acteurs de la société civile, dans le domaine du renforcement des capacités des OSC
- ✓ Avoir une expérience et/ou des connaissances des programmes d'appui à l'initiative des jeunes et sur le processus de transfert de compétences aux jeunes et OSC ;
- ✓ Connaissances en approche genre et égalité hommes – femmes ;
- ✓ Avoir une expérience avérée dans l'évaluation de projet ou de programme de développement national et maîtriser la conduite d'enquêtes qualitatives et quantitatives et les autres outils de collecte des données ;
- ✓ Avoir de bonnes connaissances de la problématique de la jeunesse, de l'insécurité et de l'employabilité des jeunes à Madagascar ;
- ✓ Très bonne connaissance des acteurs institutionnels, des services techniques déconcentrés et d'autres acteurs (PTF, ONG, etc.) en appui à la jeunesse à Madagascar.

**Informatique :**

- ✓ Avoir une maîtrise de l'outil informatique : Word, Excel, powerpoint

**Langue :**

- ✓ Avoir une maîtrise parfaite du Français et du Malagasy ;
- ✓ Avoir une très bonne capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction en Français ;

**Autres :**

- ✓ Une connaissance des procédures du PNUD est un atout.

## 11. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Seules les candidatures qui répondent et sont conformes aux critères seront évaluées. Les offres seront évaluées selon une méthode qui associe plusieurs évaluations : évaluation de l'offre technique, formation et expérience dans des fonctions similaires compteront 70% et l'évaluation financière – le tarif proposé compte 30% de l'évaluation. Le cabinet qui présentera l'équipe qui obtiendra la meilleure évaluation, et qui acceptera les conditions générales du PNUD, se verra attribuer le contrat.

Concrètement, une analyse cumulative sera appliquée pour l'examen des candidatures. Dans le cadre du schéma d'analyse cumulative, un score total est obtenu sur la combinaison de techniques pondérées (70) et les attributs financiers (30). Lorsque cette méthode de notation pondérée est utilisée, l'attribution du contrat doit être faite à la candidature dont l'offre a été évaluée et déterminée comme :

- a- Réactive/ conforme/ acceptable, et
- b- Ayant reçu le score le plus élevé à partir d'un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers pondérés spécifiques à la sollicitation ;
- Echelle critères techniques : 70
- Echelle critères financiers : 30

Pour l'évaluation de l'offre technique ; le cabinet sélectionné sur base de ses expériences et de sa proposition d'une équipe de consultants disposant des compétences maximales dans les domaines suivants :

Critères	Points maximum
<b>Approche méthodologique</b>	<b>40</b>
Compréhension des TDRs	5
Compréhension du concept d'évaluation finale du projet	10
Clarté et pertinence de la méthodologie	15
Pertinence de l'utilisation des ressources (chronogramme et personnel dédié)	5
Pertinence et cohérence du plan de travail	5
<b>Expériences du cabinet</b>	<b>20</b>
Expériences du cabinet en matière d'évaluation finale de projet sur la prévention des conflits et les jeunes	10
Expériences du cabinet à Madagascar	5
Expériences du cabinet avec le Système des Nations Unies	5
<b>Expériences des personnels clés pour la mission</b>	<b>40</b>

Consultant(e) international(e), chef de mission	20
Diplôme universitaire (Master 2 ou équivalent) en Sciences Humaines ou Sociales, Démographie ou Anthropologie, ou dans tout autre domaine pertinent	5
Ayant au moins réalisé 7 évaluations de projet / programme ou au moins 10 années d'expériences dans le conception, suivi et évaluation des projets / programmes	5
Ayant la connaissance et l'expérience sur la prévention des conflits, la consolidation de la paix et les jeunes	5
Ayant une bonne connaissance de Madagascar ou une expérience professionnelle antérieure dans des contextes similaires	2
La familiarité avec le système des Nations Unies, notamment avec le Fonds PBF	3
Consultant(e) national(e) <i>spécialiste en prévention des conflits et consolidation de la paix</i>	10
Diplôme Universitaire (Master 1 ou équivalent) en Sciences Humaines ou Sociales	2
Ayant au moins 4 ans d'expériences professionnelles dans le domaine de l'évaluation de projets et l'établissement de rapports d'évaluation ou de recherche	3
Avoir une expérience et/ou une bonne connaissance des enjeux de la gouvernance et de la sécurité, de la consolidation de la paix, la prévention des conflits ainsi que bonne connaissance des acteurs de paix à Madagascar	3
Expérience sur les approches en milieu communautaire (dialogue sociale, plaidoyer, médiation communautaire, projets communautaires, etc)	2
Consultant(e) national(e) <i>spécialiste en appui à la jeunesse et aux acteurs de la société civile</i>	10
Diplôme universitaire niveau Master 1 ou équivalent en sciences humaines, administratives, sociales, anthropologies, etc.	2
Avoir une expérience et/ou des connaissances des programmes d'appui à l'initiative des jeunes et sur le processus de transfert de compétences aux jeunes et des connaissances sur l'autonomisation des jeunes	3
Connaissance et expérience sur les acteurs de la société civile, la participation citoyenne, la gouvernance et le renforcement des OSC à Madagascar	3
Capacité à conduire et à suivre une évaluation et bonne connaissance des approches d'évaluation et d'enquête et/ou collecte des données	2



Seules les candidatures ayant obtenu un minimum de 70% des points en cours d'évaluation technique seront retenus pour l'évaluation financière.

Pour l'évaluation de l'offre financière : la note maximale de 30 points sera attribuée à la proposition financière la plus basse. Toutes les autres propositions de prix seront évaluées et attribuées comme suit :

- 30 points (points max disponibles pour la partie financière) x (le plus bas de tous les prix proposés parmi les offres sensibles) / (des prix) évalué. La proposition obtenant le score global le plus élevé après l'addition du score de la proposition technique et de la proposition financière (A + B) sera considéré comme l'offre la plus performante et obtiendra le contrat.
- La proposition financière indique le montant de tout compris du contrat et toutes les autres dépenses relatives au déplacement (billet d'avion, location de voitures et de matériels, indemnités journalières, etc.), qui seront à détailler dans l'offre. Toute dépense non prévue par les TDR ou explicitement inscrite à l'offre financière telle qu'acceptée par le PNUD, quelle qu'en soit la nature, doit être convenue entre le bureau du PNUD et le Cabinet à l'avance, sous peine de ne pas être remboursée.

NB : sous peine de disqualification, le soumissionnaire veillera à ce que sa proposition technique soit distinctement séparée de la proposition / offre financière.

## 7.2. Liste des documents consultés

### Textes juridiques

- Loi n°90/030 du 19 décembre 1990 portant politique nationale de population pour le développement économique et social
- Loi n° 2004 - 028 du 09 septembre 2004 portant Politique Nationale de la Jeunesse
- Loi n° 2015 - 015 du 10 août 2015 relative au volontariat à Madagascar

### Documents de politiques nationales

- Document de Programme pays pour Madagascar 2024-2028
- Politique Générale de l'État (2024-2028)
- Stratégie nationale FANOITRA 2024-2028
- Initiative pour l'Émergence de Madagascar 2019-2023

### Document d'orientation

- Compte-rendu du Conseil des ministres du 17 janvier 2024

### Documents internationaux

- Agenda 2063 de l'Union Africaine
- Guide d'évaluation du PNUD (2021)
- Objectifs de développement durable des Nations-Unies
- Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2021-2023)
- Stratégie du Fonds de Consolidation de la Paix des Nations-Unies (2020-2024)
- UNDP Africa's Promise (2024)
- Stratégie des Nations-Unies pour la jeunesse 2030

### Documents du projet

- PRODOC
- Conflicts Scan rapport provisoire
- Document structuration du réseau des jeunes
- Rapports d'activités
- PTA OBS MADA 2021, 2022, 2023
- Plan d'action du projet OBS MADA
- Rapport de capitalisation du projet
- Rapports de consultance du projet OBS MADA

- Rapports de formation des formateurs
- Rapports finaux de formation SAP-PC
- Rapports trimestriels d'observation SAP-PC
- Rapports trimestriels et annuels d'ONG
- Rapports de mission du projet OBS MADA
- Rapports des OSC
- Revue à mi-parcours et team building du projet OBS MADA
- Revue finale du projet OBS MADA

### 7.3. Outils de collecte des données

## GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

### PUBLIC CONCERNE

PNUD, MSIS TATAO, Observatoire SAFIDY, Mouvement ROHY, RAVINTSARA, IVORARY, AIM, AVG, Fondation Hirondelle/SIFAKA, SAF/FJKM, MIRA AINA, Réseau des jeunes TATAO

### A – INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL

---

- Noms et Prénoms de la personne interviewée : .....
- Genre : Masculin : .....Féminin : .....
- Votre qualification professionnelle (Formation/Grade) : .....
- Occupation actuelle : .....

### B – BILAN DES RESULTATS ATTEINTS

---

1. Quels sont vos constats en matière des risques de conflit au terme du projet ?
2. Combien de risques de conflit ont été identifiés et atténués lors de la mise en œuvre du projet ?
3. Quels sont les principaux risques de conflit identifiés et formulés dans le document du projet ?
4. Quelles sont les actions entreprises pour renforcer les capacités des jeunes à effectuer un contrôle citoyen des actions publiques ?
5. Quels sont les thématiques des actions publiques définies pour être contrôlé par les jeunes ?
6. Combien de séances ou d'activités de contrôle citoyen ont été réalisées à travers les centres d'appel ?

### C – ANALYSE DE LA PERTINENCE DU PROJET

---

7. Quels sont les objectifs de votre organisation ?
8. Quels objectifs du projet répondent aux objectifs de consolidation de la paix ? au plan UNDAF 2015-2022 ? au plan stratégique du PBF, du PNUD, du MSIS TATAO et des autres partenaires ?
9. Quelles cibles ODD, quelles priorités nationales en matière de développement sont touchées par les objectifs du projet ?
10. Le projet était-il pertinent pour aborder les facteurs de conflit et les éléments contribuant à la paix identifiée dans une analyse de conflit ?
11. Le projet était-il conforme au mandat de consolidation de la paix de l'ONU et aux objectifs de Développement Durable, en particulier de l'ODD 16 ?
12. L'intervention est-elle fondée sur une analyse valide de la situation de la paix ?
13. Quelles sont les priorités de votre organisation ?
14. Est-ce que les objectifs du projet sont conformes aux besoins et aux priorités de chaque partie prenante du projet ?
15. Quels sont les apports du projet dans la réalisation des priorités de chaque acteur impliqué dans la mise en œuvre du projet ? Donner des exemples concrets.
16. Quels sont les liens entre les objectifs du projet et la réalité locale ?

17. Est-ce que les objectifs du projet permettent de répondre aux besoins spécifiques de chaque catégorie de bénéficiaires ?
18. Quels objectifs du projet répondent mieux aux besoins des bénéficiaires locaux ?
19. De quelle manière les besoins des bénéficiaires ont été pris en compte dans la conception du projet ?
20. Quelle approche a été adoptée pour atteindre les objectifs assignés ?
21. Est-ce que les moyens utilisés (humains, financiers, matériels) ont permis d'avoir plus de résultats que prévus ?
22. Quels étaient les changements escomptés du projet ?
23. Est-ce que les changements prévus ont été atteints à la fin du projet ? Donner des exemples concrets.
24. Est-ce que les ressources utilisées sont en adéquation aux changements souhaités ?
25. Est-ce que les objectifs du projet ont été ajustés par rapport à l'évolution du contexte national (politique, économique, institutionnel, juridique) ?
26. Quels sont les ajustements opérés au sein du projet ?
27. Est-ce que ces ajustements ont dénaturé ou renforcé les objectifs du projet ? Pourquoi ?
28. Quelles sont les activités menées dans le cadre du projet ?
29. Quels éléments permettent d'affirmer que ces activités sont en cohérence avec le contexte social, économique, politique du pays ?
30. Est-ce que les objectifs du projet tiennent compte du contexte de la COVID-19 ?
31. Quels objectifs du projet répondent mieux au contexte du COVID-19 ?
32. Comment a été pris en compte le contexte de la COVID-19 dans la conception du projet ?

#### **D – ANALYSE DE LA COHERENCE DU PROJET**

---

33. Quels sont les liens qui existent entre votre mission et les résultats attendus et les activités du projet ?
34. Quelles activités concrètes, quels résultats du projet permettent d'atteindre les missions de chaque institution partenaire ?
35. Est-ce que les différents appuis des partenaires sont-ils conformes aux objectifs et activités du projet ?
36. Existe-t-il un projet similaire ou d'autres initiatives similaires dans le passé ou en cours ? Lesquels ?
37. Quels sont les liens qui existent entre ces interventions et les résultats attendus/activités du projet ?
38. Est-ce que ces interventions sont complémentaires avec le projet actuel ? une continuité ? un plus ?
39. Quelles sont les approches adoptées par le projet ?
40. Est-ce que ces approches sont en adéquation avec les réalités des régions ciblées ?
41. Quelles sont les éventuelles lacunes constatées ?
42. Quels sont les différents projets (passés et en cours) qui interviennent dans les zones d'intervention du projet ?
43. Quels sont leurs objectifs, leurs activités et leurs démarches d'intervention ?
44. Pour les projets en cours, existe-t-il un mécanisme de coordination de vos interventions respectives ? A quel niveau ? Donner des exemples concrets
45. Avant ces différents projets, quelles initiatives locales ont été réalisées pour répondre aux problématiques de la paix dans les zones d'intervention du projet ?
46. Qu'en est-il de ces initiatives à l'heure actuelle ?

47. Quelles sont les nouvelles activités apportées par le projet OBSMADA ?
48. Quelles sont les lacunes des interventions antérieures comblées par ces nouvelles activités ?
49. De quelles manières ces nouvelles activités répondent mieux aux besoins des populations locales ?

## **E – ANALYSE DE L'EFFICACITE DU PROJET**

---

50. L'intervention a-t-elle atteint son objectif déclaré (ou implicite) ?
51. Dans quelle mesure les produits et effets escomptés sont-ils atteints, ou quelle est l'étendue des progrès réalisés pour atteindre ces produits et effets ?
52. Quel est le taux d'exécution au niveau global et par produit ?
53. Comment les résultats du projet ont-ils permis de réduire les facteurs de conflits et les tensions issus de l'analyse des conflits ?
54. Comment ont-ils contribué aux résultats de consolidation de la paix recherchés par le PBF ?
55. Quels sont les changements observés en matière de paix qui peuvent être attribués au projet au plan sécuritaire, consolidation de la paix et promotion de la transparence dans le cadre des prestations de service public ?
56. Quelles sont les actions concrètes réalisées au niveau du résultat 2 du projet ?
57. Quels sont les impacts directs de ces actions au niveau des services publics dans les régions ciblées par le projet ?
58. A quel point de la stratégie de ciblage du projet était-elle appropriée et claire en termes de ciblage géographique et des bénéficiaires ?
59. Quelles sont les actions entreprises pour améliorer et mettre en place une gouvernance efficace et apaisée au niveau des régions cibles ?
60. Le projet a-t-il intégré les principes du genre dans sa conception et sa mise œuvre ?
61. Le projet a-t-il intégré l'approche sensible au conflit lors de sa conception et de sa mise en œuvre ?
62. Comment le « do no harm » a été pris en compte lors de la conception et la mise en œuvre du projet ?
63. Les moyens financiers fournis par le projet pour mettre en œuvre le « do no harm » ont-ils permis d'éviter d'exacerber le conflit ?
64. Dans quelle mesure les mécanismes et les procédures ont-ils permis de faciliter la mise en œuvre du projet par les parties prenantes ?
65. Dans quelle mesure la participation des parties prenantes a-t-elle permis l'atteinte des objectifs, la prise en compte des besoins des groupes nationaux et les évolutions des priorités des partenaires du projet ?
66. Dans quelle mesure l'appropriation nationale se manifeste-t-elle ?
67. Quel résultat le renforcement des capacités de la contrepartie nationale a produit dans le cadre de la mise en œuvre du projet ?
68. Comment les résultats/produits du projet sont-ils utilisés par le Gouvernement de Madagascar et/ou d'autres partenaires afin de contribuer aux résultats à long terme ?
69. Quels ont été les facteurs qui ont favorisé ou atténué, voir empêché la réalisation du projet et pourquoi ?
70. Quelles mesures de mitigation ont été adoptées par le projet pour lever les blocages ?
71. Les stratégies et les outils de mise en œuvre du projet étaient-ils efficaces au regard des résultats attendus ?

## **F – ANALYSE DE L'EFFICIENCE DU PROJET**

---

72. Les ressources (fonds, personnel, temps, expertise, etc.) ont-elles été affectées de manière stratégique et économe pour obtenir les résultats ?
73. Le projet a-t-il fonctionné avec l'effectif adéquat de personnel, les compétences requises et selon une bonne distribution de tâche ?
74. Dans quelle mesure les ressources du projet ont-elles été utilisées pour la réalisation des résultats escomptés ?
75. A quel point l'approche de mise en œuvre du projet y compris l'approvisionnement, le nombre de partenaires d'exécution et d'autres activités ont-elles été efficaces et réussies ?
76. A quel point l'équipe de projet a-t-elle communiqué avec les parties prenantes et les bénéficiaires du projet sur les progrès ?
77. Dans quelle mesure le projet a-t-il collecté et utilisé les données pour suivre les résultats ? Comment les données mises à jour ont-elles efficacement été utilisées pour gérer le projet ?
78. Les fonds et les activités du projet ont-ils été livrés dans le respect des délais ?
79. Les systèmes de S&E utilisés par le projet ont-ils permis d'assurer une gestion efficiente et efficace du projet ?
80. Dans quelles mesures les ressources prévues pour adresser les problématiques du genre ont-elles été utilisées de manière efficiente ?
81. Dans quelles mesures les effets du COVID ont impacté le projet et comment le projet s'est-il ajusté ?

## **G – ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET**

---

82. Est-ce que la population notamment celle qui est plus vulnérable ressent plus d'équité et plus de satisfaction sur les réponses à leurs besoins ?
83. Combien des jeunes hommes et femmes ont amélioré leurs capacités de leadership ?
84. Est-ce que la population ressent plus de justice dans la délivrance des services publics locaux (TPI, CTD, SDT) ?
85. Est-ce que le projet a-t-il apporté de nouveaux problèmes dans sa zone d'intervention ?
86. Comment le projet mesure-t-il ses impacts ?
87. Quels sont les changements (ou signes précoces de changement) que le projet a apporté dans la vie de la population en générale, notamment les jeunes ?
88. Quels sont les changements apportés par le projet au niveau des régions d'intervention ?
89. Est-ce que les changements sont palpables, assez importante et signifiante pour les bénéficiaires ?
90. Qu'en est-il de l'implication des jeunes dans le SAP-PC ?
91. Quels sont les éléments qui montrent que le projet a porté une contribution significative dans la zone ?
92. Le projet était-il responsable d'impacts non intentionnels

## **H – ANALYSE DE LA DURABILITE DU PROJET**

---

93. Y a-t-il eu des activités de renforcement de capacités ?
94. Quelles sont les stratégies de pérennisation des acquis mises en place par le projet pour la pérennisation des actions ?
95. Les différentes structures créées par les différents projets (Cellules de veilles) vont-elles se maintenir ?

96. Est-ce que toutes les activités et interventions prévues ont-elles été exécutées jusqu'au bout ? Qu'en est-il de la suite des ateliers de concertations régionales pour prioriser et valider les actions publiques ?
97. Quelles sont les mesures prises pour pérenniser les projets de prévention/résolution de conflits réalisés par les jeunes ?
98. A quel point l'engagement du Gouvernement et des autres parties prenantes est-il fort pour maintenir les résultats du soutien du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) et pour poursuivre les initiatives ?
99. D'une manière générale, quel est le niveau d'appropriation des parties prenantes des résultats et des activités du projet ?
100. Quel est le niveau d'implication des jeunes dans la mise œuvre des activités du projet ?
101. Quels sont les innovations apportées par les jeunes dans la réalisation des activités du projet ? Donner des exemples concrets.
102. Le SAP-PC intègre-t-il les approches genre et les droits fondamentaux ?
103. Des textes, de type règlement intérieur, existent-ils pour la prise en compte des questions genre, égalité des sexes, existent-ils dans les Cellules de veilles et autres dispositifs mis en place par le Projet ?
104. Est-ce que les bénéficiaires se sont-ils appropriés des finalités du projet ? Quelles sont leurs attentes du projet ?
105. Est-ce que les bénéficiaires croient-ils que les activités du projet vont se pérenniser sans l'appui des partenaires techniques et financiers ?
106. Quelles sont les attentes de chaque partie prenante sur le projet ?
107. Comment se fait le partage des connaissances et les leçons importantes des différents programmes du projet ?
108. Est ce qu'il y a un rapport permanent des événements du projet pour les parties intéressées ?
109. Y-a-t-il une stratégie formelle de désengagement du projet ? Si oui, quel contenu ?
110. Quelles sont les mesures prises pour assurer durablement la poursuite des activités de concertation régionale, de CCAP, de campagnes de plaidoyer des jeunes ?

---

## **I – ANALYSE DES ASPECTS TRANSVERSAUX DU PROJET**

111. Le projet avait-il une approche explicite en matière de sensibilité aux conflits ?
112. Les capacités internes des agences d'exécution étaient-elles adéquates pour garantir une approche continue sensible aux conflits ?
113. Un processus continu de suivi du contexte et un système de suivi permettant de surveiller les impacts non-intentionnels ont-ils été établis ?
114. Est-ce qu'il existe un mécanisme de participation des femmes au sein du projet ?
115. Est-ce que l'aspect genre, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont-ils été pris en compte systématiquement dans la formulation des résultats et des activités du projet ? Quelles sont les raisons qui peuvent expliquer la non prise en compte de ces approches ?
116. Est-ce que les membres des différents dispositifs mis en place par le projet sont-ils sensibles aux problématiques liées à ces aspects ?

---

## **J – PERSPECTIVES DU PROJET**

117. Quels sont les principaux enseignements dégagés de la mise en œuvre actuelle du projet dans l'accomplissement de vos missions et quelles recommandations faites-vous pour la suite du processus de prévention de conflits à Madagascar ?

## GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES ACTEURS ETATIQUES

### **PUBLIC CONCERNE**

**Ministère de la Jeunesse et des Sports**

**Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation<sup>7</sup>**

**Ministère de la Justice**

**Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme,**

**Ministère de la Sécurité Publique**

**Ministère de la Défense Nationale - Secrétaire Générale de la Gendarmerie**

**Autres institutions**

### **INTRODUCTION**

---

- Présentation du consultant, information sur les objectifs, l'importance de la fiabilité/véracité des informations fournis et les risques de l'entretien
- Présentation de la responsabilité du Cabinet AGORA Consulting en rapport avec l'éthique, l'anonymat, la confidentialité et le consentement libre du participant, etc.
- Accord de participation (Signature de la Fiche de participation).
- Date de l'interview : .....

### **A – INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL**

---

- Noms et Prénoms de l'acteur interviewé : .....
- Genre : Masculin : .....Féminin : .....
- Votre entité/organisation : .....
- Occupation actuelle : .....

### **B – BILAN DES RESULTATS ATTEINTS PAR LE PROJET**

---

1. Quels sont vos constats en matière des risques de conflit au terme du projet ?
2. Combien de risques de conflit ont été identifiés et atténués lors de la mise en œuvre du projet ?
3. Quelles sont les actions entreprises pour renforcer les capacités des jeunes à effectuer un contrôle citoyen des actions publiques ?
4. Quels sont les thématiques des actions publiques définies pour être contrôlé par les jeunes ?

### **C – INFORMATIONS RELATIVES A LA PERTINENCE DU PROJET**

---

5. Quels sont les objectifs de votre Ministère ?
6. Quels objectifs du projet répondent mieux aux objectifs de votre ministère ?
7. Quelles cibles ODD, quelles priorités nationales en matière de développement sont touchées par les objectifs du projet ?
8. Quelles sont les priorités de votre Ministère ?

---

<sup>7</sup> Ce ministère est disloqué en deux actuellement : Ministère de l'Intérieur et Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation

9. Est-ce que les objectifs du projet sont conformes aux besoins et aux priorités de votre ministère ?
10. Quels sont les apports du projet dans la réalisation des priorités de votre ministère ? Donner des exemples concrets
11. Est-ce que les objectifs du projet ont été ajustés par rapport à l'évolution du contexte national (politique, économique, institutionnel, juridique) ?
12. Quels éléments permettent d'affirmer que ces activités sont en cohérence avec le contexte social, économique, politique du pays ?
13. Quelle est votre perception du projet OBSMADA ?
14. Est-ce que le projet répond à un vrai besoin du pays et des communautés ciblées ? Quels sont les éventuelles lacunes du projet selon vous ?

---

## **D – ANALYSE DE LA COHERENCE DU PROJET**

---

15. Quels sont les liens qui existent entre votre mission, les résultats attendus et les activités du projet ?
16. Quelles activités concrètes, quels résultats du projet permettent d'atteindre les missions de chaque agence et institution partenaire ?
17. Est-ce que les moyens disponibles (humains, financiers, matériels) permettent d'atteindre ces missions ?
18. Existe-t-il un projet similaire ou d'autres initiatives similaires dans le passé ou en cours ? Lesquels ?
19. Quels sont les liens qui existent entre ces interventions et les résultats attendus/activités du projet ?
20. Est-ce que ces interventions sont complémentaires avec le projet actuel ? une continuité ? un plus ?
21. Quelles politiques, priorités, lois ou stratégies de votre Ministère ou votre organisation s'inscrit-il le projet ?
22. De quelle manière le projet contribue-t-il à la mise en œuvre des outils stratégiques et/ou programmatiques de votre ministère ?
23. Quelles activités ou interventions concrètes du projet permettent d'atteindre réellement les priorités de votre ministère ou organisation ? Donner des exemples concrets.

---

## **E – ANALYSE DE L'EFFICACITE GLOBALE DU PROJET**

---

24. L'intervention a-t-elle atteint son objectif déclaré (ou implicite) ?
25. Dans quelle mesure les produits et effets escomptés sont-ils atteints, ou quelle est l'étendue des progrès réalisés pour atteindre ces produits et effets ?
26. Quel est le taux d'exécution au niveau global et par produit ?
27. Comment les résultats du projet ont-ils permis de réduire les facteurs de conflits et les tensions issus de l'analyse des conflits ?
28. Comment ont-ils contribué aux résultats de consolidation de la paix recherchés par le PBF ?
29. Quels sont les changements observés en matière de paix qui peuvent être attribués au projet au plan sécuritaire, consolidation de la paix et promotion de la transparence dans le cadre des prestations de service public ?
30. Le projet a-t-il intégré les principes du genre dans sa conception et sa mise œuvre ?
31. Le projet a-t-il intégré l'approche sensible au conflit lors de sa conception et de sa mise en œuvre ?
32. Comment le « do no harm » a été pris en compte lors de la conception et la mise en œuvre du projet ?
33. Les moyens financiers fournis pas le projet pour mettre en œuvre le « do no harm » ont-ils permis d'éviter d'exacerber le conflit ?
34. Dans quelle mesure les mécanismes et les procédures ont-ils permis de faciliter la mise en œuvre du projet par les parties prenantes ?
35. Dans quelle mesure la participation des parties prenantes a-t-elle permis l'atteinte des objectifs, la prise en compte des besoins des groupes nationaux et les évolutions du des priorités des partenaires du projet ?
36. Quel résultat le renforcement des capacités de la contrepartie nationale a produit dans le cadre de la mise en œuvre du projet ?

37. Comment les résultats/produits du projet sont-ils utilisés par le Gouvernement de Madagascar et/ou d'autres partenaires afin de contribuer aux résultats à long terme ?
38. Quels ont été les facteurs qui ont favorisé ou atténué, voir empêché la réalisation du projet et pourquoi ?
39. Quelles mesures de mitigation ont été adoptées par le projet pour lever les blocages ?
40. Les stratégies et les outils de mise en œuvre du projet étaient-ils efficaces au regard des résultats attendus ?

---

## **F – ANALYSE DE L'EFFICIENCE DU PROJET**

---

41. Les ressources (fonds, personnel, temps, expertise, etc.) ont-elles été affectées de manière stratégique et économe pour obtenir les résultats ?
42. Le projet a-t-il fonctionné avec l'effectif adéquat de personnel, les compétences requises et selon une bonne distribution de tâche ?
43. Dans quelle mesure les ressources du projet ont-elles été utilisées pour la réalisation des résultats escomptés ?
44. Les fonds et les activités du projet ont-ils été livrés dans le respect des délais ?
45. Les systèmes de S&E utilisés par le projet ont-ils permis d'assurer une gestion efficiente et efficace du projet ?
46. Dans quelles mesures les ressources prévues pour adresser les problématiques du genre ont-elles été utilisées de manière efficiente ?
47. Dans quelles mesures les effets du COVID ont impacté le projet et comment le projet s'est-il ajusté ?

---

## **G – ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET**

---

48. Est-ce que la population notamment celle qui est plus vulnérable ressent plus d'équité et plus de satisfaction sur les réponses à leurs besoins ?
49. Comment le projet a-t-il contribué à renforcer l'autorité de l'Etat dans les régions bénéficiaires du projet ?
- 50.
51. Est-ce que la population ressent plus de justice dans la délivrance des services publics locaux (TPI, CTD, SDT) ?
52. Est-ce que les changements sont palpables, assez importante et signifiante pour les bénéficiaires
53. Quels sont les éléments qui montrent que le projet a porté une contribution significative dans la zone ?

---

## **H – ANALYSE DE LA DURABILITE DU PROJET**

---

54. Quelles sont les stratégies de pérennisation des acquis mises en place par le projet ?
55. Les différentes structures créées par les différents projets (Cellules de veilles) vont-elles se maintenir ?
56. Est-ce que toutes les activités et interventions prévues ont-elles été exécutées jusqu'au bout ? Qu'en est-il de la suite des ateliers de concertations régionales pour prioriser et valider les actions publiques ?
57. Quelles sont les mesures prises pour pérenniser les projets de
58. Prévention/résolution de conflits réalisés par les jeunes ?
59. D'une manière générale, quel est le niveau d'appropriation des parties prenantes des résultats et des activités du projet ?

---

## **I – ASPECTS TRANSVERSAUX DU PROJET**

---

60. Est-ce qu'il existe un mécanisme de participation des femmes au sein du projet ?
61. Est-ce que l'aspect genre, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont-ils été pris en compte systématiquement dans la formulation des résultats et des activités du projet ? Quelles sont les raisons qui peuvent expliquer la non prise en compte de ces approches ?

62. Est-ce que les membres des différents dispositifs mis en place par le projet sont-ils sensibles aux problématiques liées à ces aspects ?

### **J – PERSPECTIVES DU PROJET**

---

63. Quels sont les principaux enseignements dégagés de la mise en œuvre actuelle du Projet dans l'accomplissement de vos missions et quelles recommandations faites-vous pour la suite du processus de prévention de conflits à Madagascar ?

# GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES AUTORITES LOCALES

## PUBLIC CONCERNE

### PREFECTURE, AUTORITES TRADITIONNELLES, REGIONS, COMMUNES

#### INTRODUCTION

---

- Présentation du consultant, information sur les objectifs, l'importance de la fiabilité/véracité des informations fournis et les risques de l'entretien
- Présentation de la responsabilité du Cabinet Agora Consulting en rapport avec l'éthique, l'anonymat, la confidentialité et le consentement libre du participant, etc.
- Accord de participation (Signature de la Fiche de participation).
- Région : ..... Commune : .....
- Date de l'interview : .....

#### A – INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL

---

- Noms et Prénoms de la personne interviewée : .....
- Genre : Masculin : .....Féminin : .....
- Votre entité/organisation : .....
- Occupation actuelle : .....

#### B – BILAN DES RESULTATS ATTEINTS

---

1. Quels sont vos constats en matière des risques de conflit au terme du projet ?
2. Combien de risques de conflit ont été identifiés et atténués lors de la mise en œuvre du projet ?
3. Quels sont les risques de conflits dans votre Région ?
4. Quels sont les thématiques des actions publiques définies pour être contrôlé par les jeunes ?
5. Combien de séances ou d'activités de contrôle citoyen ont été réalisées à travers les centres d'appel ?
6. Combien de campagnes de plaidoyer et d'actions communautaires ont été réalisées pour prévenir des conflits ?

#### C – ANALYSE DE LA PERTINENCE DU PROJET

---

7. Est-ce que les objectifs du projet sont conformes aux besoins et aux priorités de chaque partie prenante du projet ?
8. Quels sont les liens entre les objectifs du projet et la réalité locale ?
9. Est-ce que les objectifs du projet permettent de répondre aux besoins spécifiques de chaque catégorie de bénéficiaires ?
10. Quels objectifs du projet répondent mieux aux besoins des bénéficiaires locaux ?
11. De quelle manière les besoins des bénéficiaires ont été pris en compte dans la conception du projet ?
12. Est-ce que les changements opérés sont conformes aux attentes des bénéficiaires ?
13. Quelle est votre perception du projet OBSMADA ?
14. Est-ce que le projet répond à un vrai besoin du pays et des communautés ciblées ? Quels sont les éventuelles lacunes du projet selon vous ?

#### D – ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET

---

15. Est-ce que la population notamment celle qui est plus vulnérable ressent plus d'équité et plus de satisfaction sur les réponses à leurs besoins ?
16. Combien des jeunes hommes et femmes ont amélioré leurs capacités de leadership ?

17. Est-ce que la population ressent plus de justice dans la délivrance des services publics locaux (TPI, CTD, STD) ?
18. Est-ce que le projet a-t-il apporté de nouveaux problèmes dans sa zone d'intervention ?
19. Quels sont les changements (ou signes précoces de changement) que le projet a apporté dans la vie de la population en générale, notamment les jeunes ?
20. Quels sont les changements apportés par le projet au niveau des régions d'intervention ?
21. Est-ce que les changements sont palpables, assez importante et signifiante pour les bénéficiaires ?
22. Qu'en est-il de l'implication des jeunes dans le SAP-PC ?
23. Quels sont les éléments qui montrent que le projet a porté une contribution significative dans la zone ?

---

## **E – ANALYSE DE LA DURABILITE DU PROJET**

---

24. Quelles sont les stratégies de pérennisation des acquis mises en place par le projet ?
25. Les différentes structures créées par les différents projets (Cellules de veilles) vont-elles se maintenir ?
26. Est-ce que toutes les activités et interventions prévues ont-elles été exécutées jusqu'au bout ? Qu'en est-il de la suite des ateliers de concertations régionales pour prioriser et valider les actions publiques ?
27. Quelles sont les mesures prises pour pérenniser les projets de prévention/résolution de conflits réalisés par les jeunes ?
28. Quel est le niveau d'implication des jeunes dans la mise œuvre des activités du projet ?
29. Quels sont les innovations apportées par les jeunes dans la réalisation des activités du projet ? Donner des exemples concrets.
30. Le SAP-PC intègre-t-il les approches genre et les droits fondamentaux ?
31. Des textes, de type règlement intérieur, existent-ils pour la prise en compte des questions genre, égalité des sexes, existent-ils dans les Cellules de veilles et autres dispositifs mis en place par le Projet ?
32. Est-ce que les bénéficiaires se sont-ils appropriés des finalités du projet ? Quelles sont leurs attentes du projet ?
33. Est-ce que les bénéficiaires croient-ils que les activités du projet vont se pérenniser sans l'appui des partenaires techniques et financiers ?
34. Quelles sont les attentes de chaque partie prenante sur le projet ?

---

## **F – ANALYSE DES ASPECTS TRANSVERSAUX**

---

35. Est-ce qu'il existe un mécanisme de participation des femmes au sein du projet ?
36. Est-ce que l'aspect genre, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont-ils été pris en compte systématiquement dans la formulation des résultats et des activités du projet ? Quelles sont les raisons qui peuvent expliquer la non prise en compte de ces approches ?
37. Est-ce que les membres des différents dispositifs mis en place par le projet sont-ils sensibles aux problématiques liées à ces aspects ?

---

## **G – PERSPECTIVES DU PROJET**

---

38. Quels sont les principaux enseignements dégagés de la mise en œuvre actuelle du Projet dans l'accomplissement de vos missions et quelles recommandations faites-vous pour la suite du processus de prévention de conflits à Madagascar ?

## GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES BENEFICIAIRES

### PUBLIC CONCERNE

JEUNES, FEMMES

#### **A – INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL**

---

- Noms et Prénoms de la personne interviewée : .....
- Genre : Masculin : .....Féminin : .....
- Votre qualification professionnelle (Formation/Grade) : .....
- Occupation actuelle : .....

#### **B – BILAN DES RESULTATS ATTEINTS**

---

1. Quels sont vos constats en matière des risques de conflit au terme du projet ?
2. Combien de risques de conflit ont été identifiés et atténués lors de la mise en œuvre du projet ?
3. Quels sont les risques de conflits dans votre localité ?
4. Quels sont les thématiques des actions publiques définies pour être contrôlé par les jeunes ?
5. Combien de séances ou d'activités de contrôle citoyen ont été réalisées à travers les centres d'appel ?
6. Combien de campagnes de plaidoyer et d'actions communautaires ont été réalisées pour prévenir des conflits ?
7. Quel est le niveau de participation des jeunes et autres parties prenantes dans la mise en œuvre des actions ?

#### **C – ANALYSE DE LA PERTINENCE DU PROJET**

---

8. Est-ce que les objectifs du projet sont conformes aux besoins et aux priorités des jeunes ?
9. Quels sont les apports du projet dans la réalisation des priorités des jeunes ? Donner des exemples concrets ?
10. Quels sont les liens entre les objectifs du projet et la réalité locale ?
11. Est-ce que les objectifs du projet permettent de répondre aux besoins spécifiques des jeunes ?
12. Quels objectifs du projet répondent mieux aux besoins des bénéficiaires locaux ?
13. De quelle manière les besoins des bénéficiaires ont été pris en compte dans la conception du projet ?
14. Est-ce que les changements opérés sont conformes aux attentes des bénéficiaires ?
15. Quelle est votre perception du projet OBSMADA ?
16. Est-ce que le projet répond à un vrai besoin du pays et des communautés ciblées ? Quels sont les éventuelles lacunes du projet selon vous ?

#### **D – ANALYSE DE LA COHERENCE DU PROJET**

---

17. Est-ce que la population notamment celle qui est plus vulnérable ressent plus d'équité et plus de satisfaction sur les réponses à leurs besoins ?
18. Est-ce que la population ressent plus de justice dans la délivrance des services publics locaux (TPI, CTD, SDT) ?
19. Est-ce que le projet a-t-il apporté de nouveaux problèmes dans sa zone d'intervention ?
20. Quels sont les changements (ou signes précoces de changement) que le projet a apporté dans la vie de la population en générale, des femmes et des jeunes et des victimes du VBG ?

21. Est-ce que les changements sont palpables, assez importants et signifiants pour les bénéficiaires

---

### **E – ANALYSE DE L'EFFICACITE DU PROJET**

---

22. Dans quelle mesure les mécanismes et les procédures ont-ils permis de faciliter la mise en œuvre du projet par les parties prenantes ?
23. Dans quelle mesure la participation des parties prenantes a-t-elle permis l'atteinte des objectifs, la prise en compte des besoins des groupes nationaux et les évolutions des priorités des partenaires du projet ?
24. Quels ont été les facteurs qui ont favorisé ou atténué, voire empêché la réalisation du projet et pourquoi ?
25. Quelles mesures de mitigation ont été adoptées par le projet pour lever les blocages ?
26. Les stratégies et les outils de mise en œuvre du projet étaient-ils efficaces au regard des résultats attendus ?

---

### **F – ANALYSE DE L'EFFICIENCE DU PROJET**

---

27. Les ressources (fonds, personnel, temps, expertise, etc.) ont-elles été affectées de manière stratégique et économe pour obtenir les résultats ?

---

### **G – ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET**

---

28. Est-ce que la population notamment celle qui est plus vulnérable ressent plus d'équité et plus de satisfaction sur les réponses à leurs besoins ?
29. Combien des jeunes hommes et femmes ont amélioré leurs capacités de leadership ?
30. Est-ce que la population ressent plus de justice dans la délivrance des services publics locaux ?
31. Est-ce que le projet a-t-il apporté de nouveaux problèmes dans sa zone d'intervention ?
32. Quels sont les changements (ou signes précoces de changement) que le projet a apporté dans la vie de la population en générale, notamment les jeunes ?
33. Est-ce que les changements sont palpables, assez importants et significatifs pour les bénéficiaires ?
34. Qu'en est-il de l'implication des jeunes dans le SAP-PC ?
35. Quels sont les éléments qui montrent que le projet a créé une contribution significative dans la zone ?

---

### **H – ASPECTS TRANSVERSAUX DU PROJET**

---

36. Est-ce qu'il existe un mécanisme de participation des femmes au sein du projet ?
37. Est-ce que l'aspect genre, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont-ils été pris en compte systématiquement dans la formulation des résultats et des activités du projet ? Quelles sont les raisons qui peuvent expliquer la non prise en compte de ces approches ?
38. Est-ce que les membres des différents dispositifs mis en place par le projet sont-ils sensibles aux problématiques liées à ces aspects ?

## 7.4. Liste des personnes rencontrées

N°	Nom et prénom	Structure	Fonction	Contact / Email
1.	ANDJARASOA Fabienne	Réseau OBS MADA	Membre	034 32 270 50
2.	ANDRIAMAHEFA Eugène	MSIS TATAO	RAF	034 51 175 35
3.	ANDRIAMAMPIONONA Jean-Bravo	CCAP	Membre	033 89 427 34
4.	ANDRIAMBELOMANGA Edmond	PNUD	Ex Coordonnateur du projet OBS Mada	034 22 822 20
5.	ANDRIAMIARANANANA Berthino Shanti	Football	Membre	034 67 595 06
6.	ANDRIAMISASAINA David	SAP-PC	Membre	033 15 837 00
7.	ANDRIANARISOA	Ministère de l'Intérieur	DRJS	034 16 797 82
8.	ANDRIANARISON Fludo	CCAP	Membre	033 67 463 61
9.	ANDRIANARIVELO Onja	RHI R3	Vice-président	034 68 392 16
10.	ANDRIANARY Yvette	Secrétariat d'Etat en charge de la Gendarmerie	Officier adjoint au CS et point focal du projet	<a href="mailto:andrianaryvette@gmail.com">andrianaryvette@gmail.com</a>
11.	ANDRIANJAFIRAVECO Tsito	SAFIDY	CA	034 03 931 91
12.	ANDRIANJAKA Muriella	Association MAROZAVAVY	Membre	032 16 276 59
13.	ANDRIANOMENJANAHARY	FTM	Président	034 12 393 19
14.	ANJARASOA Berthine	Réseau OBS MADA	Membre	034 99 515 47
15.	ARISTIDE Francky Eny	Association MAROZAVAVY	Membre	034 87 554 06
16.	ASOMBOLA Jean Dolse	JIOM	Membre	034 58 141 07
17.	COMORA Adolph Armel	DRISS / MENABE	DRSSPI	034 05 997 21
18.	DAMY Nomenjanahory François	CCAP	Point focal	033 45 655 26
19.	DIMARISOLO Sylvain	Studio SIFAKA	Coordinateur des partenariats	034 25 697 71
20.	FARENAKO Gideon	Observatoire de la jeunesse	Conseiller	034 73 797 05
21.	FEFY VERESOA Précise	Réseau OBS MADA	Membre	038 56 299 35
22.	FENOHERY Ahmed Nazirah	Association VMLF	Membre	034 96 433 17
23.	FITAHIANJAMAHARY Suzanne Astinah	Association KIM	Membre	033 02 570 82
24.	FOLO Janvier	GEDY-B	Membre	032 26 988 26
25.	HAFASOA Augustin	Réseau OBS MADA	Membre	038 32 733 07
26.	HANITRINIAINA Haingo Floria	Association VVA	Vice-présidente	034 54 505 26
27.	HARISOAFARA Aimeline Elysa	Basket Ball	Membre	034 79 407 62
28.	HASARIZAFINTSOA BAKONIAMA Florence	FITALFA	Membre	034 96 053 03
29.	HATSIMIKO Cahimaly	Réseau OBS MADA	Membre	034 51 761 26
30.	Jean Nicolas Norbert	GEDY-B	Président	034 44 175 82
31.	Juliana Géorgine	Réseau OBS MADA	Membre	034 17 847 21
32.	KAZY Tolisaotsy Gustarine	Réseau OBS MADA	Membre	033 64 478 75
33.	LALAO Lydia Marzella	SAP-PC / CCAP	Membre	034 71 705 31
34.	LIMBISOA Estella	CCAP	Membre	033 52 334 71
35.	LONGSVAO Maurice	Réseau OBS MADA	Membre	033 28 793 45
36.	MAKASON Soloriana Limbirege	5d cabinet d'architecture	Ingénieur structure	034 27 093 23
37.	MBOLA Jean-Claude	Réseau OBS MADA	Membre	034 65 564 19
38.	MIARITSOA Vony Gilberte	Basket Ball	Membre	034 55 242 88

39.	MONZA Lahitognome	Réseau OBS MADA	Membre	033 29 893 00
40.	NAMBININA Sitrabasia	TAHSA	Président	034 99 214 81
41.	NANTENAIKO Yves Kevelin	O5 / MENABE	Membre	034 52 287 69
42.	NOTIAVINDRAINNY Francianna	FPFE	Membre	033 46 230 18
43.	ONIC Vincent	ONG FAFED	Membre	034 58 087 40
44.	ORIA Eliance	GEDY-B	Membre	034 74 252 65
45.	Paulin Maurice	Nyantsilea	Président	034 79 160 45
46.	PIERROLONT Constant Ardim	Réseau OBS MADA	Membre	034 52 948 25
47.	RABEHARIMANA Pascal	Region Alaotra Mangoro	Maire	034 44 479 71
48.	RABEHARIVONY Seta	ONG FANDROSOANA	Directeur	034 06 351 09
49.	RABESALAMA	Association UJENINALO	Président	034 38 161 95
50.	RADESSA Franck Gérard	Ministère de la Population et des Solidarités	Point focal OBSMADA	<a href="mailto:radfrager@gmail.com">radfrager@gmail.com</a>
51.	RAHARIJAONA Augustin	Ministère de la Sécurité Publique		<a href="mailto:larijao3@gmail.com">larijao3@gmail.com</a>
52.	RAHARIMALALA Françoise Marie Roseline	VEHIVAVY Modely	Membre	034 03 153 10
53.	RAHARIZAKASOA Yannicka Ornella	Association VMLF	Membre	034 30 706 40
54.	RAHOLIMALALA Nivo	UNFPA	Spécialiste en plaidoyer et communication	034 02 838 58
55.	RAJAOARINARIVO Tiavina Jean	Ministère de la Jeunesse et des Sports	Assistant Technique à la Direction Générale de la Jeunesse	<a href="mailto:ratiavijeana@gmail.com">ratiavijeana@gmail.com</a>
56.	RAKOMALALA Manonjo	Handball	Membre	034 80 098 63
57.	RAKOTOMAVO Harisa Felana	Ministère de l'Intérieur	Chef de service d'appui à la sécurité participative Point focal OBSMADA	034 89 071 95
58.	RAKOTONALALA Yolande	JIOM	Membre	034 65 776 42
59.	RAKOTONDRANO A.T.	Préfecture ANTSIRABE	SG Préfecture	034 45 424 76
60.	RAKOTONIANA Justin	AJNDP	Président	034 18 219 85
61.	RAKOTONIRINA Olivier	PNUD	Chargé de programme Gouvernance	<a href="mailto:olivier.rakotonirina@undp.org">olivier.rakotonirina@undp.org</a>
62.	RAMAROSANDRATANA Guy	Region Alaotra Mangoro	Gouverneur	034 46 228 16
63.	RAMAROSON Gaëtan Prosper	CCAP	Membre	034 51 012 53
64.	RAMBOLAMANANA Lydia	Réseau OBS MADA	Membre	034 85 572 77
65.	RAMINANTASOA Mirana	CCAP	Membre	034 80 034 39
66.	RANDRIAMAHAFALISSA Felicia	Association MDT	Membre	034 99 679 18
67.	RANDRIANANTENAINA Christian	IRF TANDRA	Membre	038 07 665 63
68.	RANDRIANANTENAINA Jocelyn	FIMPINI	Président	034 09 799 66
69.	RANDRIANANTENAINA Tangaso	CCAP	Point focal	033 43 825 43
70.	RANDRIANIRINA William	Association MDT	Membre	034 35 195 71
71.	RANDRINASORO Mamosotre	Réseau OBS MADA	Membre	034 67 985 61

72.	RANJARISOA	AMI	Trésorière	034 80 379 24
73.	RANJARISOA Safidimalala	Jeune CAF	Membre	034 37 423 29
74.	RASOAFARA Berthine	Association FISEFI COPH	Membre	034 57 555 12
75.	RASOANACAVA TOJORINA Claire Lea	AVG	Chef de projet	034 28 006 96
76.	RASOANANDRASANA Marie	TSINJO	Membre	034 41 891 87
77.	RASOANANTENNINA Larissa	RHI R3	Vice-présidente	034 06 245 17
78.	RASOANANTOWAINA Larissa	RHI R3	Secrétaire	034 06 245 17
79.	RASOLOARINANANA Jeanne Aimée	Association VMLF	Point focal régional	034 97 521 39
80.	RASOLOSON Fanemgentsoa	SAP-PC	Membre	033 80 631 53
81.	RATOLOTRINIAINA Fabrino Alex	CCAP	Membre	033 72 956 20
82.	RATSIMBASON Joan Anjaratiana	MSIS TATAO	Chef de projet	<a href="mailto:joan.ratsimbason@gmail.com">joan.ratsimbason@gmail.com</a>
83.	RAVAONDRINA Lolatiana	Réseau OBS MADA	Membre	034 01 344 79
84.	RAVAONIRINA Lucie	Association MDT	Membre	032 04 151 39
85.	RAVAORISOA Nirina Aimée	RHI R3	Vice-présidente	034 68 394 16
86.	RAVELOMANANTSOA Odette	FPFE	RAF	034 06 051 76
87.	RAVOCOLONTAINA Marie Juliette	MISKOTO	Membre	038 08 182 65
88.	RAVOLOLONANANA Toky	ONG VAVINTSARA	Coordinateur technique	034 15 207 08
89.	RAZAFIMA Roger	TNH	Président	034 42 625 47
90.	RAZAFIMALALASCA Rilo	PNUD		032 59 694 71
91.	RAZAFIMANO Capudrand	ODH / MENABE	Coordonnateur	034 26 330 15
92.	RAZAFINAHONA Judelle	Association VMLF	Membre	038 71 945 66
93.	RAZAFINDRA Modeste Nicolas	CCAP	Point focal	033 73 523 98
94.	RAZAFINDRAKO Tomarie Claudine	ODH / MENABE	Assistante	038 97 761 67
95.	RAZAFINDRATOMBO Chanel	ONG FAFED	Animatrice	034 33 853 38
96.	RAZAFINESALAMA Mamy Roger	ONG FAFED	Animateur	034 61 762 13
97.	RAZAFINIRINA Rodin	TATSAH	Président	034 62 266 72
98.	RAZAFINMAFALY José Michel	GEDY-B	Membre	034 57 287 28
99.	RAZAINJAFY Eddy Constant	Réseau OBS MADA	Membre	038 70 552 94
100.	RAZANAJAFY Rosine	Réseau OBS MADA	Membre	034 69 616 32
101.	RAZANAMAHEFA Marie Stella	SAFIDY	Directeur exécutif	<a href="mailto:stellarazanamahefa@gmail.com">stellarazanamahefa@gmail.com</a>
102.	RAZANAMALALA Vanessa	Réseau OBS MADA	Membre	034 57 602 42
103.	Razanatsoa Madella Olisea	Association MAROZAVAVY	Membre	034 93 945 34
104.	RAZERISOA Marina	Ministère de la Sécurité Publique		<a href="mailto:jacquesolivaresma@gmail.com">jacquesolivaresma@gmail.com</a>
105.	ROBES PERRE Jean Roberthin	Association VVA	Membre	034 77 035 78
106.	RONJA Ednaha	FTMM	Commissaire aux Comptes	034 74 049 47
107.	SAHOLINIRINA Nicole Rollande	FEFFI	Membre	038 15 122 84
108.	SAMSON Merci	Observatoire des jeunes	Responsable logistique	034 37 792 99
109.	SEBASTIANNA Gloria	Association IRF TANODRA	Point focal	034 06 783 32
110.	SOANOMANEE Josiane	Réseau OBS MADA	Membre	033 79 543 02
111.	SOUFALY Yvan Fabius	Ministère de la Population et des Solidarités	Directeur de la Communication	<a href="mailto:yvanfabius@gmail.com">yvanfabius@gmail.com</a>
112.	TAHINJANARARY	CCJ	Vice-président	034 86 292 49

113.	TIARAINOME NJANAHARY Enla Clara	Ampela Vonona	Présidente	034 46 808 08
114.	TODISOA Joseph	Association TILY ETO M / CAR	Membre	034 67 914 57
115.	TSIREVOZY Florent	Association TILY ETO M / CAR	Vice-Président	034 09 152 88
116.	VAVITIANA Judine	Réseau OBS MADA	Membre	033 52 389 22
117.	VELONJARA Fanomezanboa Elise	ONG FAFED	Membre	034 38 267 09
118.	VELONJARA Fanomezantsoa	Association MDT	Entrepreneur	034 38 267 09
119.	VINGO Majeja	Observatoire des jeunes	Membre	034 77 035 78
120.	VOLOLONIHINA Béatrice	REV / CAFF	Membre	038 52 201 64
121.	Yvonne Christelle	CCAP	Membre	038 95 691 80
122.	ZAFINDRANKIRA Daniel	Réseau OBS MADA	Membre	033 62 652 65